INSTITUT DE L'ELEVAGE idele

TENDANCES LAIT VIANDE

LES MARCHÉS DES PRODUITS DE L'ÉLEVAGE DE RUMINANTS | N° 358 - FÉVRIER 2024

Retrouvez "Tendances lait viandes", ses vidéos, ses documents, ses liens, ses rendez-vous sur mobile et PC : www.tendances-lait-viande.fr

Sommaire du numéro 358

Viandes bovines
- Gros bovins
  - France
    - Malgré le ralentissement, l'inflation est toujours présente
    - Offre toujours en retrait
- Jeunes bovins
  - Europe
    - L'approche du Ramadan dynamise le marché
- Femelles
  - Europe
    - Hausse saisonnière des cours
- Maigre
  - L'offre réduite soutient le prix des broutards
- Veaux de boucherie
  - Cours stable en début d'année
- Veaux laitiers
  - Hausse saisonnière des cours

Lait de vache
- Collecte laitière
  - Peu de signaux positifs pour le marché du lait bio début 2024 après une année 2023 difficile
  - Une production laitière européenne stable en 2023
- France
  - Recul de la collecte française en 2023 mais des perspectives prometteuses pour début 2024
- Marché des produits laitiers
  - Évolutions divergentes des cours du beurre

Viande ovine
- France
  - L'offre reste réduite mais surpasse tout de même la demande
- UE et monde
  - La sécheresse australienne de 2023 a eu un fort impact sur le marché mondial

Lait de chèvre et viande
- Lait de chèvre
  - Recul de la collecte et des fabrications, frémissement de la consommation
- Prix du lait de chèvre
  - Le prix de lait de chèvre maintient sa progression au 4ème trimestre 2023

Les matières premières dans une dynamique baissière

Baisse des exports faute de disponibilité

Dernière révision le 23 février 2024

Malgré son ralentissement depuis le deuxième semestre 2023, la décapitalisation se poursuit avec deux effets pour toutes les catégories d'animaux : réduction des disponibilités pour l'abattage et l'export et soutien des cours faute d'offre.

Ainsi, seuls les abattages de jeunes bovins étaient en hausse de +5% /2023 en janvier, conséquence des mises en place dynamiques en 2023, toutes les autres catégories connaissant des baisses malgré des cours élevés. Les exportations françaises de viande et de vif étaient également en baisse en 2023 : -16% /2022 pour la viande bovine, -7% pour les broutards et -5% pour les veaux laitiers. Couplée à des prix de vente durablement élevés après deux ans d'inflation, cette situation a pour autre conséquence une diminution de la consommation de viande bovine.

Viandes bovines » Gros bovins » France »

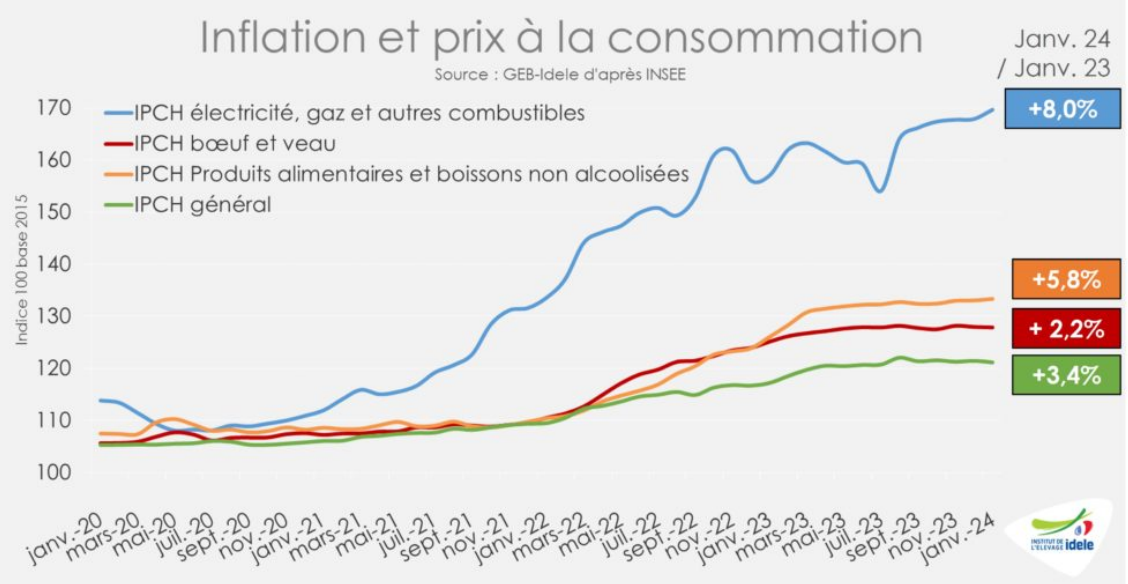
Malgré le ralentissement, l'inflation est toujours présente

Dernière révision le 23 février 2024

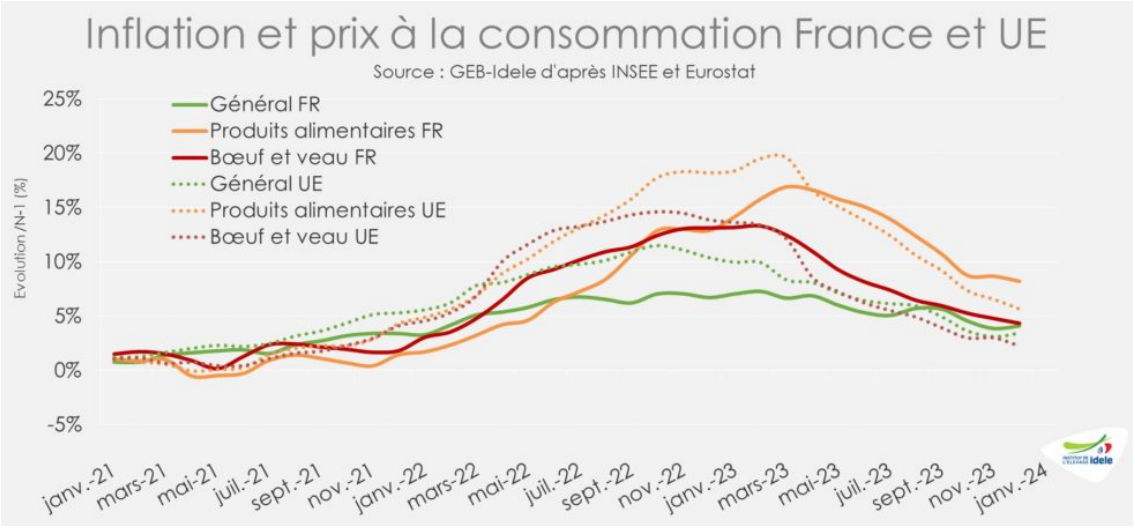
Si l'inflation alimentaire a ralenti, le pouvoir d'achat des ménages reste affecté par la hausse des prix des services et de l'énergie. En 2023, le commerce extérieur français de viande bovine a reculé, tout comme la consommation calculée par bilan.

Ralentissement de l'inflation

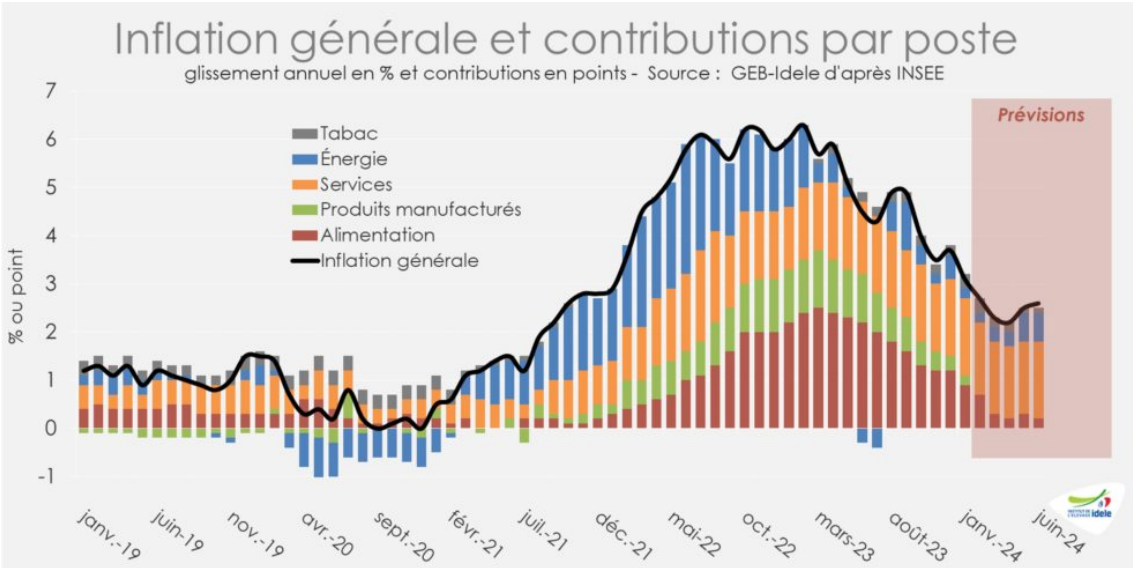
Le début de l'année 2024 a vu la poursuite du ralentissement de l'inflation en France. D'après l'**INSEE**, Le rythme de progression de l'indice général français des prix à la consommation harmonisé (IPCH) avait de nouveau diminué en janvier 2024, à +3,4% sur un an (contre +4,1% en décembre 2023). Ce constat est également vrai pour l'alimentaire (+5,8% sur un an en janvier contre +7,4% un mois auparavant) et pour les viandes de bœuf et de veau (+2,2% sur un an contre +3,2% un mois auparavant).



Cette baisse du rythme de l'inflation sur un an des prix alimentaires comme des viandes de bœuf et de veau est également observé dans l'ensemble l'UE.

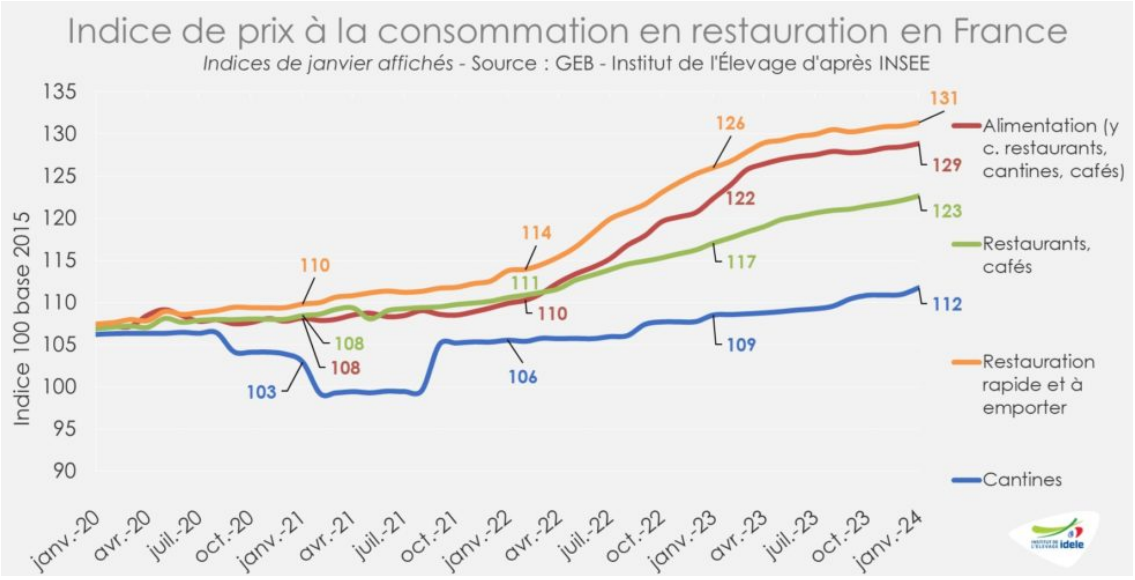


Mais si un ralentissement généralisé de l'inflation a été observé ces derniers temps, ce mouvement pourrait se stabiliser dans les mois à venir, notamment en France. D'après l'INSEE, l'inflation générale devrait osciller autour de +2,5 % sur un an à partir du printemps. Jusqu'ici, l'alimentation avait été la principale contributrice à l'inflation globale entre septembre 2022 et septembre 2023. Dès avril 2023 cependant, l'inflation sur les produits alimentaires a décéléré et ce mouvement devrait se poursuivre jusqu'en juin 2024. D'après les estimations de l'INSEE, l'inflation alimentaire s'établirait ainsi à +1,5% sur un an en juin 2024, contre +5,8% en janvier. Ce sont désormais les prix des services et dans une moindre mesure de l'énergie qui devraient soutenir l'inflation



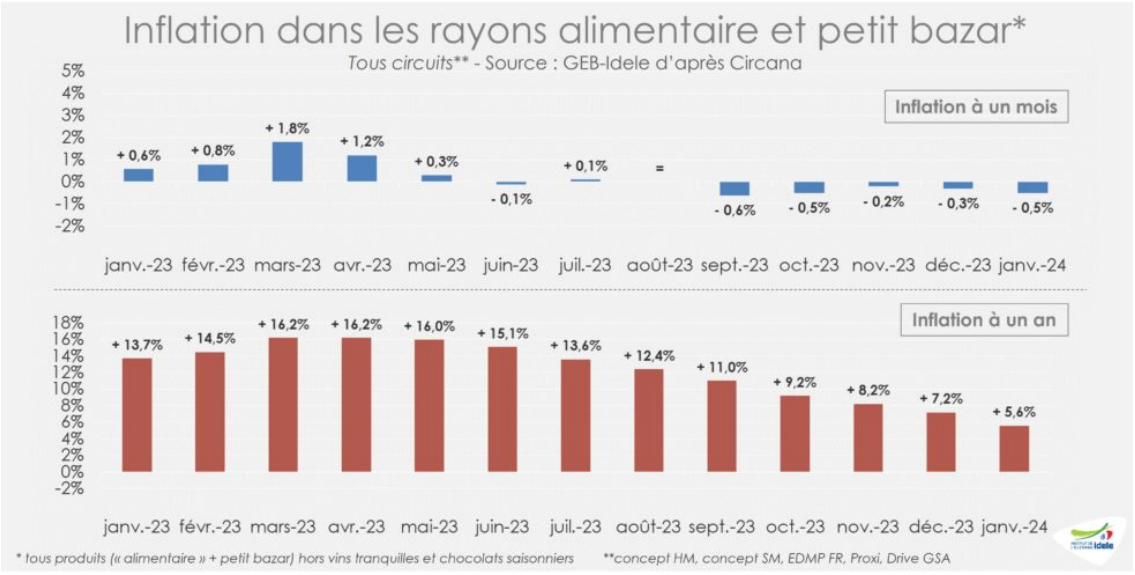
Jusqu'ici, l'inflation a concerné tous les circuits

Tous les circuits de commercialisation de produits alimentaires ont été affectés par l'inflation. C'est notamment le cas de la RHD, avec une inflation sur un an sur l'ensemble du secteur de +4% en janvier 2024. Cette progression concernait notamment les restaurants et les cafés (+5% /2023), la restauration rapide (+4%) et également les cantines (+3%).

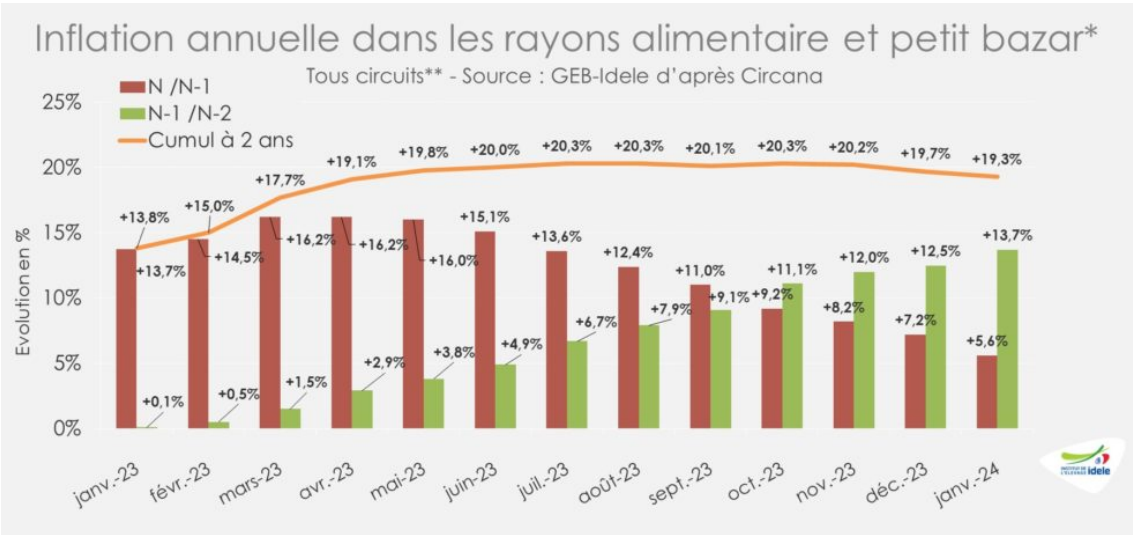


Mais, fait notable, la progression du chiffre d'affaires du secteur est jusqu'ici restée supérieure à celle des prix, reflétant son dynamisme.

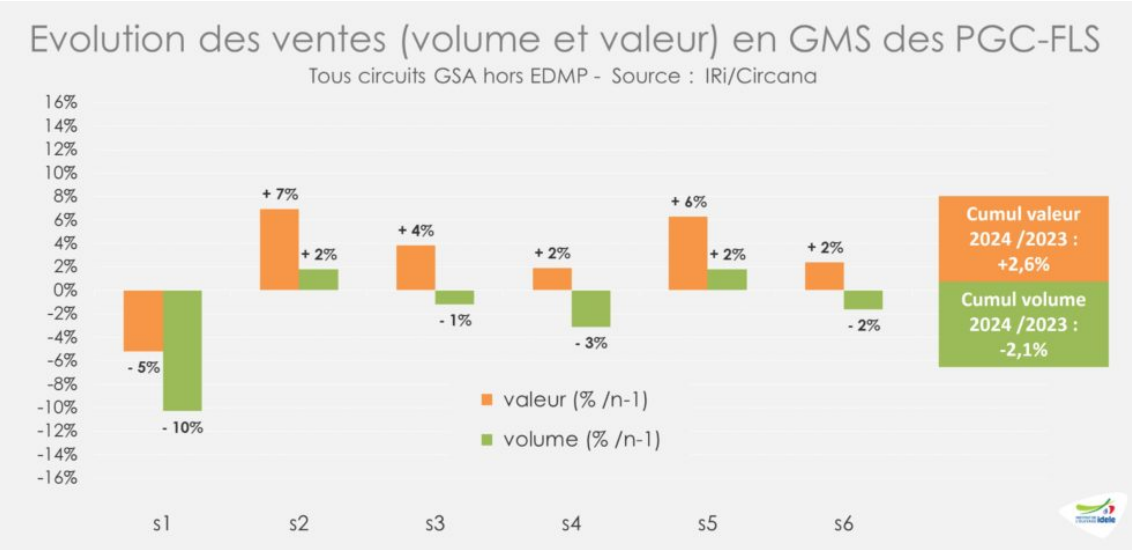
L'inflation générale sur un an des prix au détail dans les rayons alimentaires (et petit bazar) a poursuivi sa décrue en **janvier 2024**. Elle restait toutefois soutenue, à +5,6% /janvier 2023 (contre +7,2% un mois auparavant).



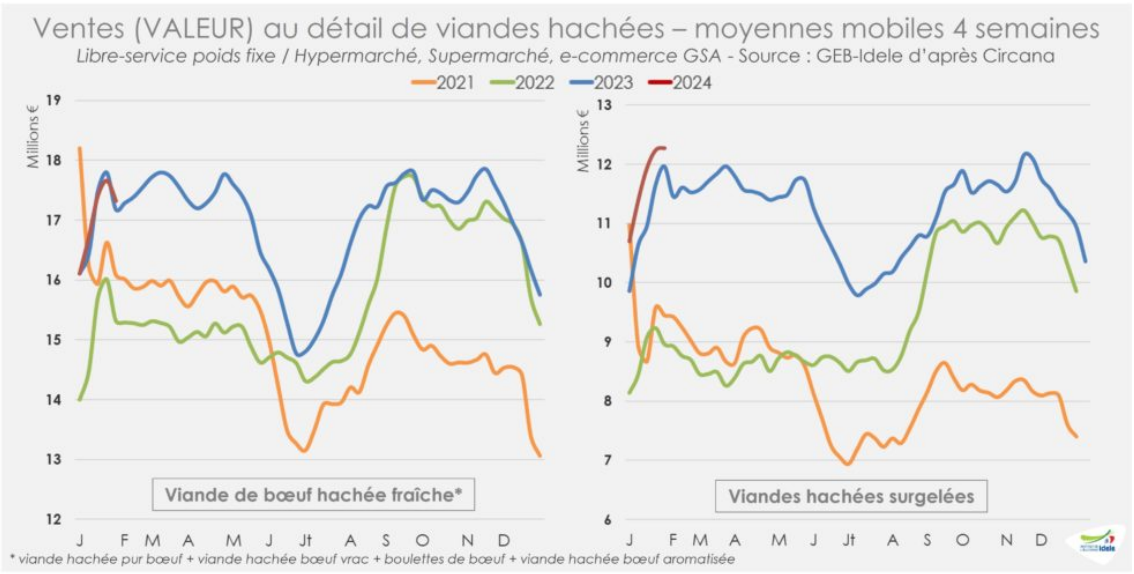
Cependant, ralentissement de l'inflation n'est pas synonyme de baisse des prix : les prix au détail restent bien au-delà des prix pratiqués avant le début de la période de forte inflation : l'inflation cumulée à 2 ans oscillait toujours autour de 19-20% en janvier 2024.



D'après *Circana*, cette hausse des prix participait toujours à la hausse en valeur des ventes au détail des produits de grande consommation et de frais libre-service (PGC-FLS) au début de 2024. Elle pesait cependant sur les ventes en volume. En cumul sur les 6 premières semaines de 2024, les ventes de PGC étaient en hausse en valeur par rapport à l'année dernière (+3% /2023) mais en baisse en volume (-2% /2023).

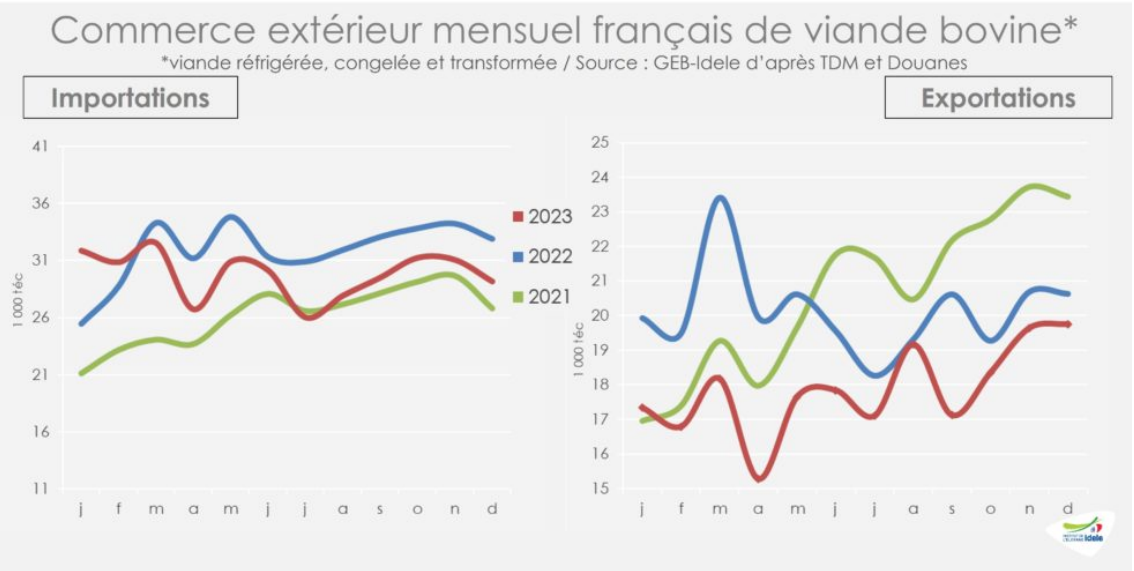


Le phénomène de descente en gamme observé en 2023 sur les ventes au détail de viande bovine hachée était toujours d'actualité début 2024. Les consommateurs ont partiellement reporté leur consommation de viande hachée depuis le frais vers le congelé, moins cher. D'après *Circana,* sur les 5 premières semaines de 2024, les ventes en valeur sur un an de bœuf haché surgelé ont progressé (+4% /2023) contrairement à celle du frais (-1% /2023).



Moins d'export de viande bovine pour la France, mais aussi moins d'import

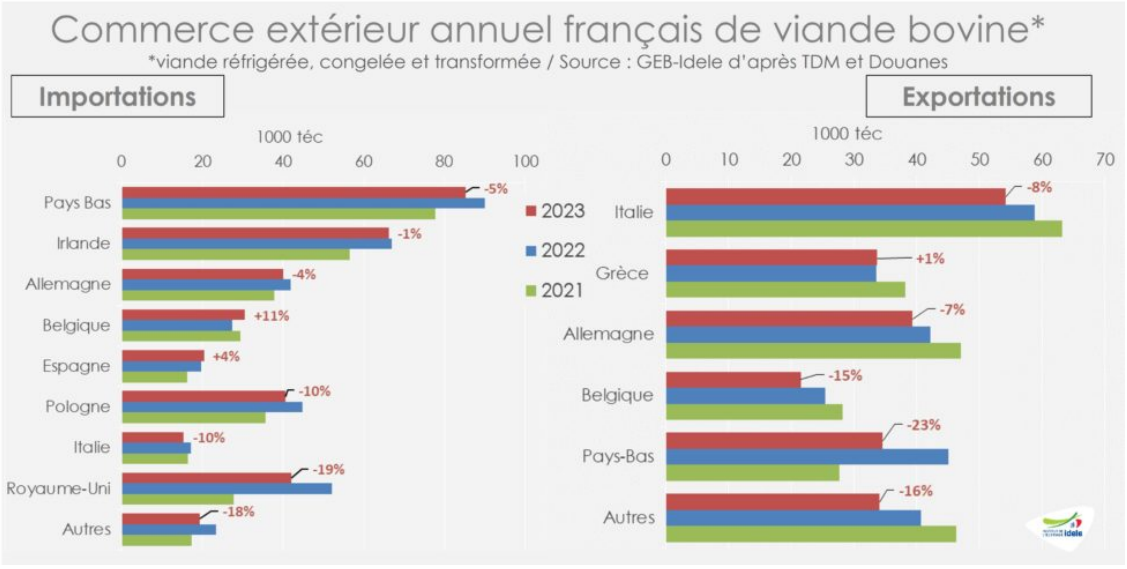
En **décembre 2023**, les **échanges français de viande bovine** ont été à nouveau en retrait, du côté importations (-11% /2022 à 29 000 téc) comme du côté des exportations (-4% à 20 000 téc).



Même constat en cumul sur l'**année 2023** d'après les **Douanes françaises** :

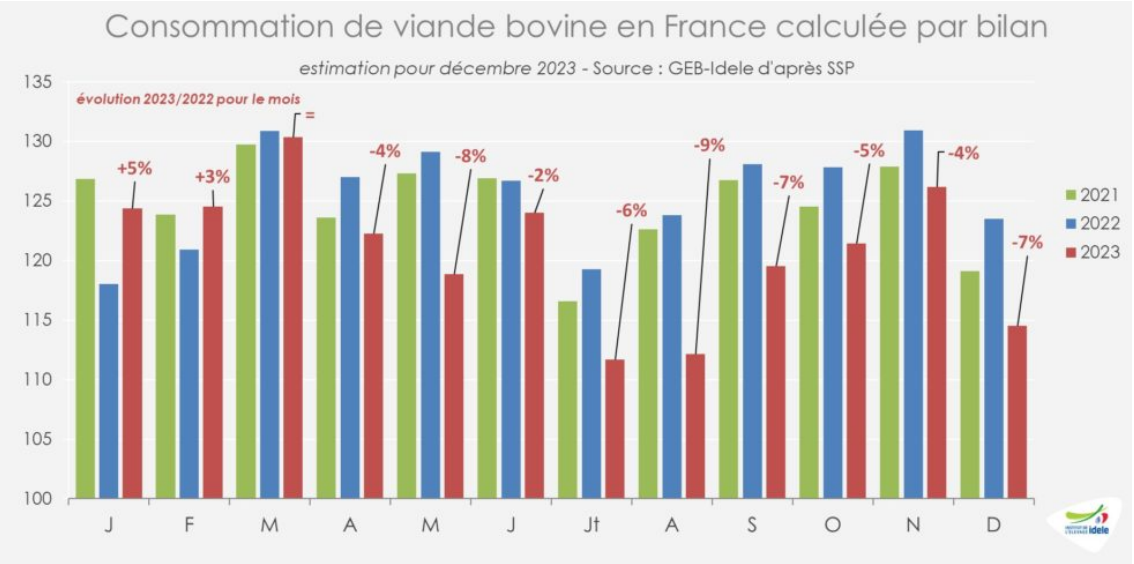
- 217 000 téc de **viande bovine ont été exportées** (-11% /2022 et -13% /2021) **.** Toutes les destinations ont été affectées par la baisse à l'exception de la Grèce (+1% /2022 à 34 000 téc), où les exportations avaient cependant été limitées en 2022.
- 359 500 téc ont été **importées** (-6% /2022 mais +14% /2021). Seuls les flux depuis la Belgique (+11% /2022 à 30 500 téc) et l'Espagne (+4% à 20 500 téc) ont progressé.

Attention toutefois, les échanges sont affectés par des flux « parasites » avec le Royaume-Uni et les Pays-Bas depuis la mise en œuvre du Brexit. Des opérateurs néerlandais font dédouaner des viandes britanniques en France avant réexportation vers les Pays-Bas (cf. infra).

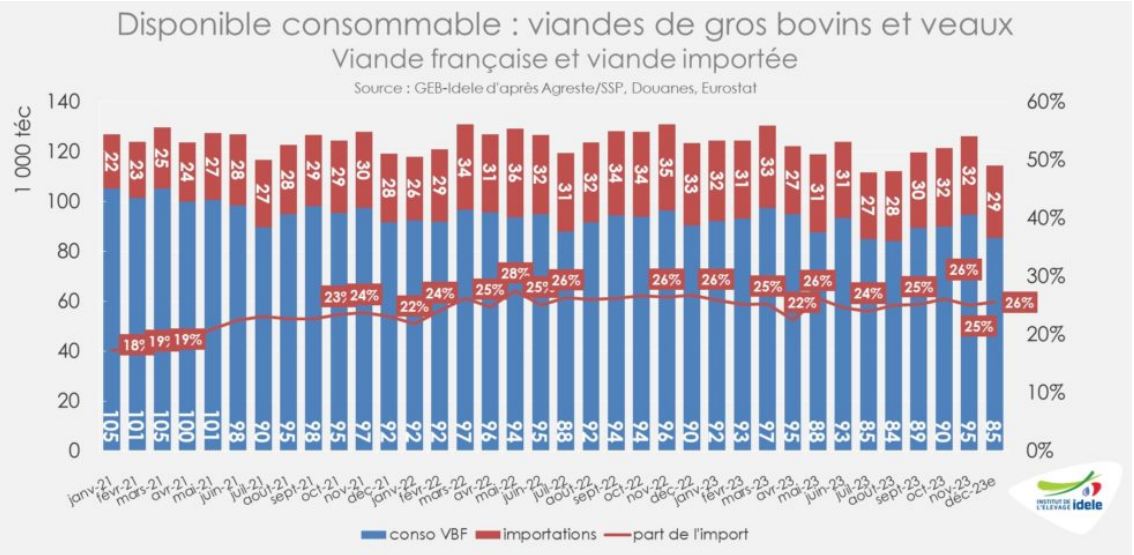


Le disponible consommable en repli sur 2023

En **décembre 2023**, la consommation calculée par bilan était en retrait sur an pour le 9ème mois consécutif. D'après nos estimations, elle atteindrait 1,45 million de téc en cumul **sur l'ensemble de 2023**, en retrait par rapport aux années précédentes (-4% /2022 et -3% /2021).

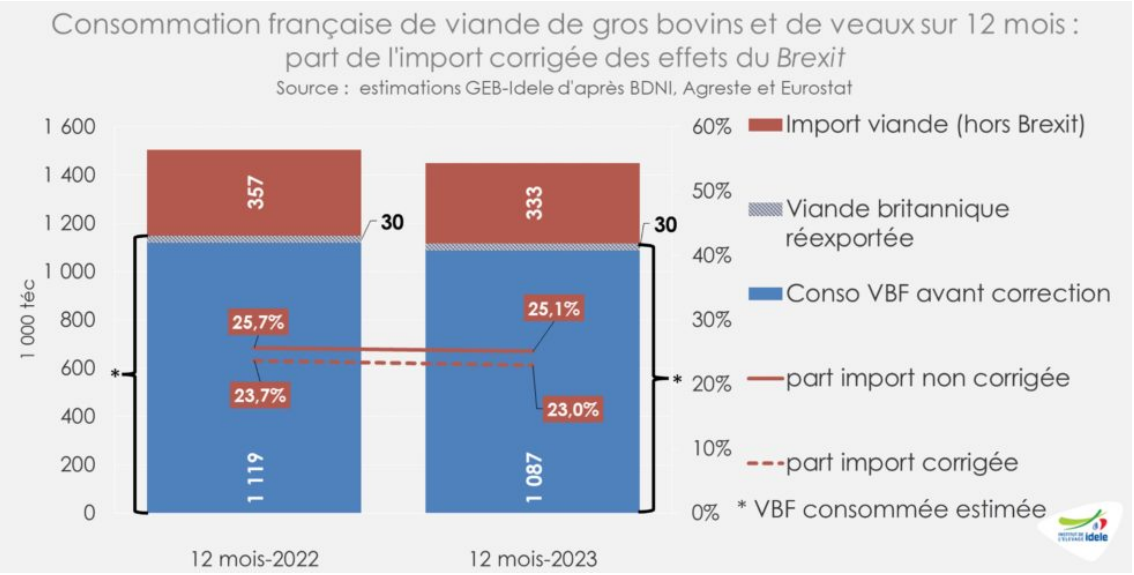


Hors effets du *Brexit*, la part des importations dans le disponible consommable en France sur **la même période** était en léger retrait (25,0% en 2023 contre 25,7% en 2022).



Attention toutefois, les effets des éventuelles variations de stocks, importantes à certaines périodes, ne sont pas intégrés dans cette estimation et la lecture mensuelle ne doit pas être sur-interprétée.

Depuis l'instauration des nouvelles procédures douanières entre l'UE et le Royaume-Uni en 2021 en lien avec le *Brexit*, les échanges français de viande bovine sont affectés. Pour faciliter les procédures, plusieurs exportateurs britanniques font dédouaner leurs viandes en France avant de les réexpédier vers les Pays-Bas. Après correction de ces flux « parasites », le niveau d'import dans le disponible consommable sur **l'ensemble de 2023** serait de 23,0% contre 23,7% en 2022.



Viandes bovines » Gros bovins » France »

Offre toujours en retrait

Dernière révision le 23 février 2024

Les abattages de gros bovins sont en nette baisse sur les 6 premières semaines de l'année (-4%), conséquence de la décapitalisation. Les cours sont orientés à la hausse. Les charges restent élevées.

Cheptels en baisse au 1er janvier

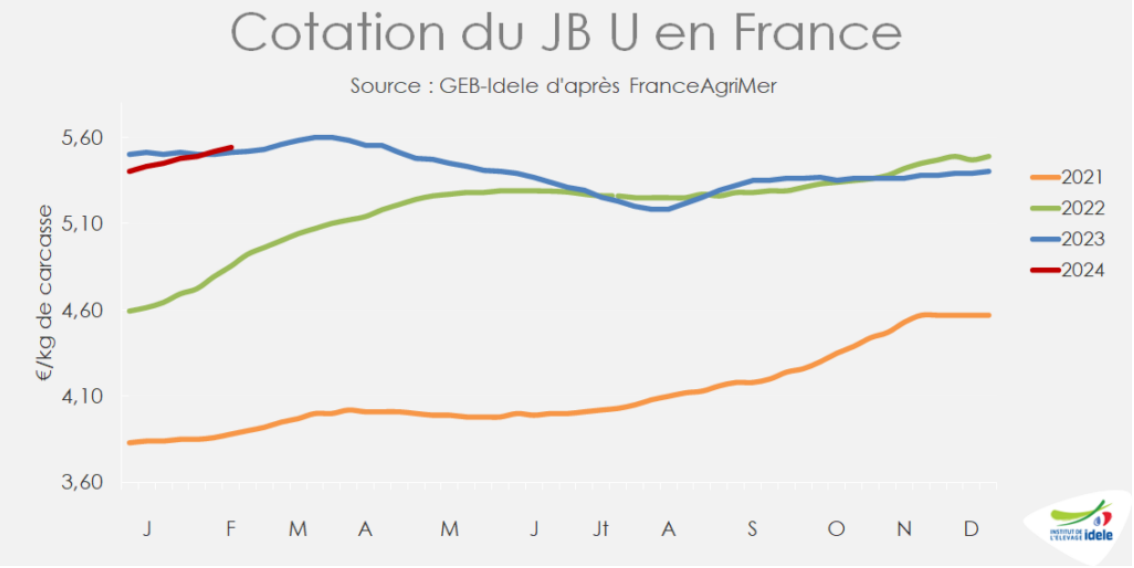
L'année 2024 démarre avec des **cheptels de vaches en baisse**. La France comptait 3,496 millions de **vaches allaitantes (-1,9% /2023) au 1er janvier 2024** ainsi que 3,374 millions de **vaches laitières (-1,6%)**. Certes, on assiste depuis plusieurs mois à un ralentissement de la décapitalisation dans les deux cheptels, mais le recul reste significatif. **Depuis le 1er janvier 2018, la France a perdu 476 000 vaches allaitantes et 367 000 vaches laitières**.

Recul du nombre de bovins à abattre

Sur les 6 premières semaines de l'année, **le nombre de gros bovins abattus a baissé de -4%** par rapport à 2023 d'après l'indicateur hebdomadaire de Normabev. Comme depuis plusieurs mois, le recul est très fort pour **vaches de races à viande (-7% /2023)** ainsi que pour les **vaches laitières (-6%)**. La baisse est moins forte pour les **jeunes bovins laitiers (-2%)** ainsi que pour les **bœufs (-2%)**. Les abattages de **jeunes bovins de type viande enregistrent une stabilité**, grâce à la redynamisation de l'engraissement en France et les abattages de **génisses une légère hausse (+2%)**.

Hausse des cours des jeunes bovins

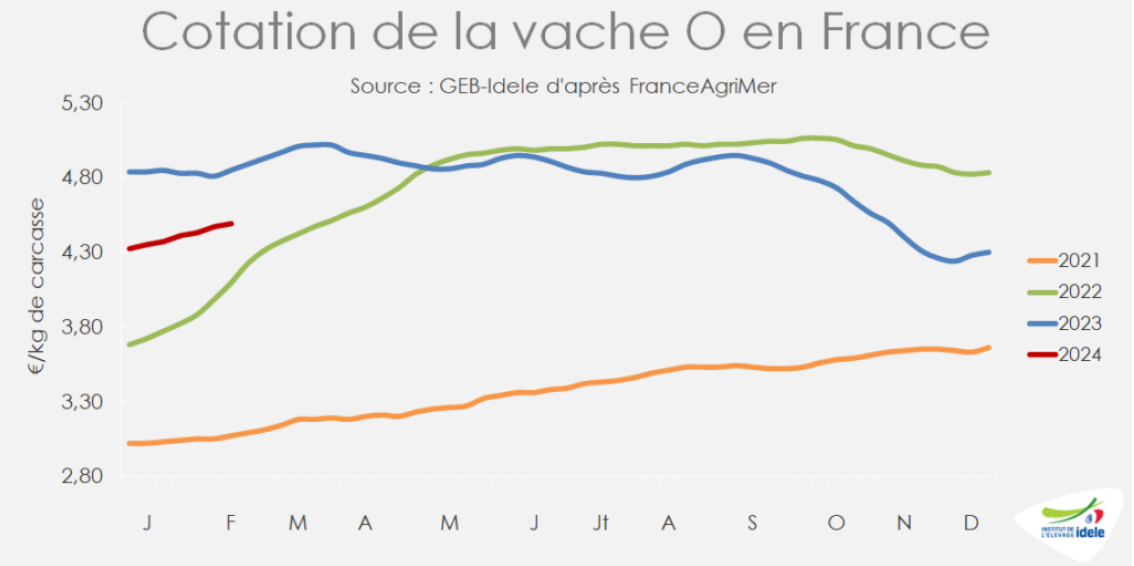
Les jeunes bovins voient leurs cours progresser dans le sillage d'un **marché européen qui s'est quelque peu allégé** avec le redémarrage des ventes en carcasse vers la Turquie. La France elle-même a exporté 6 600 téc en 2023 vers la Turquie et il semblerait que les flux se maintiennent début 2024.



La cotation du JB U, à 5,54 €/kg de carcasse en semaine 7, a gagné 14 centimes depuis le début de l'année et a redépassé son niveau de 2023 (+1% /2023 et +14% /2022). Celle du **JB R** est remontée à **5,39 €/kg** (= /2023 mais toujours +15% /2022). Dans le sillage des vaches laitières et dopée par une offre toujours réduite en JB de type lait, la cotation du **JB O** a regagné 18 centimes depuis le début de l'année pour remonter à **4,91 €/kg** (-2% /2023 mais toujours +21% /2022).

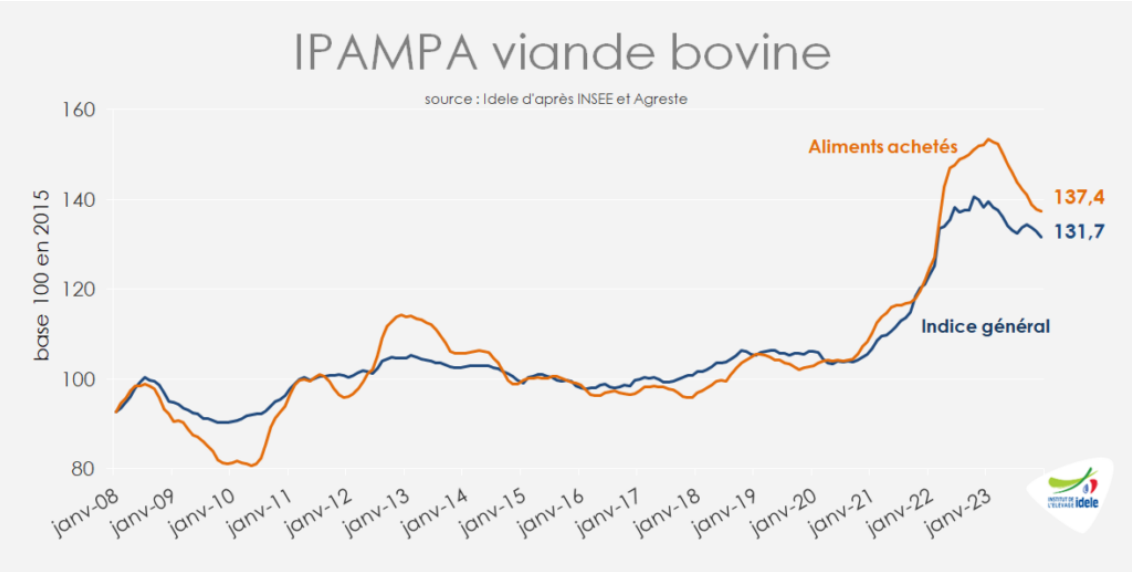
Les cotations des vaches soutenues par le manque d'offre

La forte baisse de l'offre à abattre permet de **soutenir les cours des vaches**. La **vache R** a gagné 3 centimes en un mois pour atteindre **5,44 €/kg** en semaine 7 (+1% /2023 et +17% /2022). La **vache O** a gagné 12 centimes à **4,49€/kg** (-7% /2023 et +10% /2022) et la **vache P** 14 centimes à **4,17 €/kg** (-10% /2023 et +5% /2024).



Les charges restaient élevées en décembre

En décembre 2023, l'**IPAMPA viande bovine** (indice des prix d'achat des moyens de production agricoles, base 100 en 2015) a poursuivi sa décrue mais s'établissait toujours à 131,7 points (-5% /décembre 2022, mais toujours +9% /2021). L'indice des prix des aliments achetés était à -10% /2022 et +13% /2021 et celui des énergies et lubrifiants s'était replié après le pic de septembre à 162,9 (-3% /2022 et +21% /2021).



Viandes bovines » Jeunes bovins » Europe »

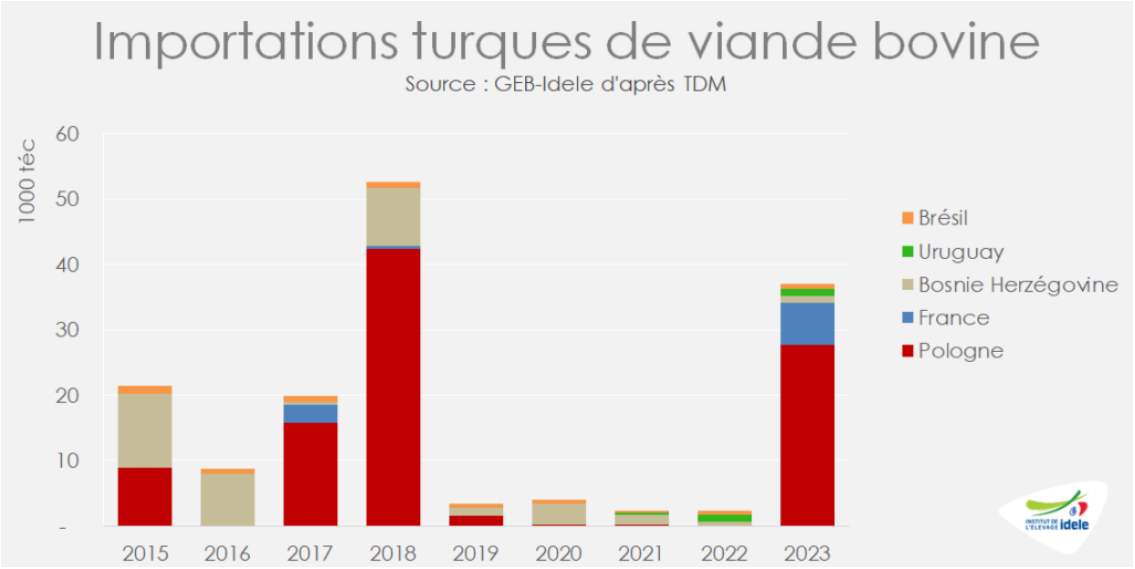
L'approche du Ramadan dynamise le marché

Dernière révision le 23 février 2024

La Turquie, en manque de viande, a rouvert son marché en 2023 et l'Algérie vient de rouvrir le sien à la viande espagnole. La perspective du début du Ramadan le 10 mars dynamise le marché, alors que l'offre en Europe est plus que limitée.

La Turquie aux achats

En manque de viande et pour faire face à la très forte inflation dans un contexte électoral, **le gouvernement turc a rouvert son marché** à la viande bovine européenne en 2023. Les flux semblent se tenir en ce début d'année, d'autant que l'approche du Ramadan (qui débutera le 10 mars) fait grimper la demande et les prix.

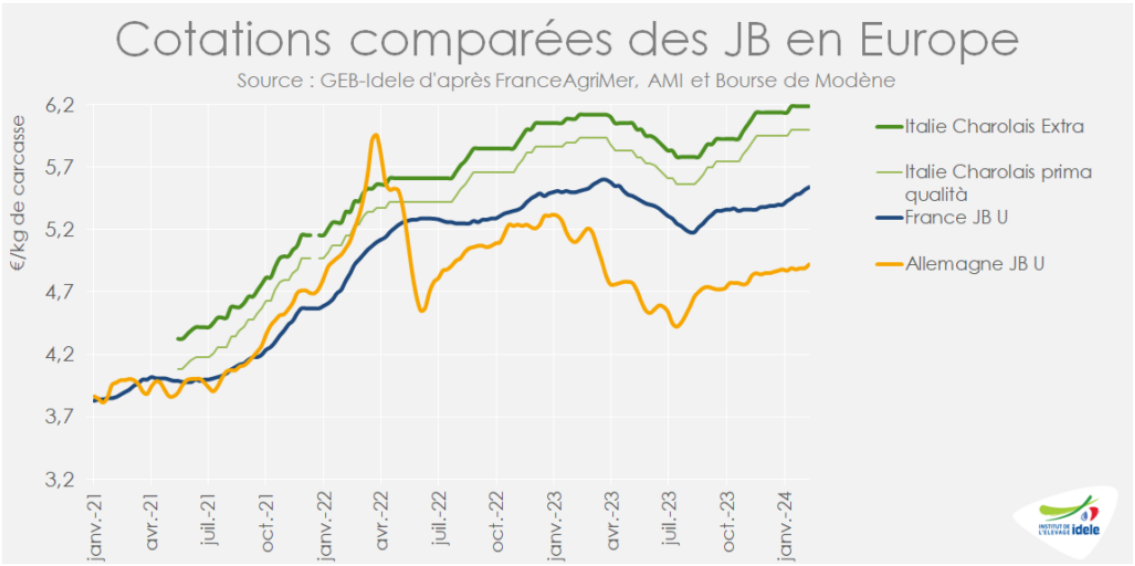


La Turquie a importé 38 000 téc de viande bovine en 2023, contre seulement 3 000 en 2022. C'est la Pologne qui a le plus profité de cet appel d'air, avec 28 000 téc expédiées, suivie de la France avec 7 000 téc.

Le pays a par ailleurs importé 725 000 bovins vivants (hors reproducteurs) en 2023, contre 94 000 en 2022. Ces bovins – essentiellement des bovins d'engraissement – provenaient majoritairement d'Amérique du Sud : 391 000 têtes du Brésil et 208 000 têtes d'Uruguay. L'Union européenne a fourni 121 000 têtes (dont 37 000 de République Tchèque, 31 000 de Hongrie, 19 000 de Roumanie et 10 000 d'Irlande). En janvier 2024, le gouvernement turc a décrété un contingent de 600 000 bovins d'engraissement pour l'année, contingent qui pourra être revu éventuellement en fonction de la situation sur le marché intérieur.

ITALIE : les cours toujours sur des niveaux record

En **Italie**, la faiblesse de l'offre en jeunes bovins finis, liée au recul des envois de broutards français en 2023, permet de maintenir les **prix à un niveau record**, d'autant que la consommation ne semble pas fléchir. Le mâle limousin cotait 3,80 €/kg vif en semaine 7 (+2% /2023 et +18% /2022), le mâle charolais Extra cotait 3,65 €/kg vif (+1% /2023 et +16% /2022) et le mâle charolais Prima Qualità 3,54 €/kg (+1% /2023 et +16% /2022).

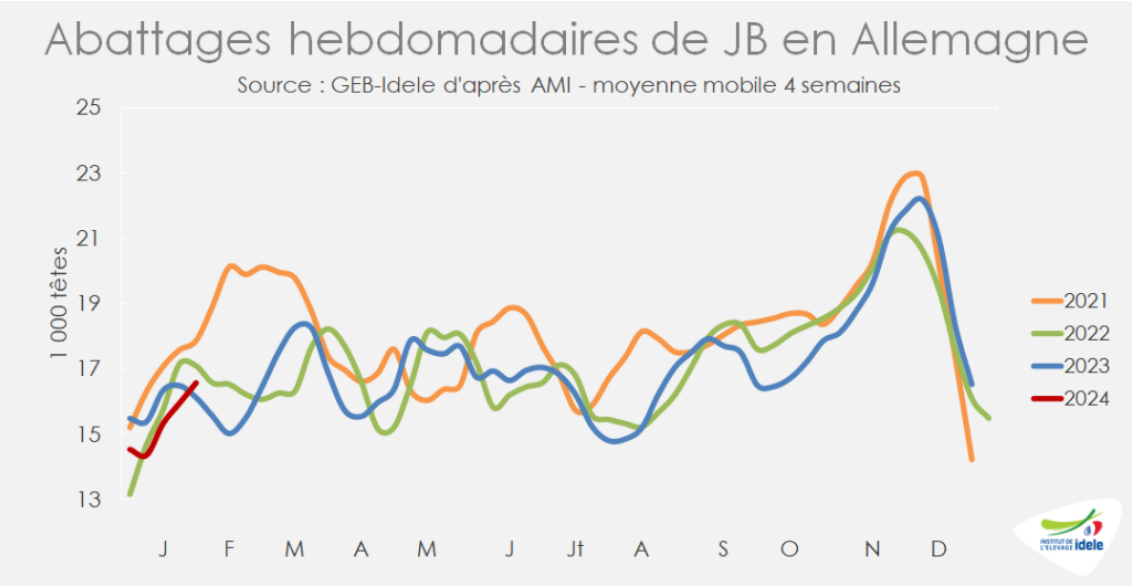


La **consommation italienne de viande bovine** s'est bien tenue en 2023. Le panel ISMEA-NielsenIQ a enregistré une hausse de **+0,6% /2022** des volumes achetés par les ménages. En valeur, les ventes au détail de viande bovine ont progressé de +6,5%.

ALLEMAGNE : marché équilibré

En **Allemagne**, le marché du jeune bovin est équilibré d'après les experts d'AMI : une demande modérée face à une offre plutôt restreinte. Les sorties de JB devraient diminuer en 2024 compte tenu des faibles effectifs à l'engraissement. L'enquête cheptel de novembre recensait en effet 836 000 mâles de 1 à 2 ans (-1,6% /2022) et 389 000 mâles de 8-12 mois (-5,5%).

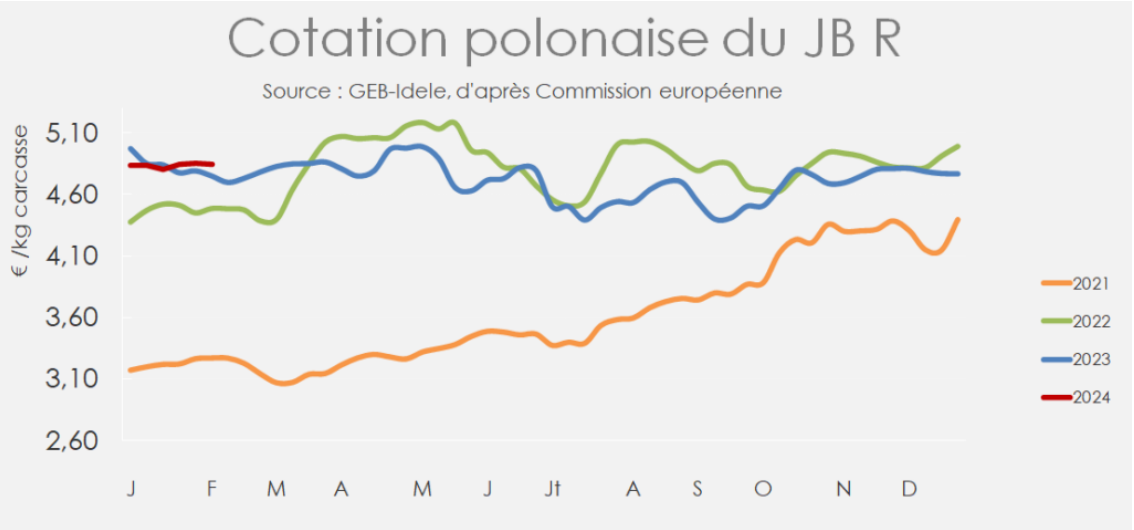
Sur les 6 premières semaines de l'année, les abattages de jeunes bovins en Allemagne étaient en recul par rapport aux années précédentes (-2% /2023 et -3% /2022).



POLOGNE : bonne tenue des cours

En **Pologne**, la baisse de production et le regain de demande à l'export permet de maintenir les cours à des niveaux supérieurs aux années précédentes.

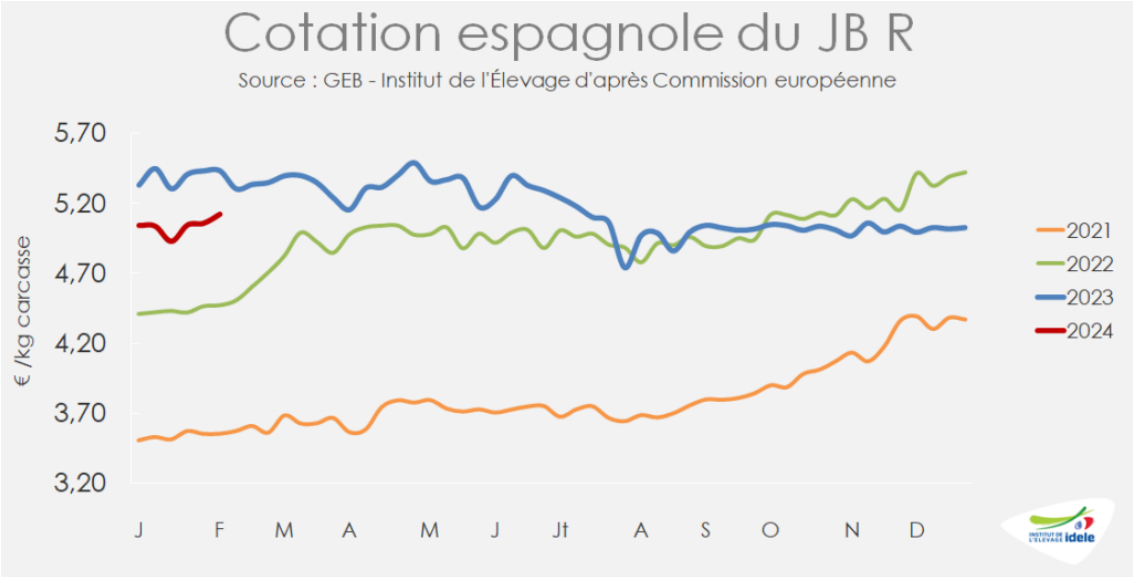
La **cotation polonaise du JB R** se situait à 4,84 €/kg de carcasse en semaine 6 (+2%/2023 et +8% /2022) et celle du JB O à 4,70 €/kg (+3% /2023 ; +8% /2022).



ESPAGNE : réouverture du marché algérien et hausse des cours

Exclue des fournisseurs de l'Algérie en juin 2022 en raison d'un différend diplomatique au sujet du Sahara occidental opposant les 2 pays, **l'Espagne est de nouveau autorisée à exporter** ses carcasses réfrigérées. Il faut dire que la demande est ferme en Algérie à l'approche du Ramadan, dans un contexte de fermeture des importations de broutards français. Le seul facteur limitant semble être les capacités logistiques en termes de véhicules réfrigérés .

Après un fléchissement au second semestre 2023 (descente en gamme de la demande espagnole en raison du contexte économique et concurrence des viandes d'import), **les prix des bovins finis espagnols repartent à la hausse**. La cotation du JB U atteignait 5,22 €/kg de carcasse en semaine 6 (-5% /2023 mais +16% /2022) et celle du JB R 5,12 €/kg (-6% /2023 lais +15% /2022).



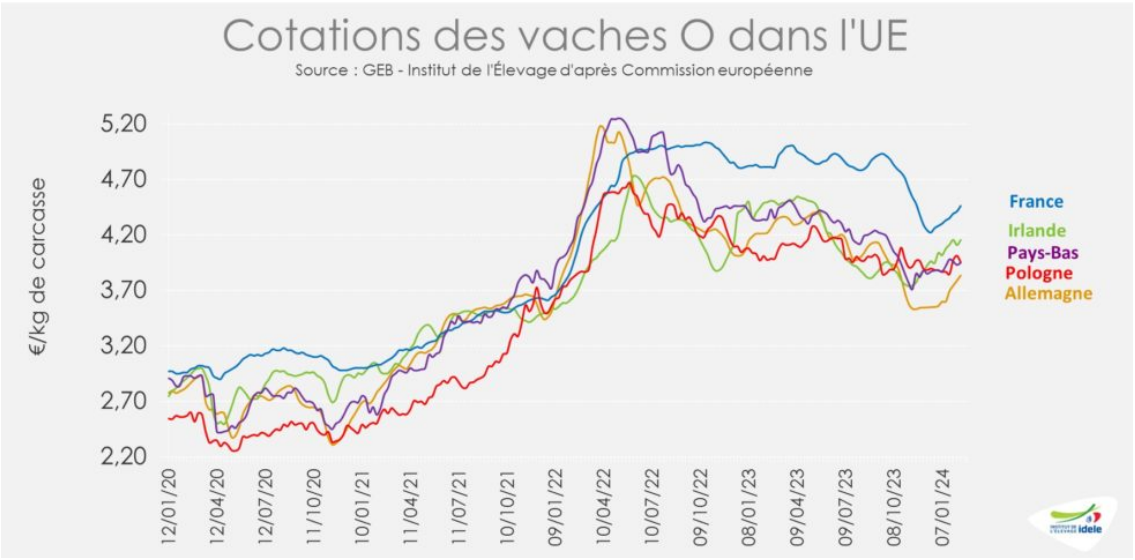
Les conditions extrêmement sèches en Catalogne inquiètent toutefois la filière et pourraient limiter les mises en place à l'engraissement en 2024 (lire l'article sur les jeunes veaux laitiers).

Viandes bovines » Femelles » Europe »

Hausse saisonnière des cours

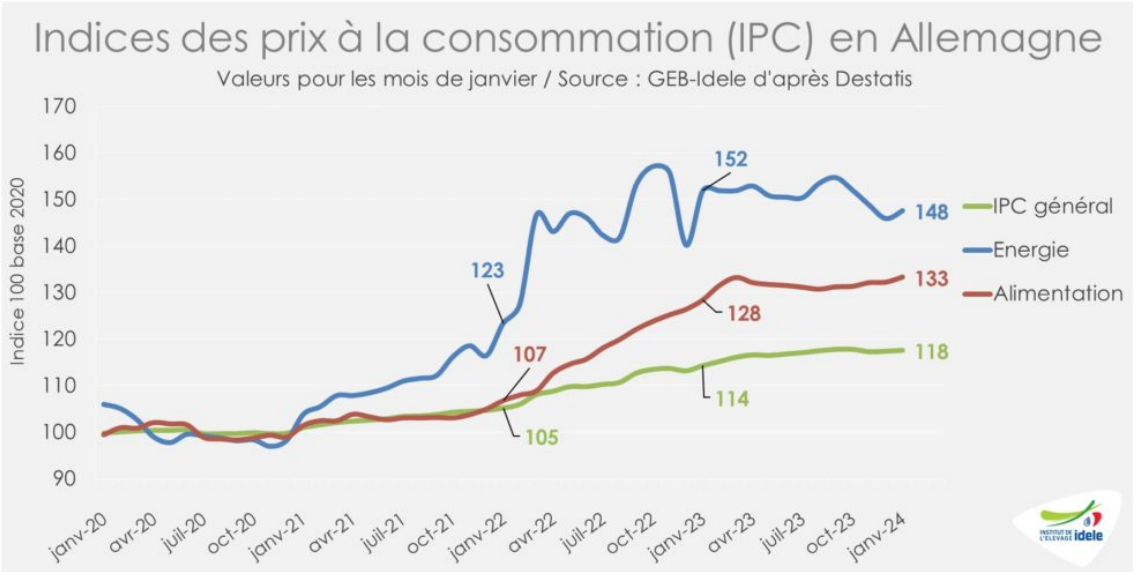
Dernière révision le 23 février 2024

Les cotations des réformes ont entamé leur hausse saisonnière après plusieurs années atypiques. L'amplitude de ces hausses reste variable selon les pays.

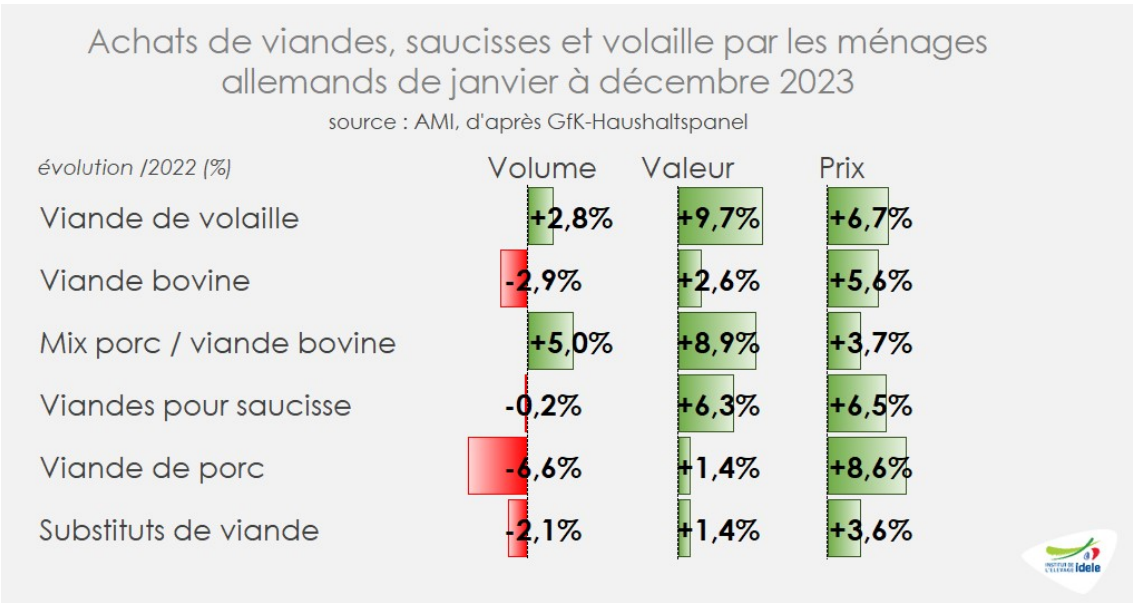


ALLEMAGNE : progression timide des cours

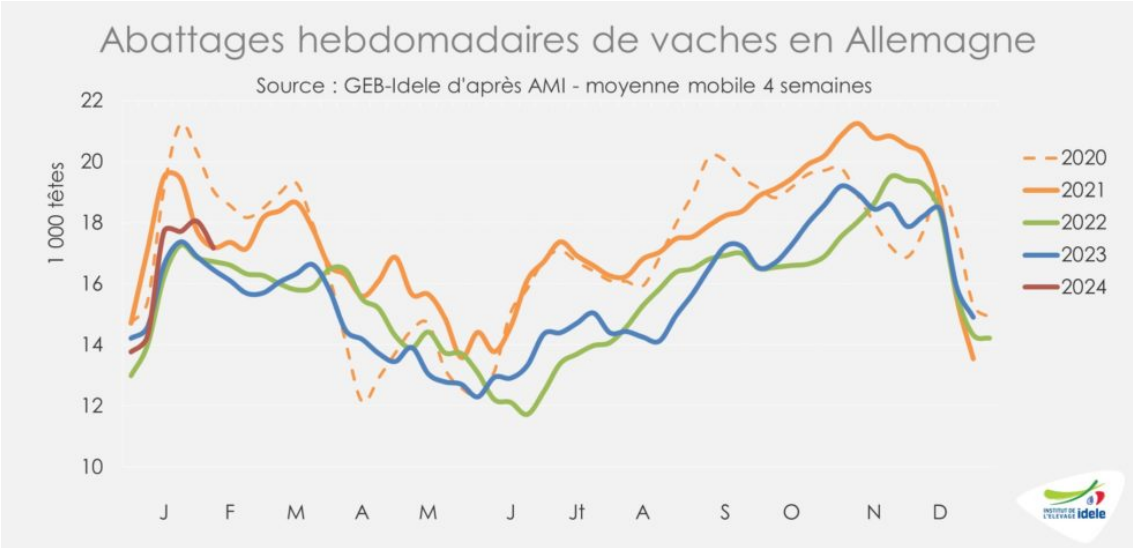
En **Allemagne**, l'inflation poursuit son ralentissement. Selon l'Office fédéral de la statistique (*Destatis*), le **taux d'inflation**, mesuré par l'évolution de l'indice des prix à la consommation (IPC) en glissement annuel, s'est établi à +2,9% en janvier 2024 (après +3,7% en décembre 2023 et +3,2% en novembre 2023). Le ralentissement concerne également la **progression des prix des produits alimentaires sur un an** même si les prix de l'alimentation restent, avec l'énergie, le moteur de l'inflation. Les prix des produits alimentaires ont augmenté en janvier 2024 de +3,8% /2023 contre +4,6% /2022 en décembre 2023, +5,5% en novembre ou encore +6,1% octobre.



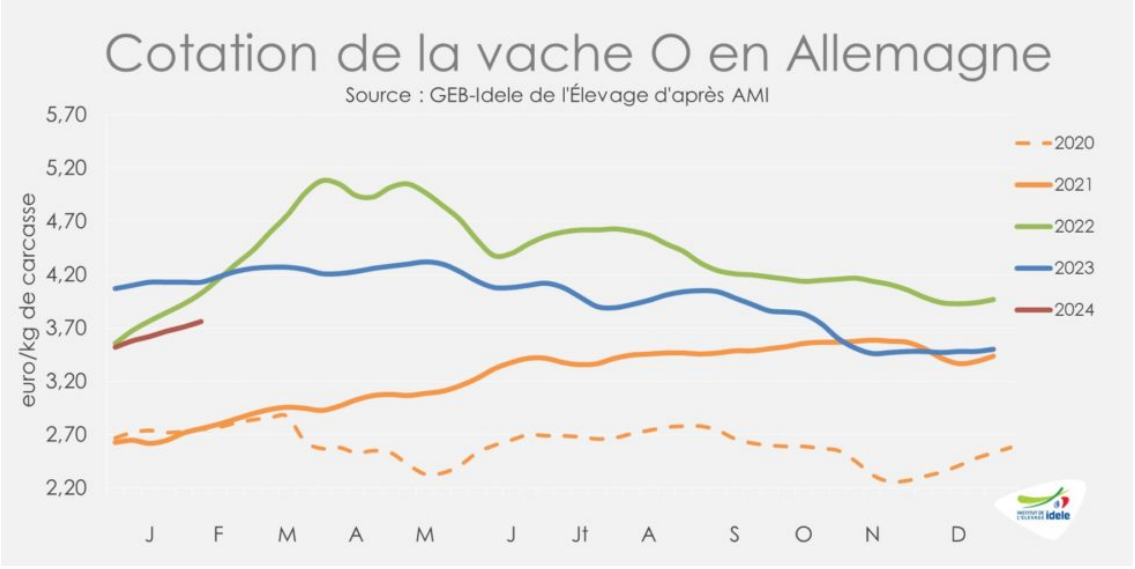
Si l'inflation a ralenti, les prix sont restés élevés et pèsent toujours sur les achats des ménages. Sur **l'ensemble de 2023**, les **achats en volume par les ménages de viandes, saucisses et volaille** ont été en léger retrait (-0,7% /2022). Mais la structure des achats a nettement évolué avec une descente en gamme liée à la baisse de pouvoir d'achat et à l'inflation qui a concerné tous les types de viande. D'après AMI, les viandes rouges piécées, plus chères à l'achat, ont été particulièrement affectées que l'on parle de viande bovine (-2,9% /2022 en volume) ou de porc (-6,6%). Les consommateurs ont préféré acheter de la volaille (+2,8%) ou des viandes hachées mélangées (+5%), moins chères malgré les hausses de prix.



L'entame de l'année 2024 a été marquée par de faibles changements après un rebond saisonnier des **abattages** de réformes plutôt limité à l'automne. Sur **les semaines 3 à 6 de 2024**, les abattages de vaches étaient un peu plus dynamiques mais toujours limités (+5% /2023 et 2022).

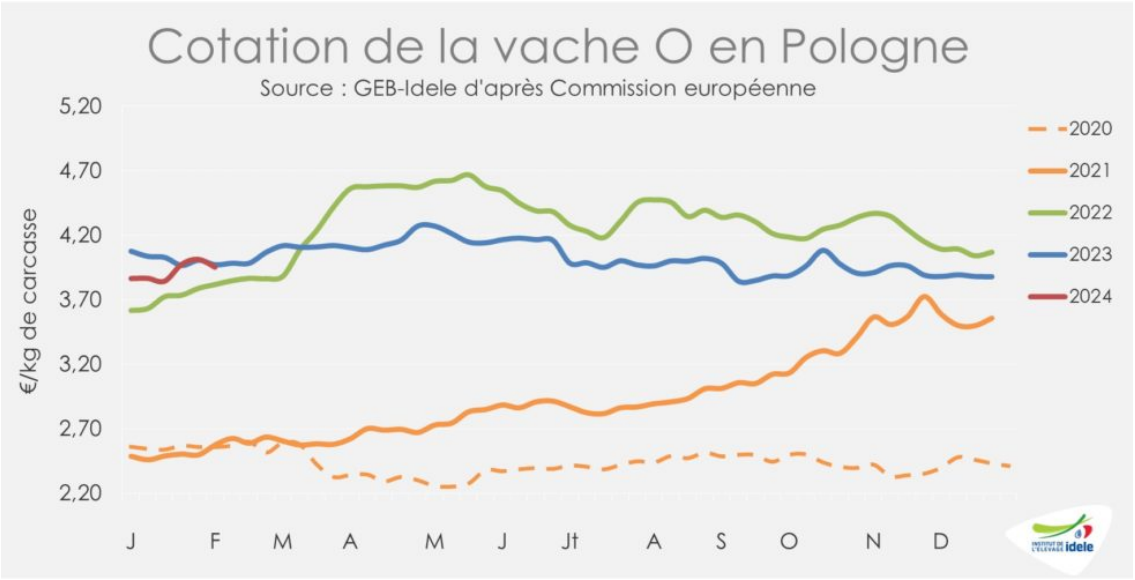


D'après AMI, cette offre légèrement plus dynamique rencontre une demande plus soutenue des abatteurs allemands pour la viande de réforme, plus consommée en cette période. La **cotation** de la vache O est ainsi orientée à la hausse depuis plusieurs semaines. En semaine 6, elle atteignait 3,76 €/kgéc (-9% /2023 et -10% /2022). C'est 24 cts € de plus depuis le début de l'année (+7%).

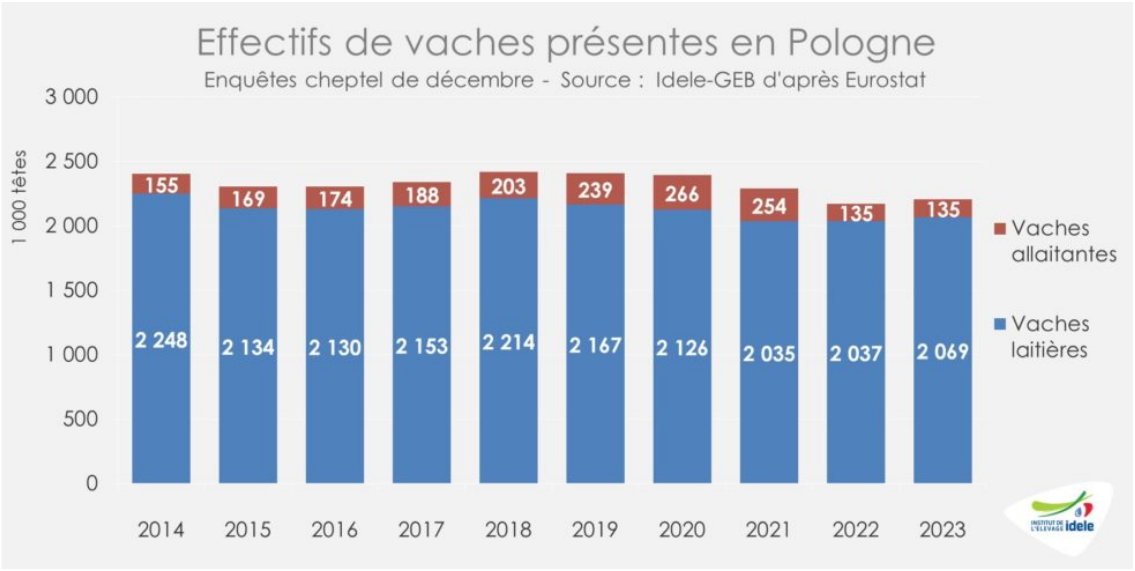


POLOGNE : frémissement des cours

En **Pologne**, à l'instar du reste de l'Europe, les **cotations** des réformes ont entamé une hausse saisonnière depuis le début de l'année, d'ampleur limitée cependant. Le cours de la vache O s'est très légèrement apprécié alors que la parité euro/zloty est restée relativement stable depuis le début de l'année après le renforcement du zloty au dernier trimestre 2023. En semaine 6, elle s'établissait à 3,95 €/kg de carcasse (-1% /2023, mais +3% /2022), en hausse de 9 cts depuis le début de l'année. Le cours des réformes polonaises était ainsi équivalent au cours hollandais et toujours supérieur au cours allemand (+3%).

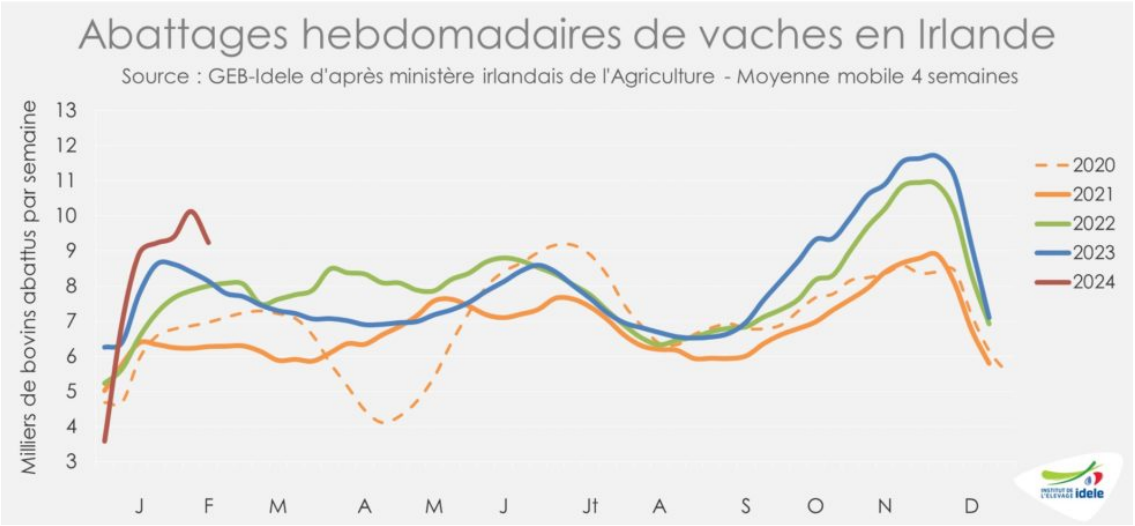


Après quatre années consécutives de baisse, **les effectifs polonais de vaches étaient en hausse** à 2,20 millions de têtes en décembre 2023 (+1,5% /2022) d'après la dernière enquête cheptel. Cette hausse est liée à la progression des effectifs de mères laitières (+1,5% /2022 à 2,07 millions de têtes), ultra-majoritaires (94% des effectifs de mères). Le cheptel de vaches allaitantes est lui resté stable à 135 000 têtes.

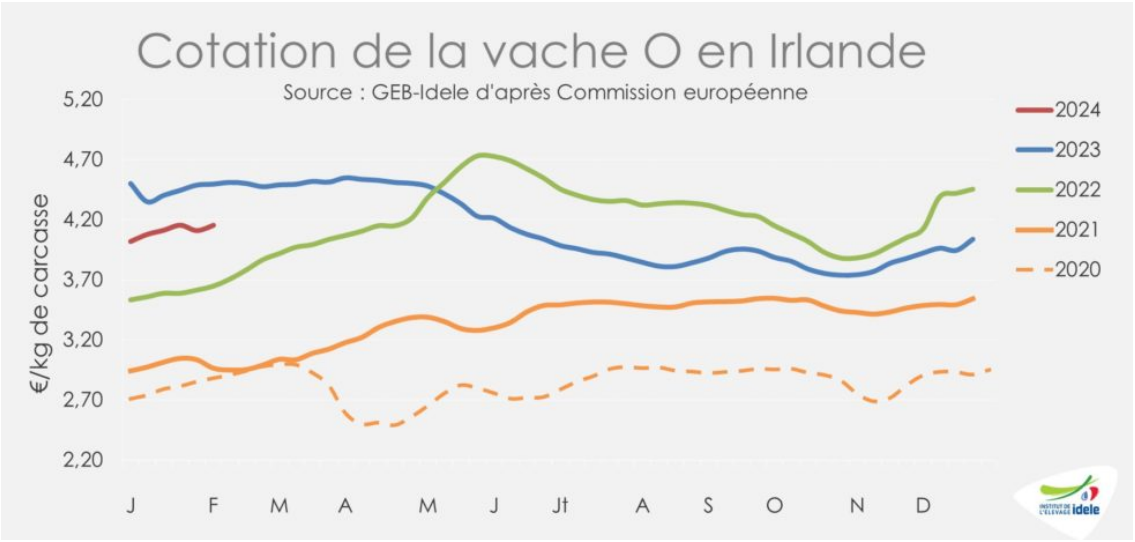


IRLANDE : des niveaux d'abattages élevés

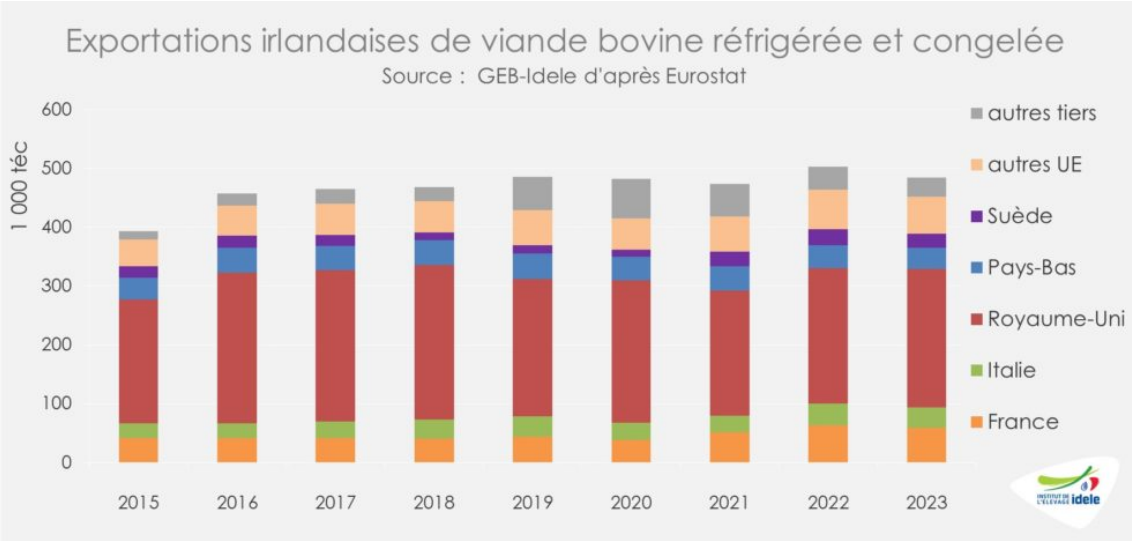
En **Irlande**, les abattages de réformes sont restés élevés en début d'année, comme depuis le début du mois de septembre dernier, permettant de répondre à une demande dynamique du marché. D'après l'indicateur hebdomadaire du ministère de l'Agriculture irlandais, les **abattages** de vaches ont progressé sur les semaines 4 à 7 (+13% /2023 et +21% /2022). C'était aussi le cas pour les autres catégories à l'exception des jeunes bovins, production minoritaire en Irlande.



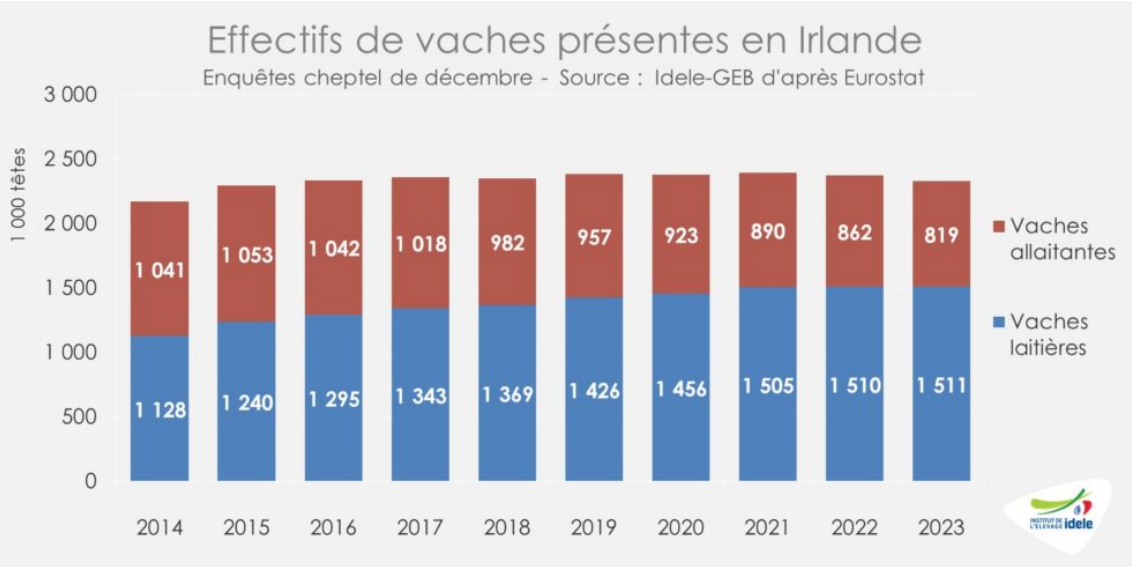
Les **cours** des vaches sont restés plutôt fermes malgré le nombre élevé de vaches abattues ces dernières semaines. La demande en réformes est plus forte en début d'année, notamment pour fournir le secteur de la transformation. En semaine 6, la cotation de la vache O s'établissait à 4,16 €/kg de carcasse (-8% /2023 mais +14% /2022). Cela représente une hausse de 14 cts depuis le début de l'année. Dans le même temps, la cotation du bœuf R a enregistré une hausse équivalente (+13 cts €), à 5,18 €/kg (+1% /2023, +13% /2022).



Côté commerce extérieur, l'**année 2023** aura confirmé **le recentrage des exports irlandais sur les marchés de proximité**, à commencer par le Royaume-Uni. En 2023, les **exportations** irlandaises de viande bovine réfrigérée et congelée ont été en léger retrait par rapport à une année 2022 record, à 484 000 téc (-4% /2022, mais +2% /2021). L'enseignement majeur reste le recul du « grand export ». Les envois vers les pays tiers autres que le Royaume-Uni ne représentaient plus que 32 500 téc (-17% /2022), soit moins de la moitié du record de 2020. Les Philippines restaient le premier destinataire parmi ces pays tiers avec 8 500 téc (-46% /2022), juste devant la Chine (8 000 téc, x3,5) dont le marché a été rouvert à la viande irlandaise en 2023, malgré une fermeture en novembre 2023 liée à la découverte d'un cas d'ESB atypique.

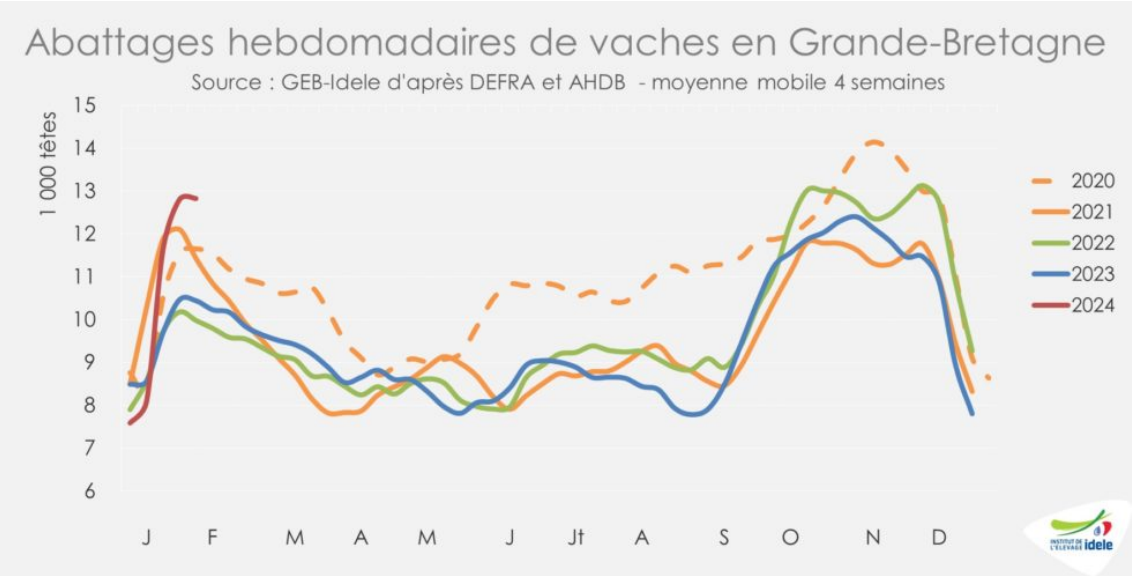


En 2024, l'offre en réformes pourrait être relativement limitée. D'après *Teagasc*, après un recul en 2023, la production irlandaise de viande bovine devrait à nouveau diminuer en 2024 (-4% /2023). Et d'après la dernière enquête cheptel, les effectifs irlandais de vaches était en retrait à 2,33 millions de têtes en décembre 2023 (-2% /2022). Si le cheptel de mères laitières était stable à 1,51 million de têtes, le cheptel de vaches allaitantes était en retrait, à 819 000 têtes (-5%) dans le sillage d'une politique irlandaise moins favorable à la production de viande depuis plusieurs années.

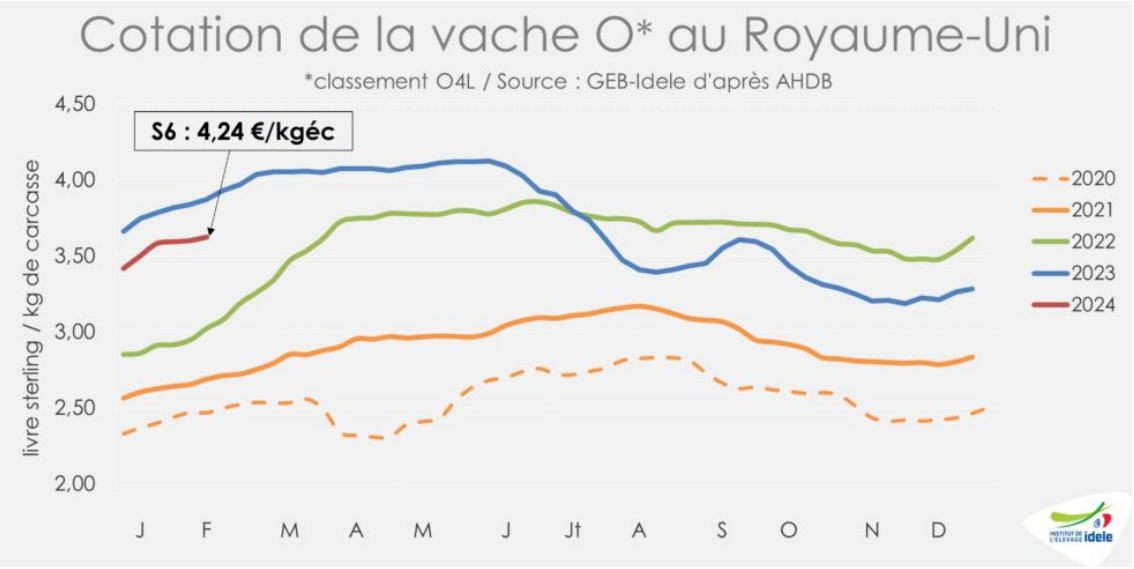


ROYAUME-UNI : abattages et cours en hausse

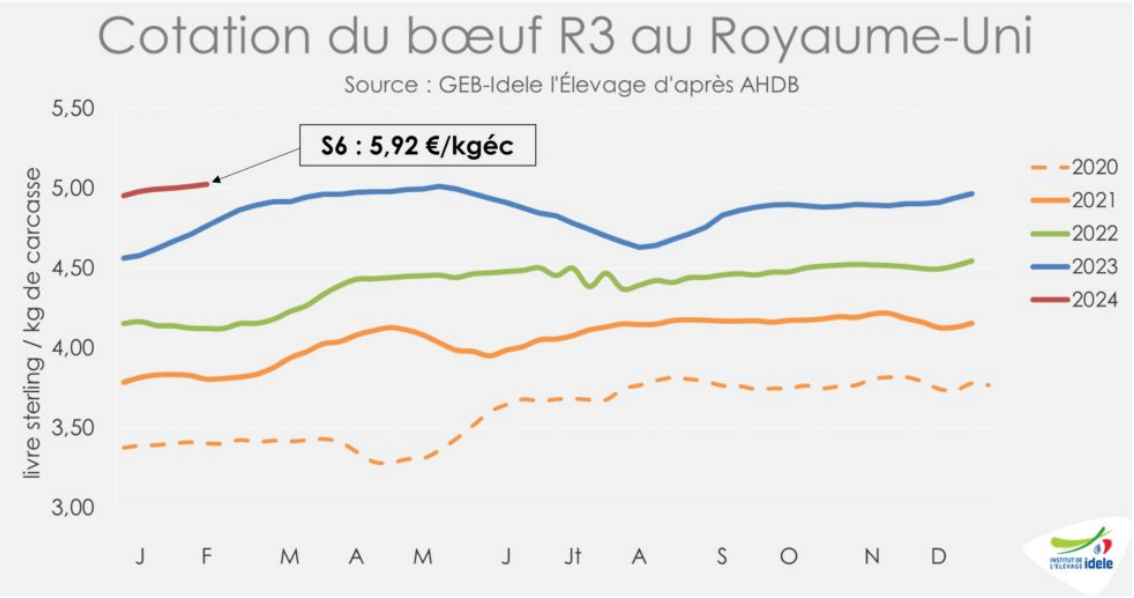
Au **Royaume-Uni**, si les abattages de jeunes animaux (*Prime Cattle*) sont relativement proches de la norme des années précédentes, le rythme des **abattages** de vaches de réforme s'est fortement accéléré depuis le début de l'année 2024. En cumul **sur les 6 premières semaines de 2024**, les abattages de réforment étaient nettement au-dessus du niveau des deux années précédentes (+15% /2023 et +18% /2022). L'incertitude sur les prix du lait à court terme a pu peser d'après *AHDB*. Ce rythme pourrait cependant diminuer avec de meilleures perspectives sur le marché du lait et une demande domestique potentiellement plus ferme. En attendant, les abattages de *Prime Cattle* se situaient à un niveau intermédiaire (-1% /2023 mais +5% /2022).



Malgré la hausse des disponibilités en réformes, les cotations ont poursuivi leur progression entamée en décembre dernier. Le **cours** de la vache O a augmenté de 21 pence (+6%) depuis le début de l'année pour atteindre 3,63 £/kg de carcasse en semaine 6 (-6% /2023 mais +20% /2022), soit 4,24 €/kg.



La tendance haussière, bien que moins marquée, concerne également le marché des animaux plus jeunes (*Prime Cattle*). En semaine 6, la cotation du bœuf R3 était en hausse depuis le début de l'année (+7 pence) à 5,03 £/kg (+5% /2023 et +22% /2022) soit 5,92 €/kg.



D'après *AHDB*, **les perspectives de production britanniques pour l'année 2024** anticipent une nouvelle réduction des abattages de vaches en 2024 (-2% /2023 à 600 000 têtes) après la baisse de 2023 (-3% /2022 à 612 000 têtes). Dans le même temps, la progression des abattages de *Prime Cattle* serait limitée (+1% /2023 à 2,06 millions de têtes). La production britannique de viande bovine serait ainsi stable en 2024 à 892 000 tonnes. Les perspectives d'offres plus limitées en Irlande et dans l'UE et les projections positives pour la demande intérieure britannique pourraient soutenir les cours au Royaume-Uni.

Viandes bovines » Maigre »

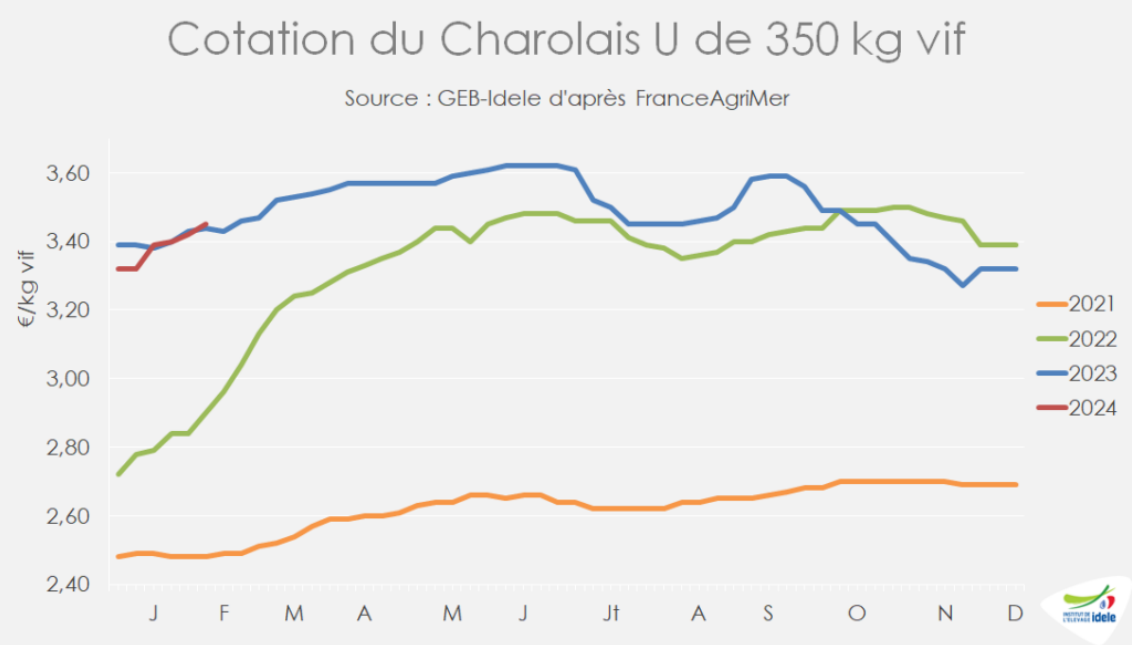
L'offre réduite soutient le prix des broutards

Dernière révision le 23 février 2024

La décapitalisation allaitante et le dynamisme des mises en place à l'engraissement en France ont contracté les exports de broutards en 2023 de -7%. L'offre en broutards étant réduite et la demande française et européenne toujours présente, les prix des broutards ont progressé au cours des six premières semaines de 2024.

La faiblesse de l'offre et la bonne demande relèvent les cours

Depuis début 2024, les prix des broutards ont augmenté du fait de l'offre réduite et de la demande toujours dynamique en France, en Espagne et en Italie, où le prix des Jeunes Bovins est élevé. **La cotation du Charolais U de 350 kg vif** a ainsi progressé de 13 centimes en quatre semaines, à 3,45 €/kg vif **en semaine 6 (= /2023** et +19% /2022). **Le Charolais U de 450 kg** a gagné lui aussi 12 cts en quatre semaines. A 3,38 €/kg vif en semaine 6, il a presque rejoint son niveau de 2023 à pareille époque (-2 cts ou -1%).

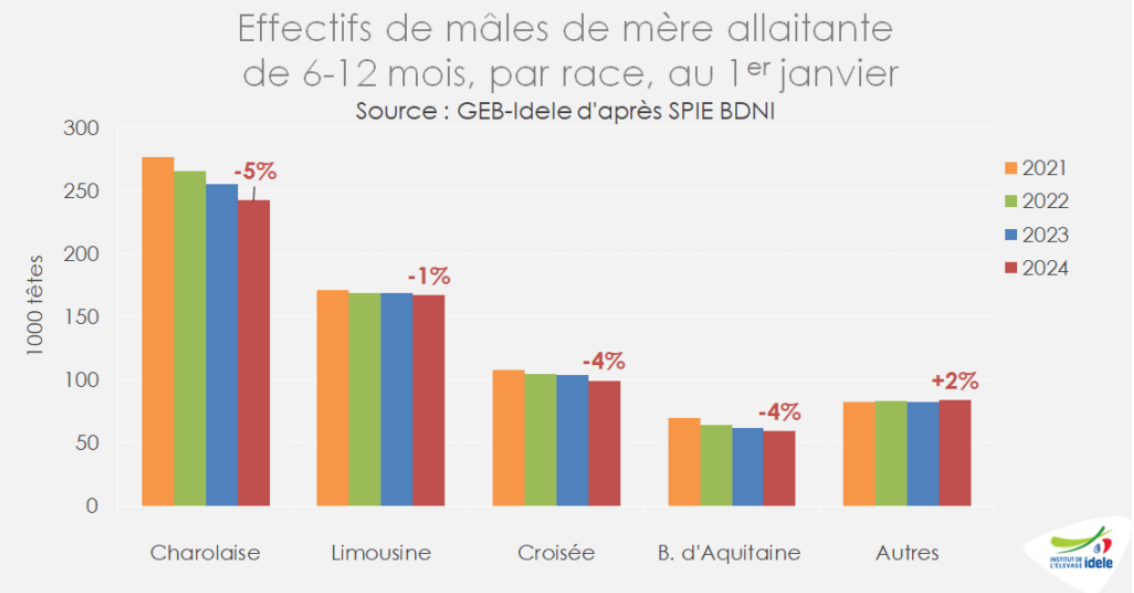


Le prix du Limousin E de 350 kg, après avoir été stable durant les quatre derniers mois de 2023, a gagné 5 cts en semaine 6 pour s'établir à 3,85 €/kg vif (**+5% /2023** ou +20 cts et +29% /2022). **Le broutard croisé R de 300 kg,** envoyé notamment en Espagne, s'est davantage apprécié, de +20 cts en quatre semaines, à 3,30 €/kg en semaine 6 (**+6% /2023** ou +20 cts et +20% /2022).

La forte demande de broutardes femelles en Italie et la faiblesse de l'offre soutiennent les prix. **Le cours de la Limousine E de 270 kg** a progressé rapidement de +15 cts en 4 semaines, à 3,55 €/kg, se situant au-dessus de son niveau de l'an dernier (**+8% /2023** ou +25 cts). **La Charolaise U de 270 kg** cotait 3,40 €/kg (+2 cts en quatre semaines) également en hausse comparé à l'an passé (**+3%** ou +10 cts).

Peu d'effectifs de bovins de 6-12 mois en ferme

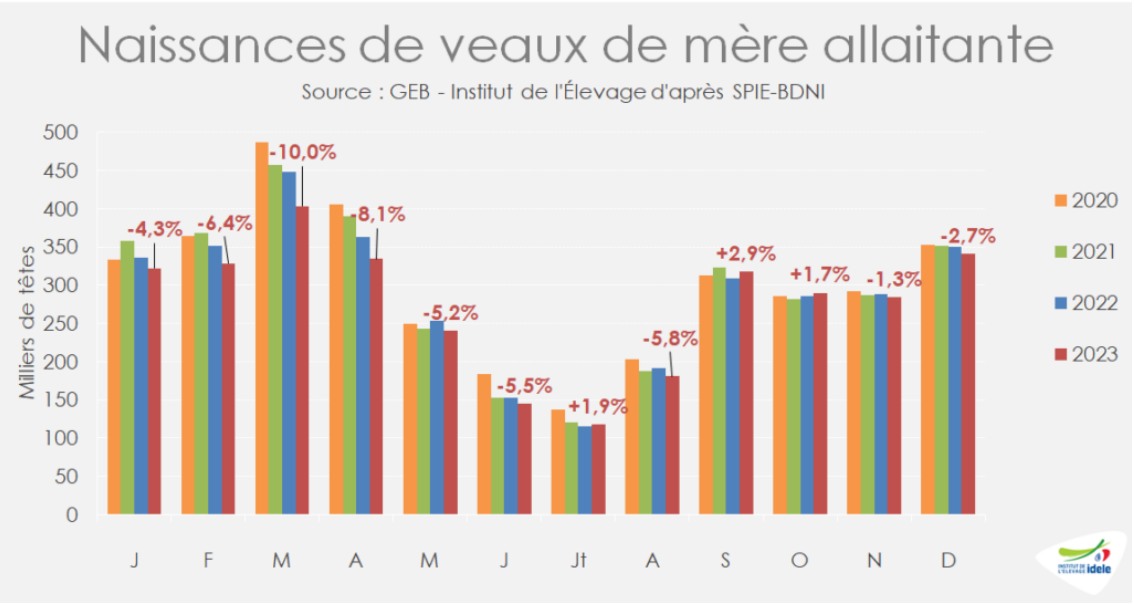
Le disponible en broutards est fortement réduit par le moindre cheptel allaitant et par la baisse des naissances entre février et avril 2023. Au 1er janvier 2024, 652 000 **mâles allaitants âgés de 6 à 12 mois étaient présents en ferme (-3% /2023** ou -19 000 têtes).



À l'inverse, les naissances dynamiques de l'automne ont limité le recul des **effectifs de broutards de moins de six mois, de seulement -1% /2023** à 718 000 têtes au 1er janvier 2024 d'après SPIE-BDNI.

Baisse de 141 000 naissances de veaux allaitants en 2023

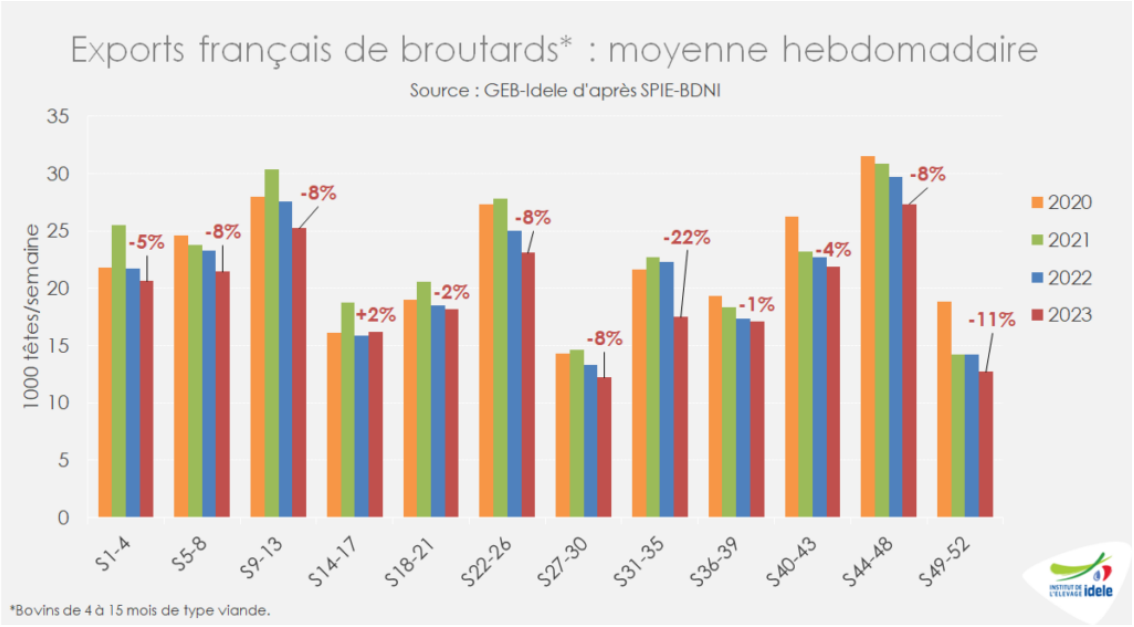
En cumul sur l'ensemble de l'année 2023, 3 304 000 veaux allaitants sont nés en France, un recul important de -4,1 % /2022 ou -141 000 têtes.



Au 1er janvier 2024 la décapitalisation allaitante poursuivait son ralentissement, constaté durant tout le 2nd semestre 2023. 3 496 000 vaches étaient présentes en ferme, soit une baisse de **-1,9% / 2023** (-69 000 têtes) contre -3% encore en juin 2023.

Les envois de broutards à l'étranger en-dessous du million de têtes en 2023

D'après les données SPIE-BDNI, 63 000 bovins de type viande âgés de 4 à 15 mois ont été expédiés durant les semaines 49 à 52 (-11% ou -7 000 têtes /2022). **En cumul sur l'ensemble de l'année 2023, la France a exporté moins d'un million de broutards** (992 000 mâles et femelles), soit 7% de moins qu'en 2022 (-75 000 têtes) et 14% de moins qu'en 2021 (-157 000 têtes en 2 ans), **le plus bas niveau depuis 2014.** Sur un an, le recul touche autant les mâles que les femelles : la part de femelles dans les animaux exportés reste stable à 34%.



Les exports de mâles charolais reculent davantage que ceux des Limousins (respectivement -8% et -4% /2022) car les Charolais sont traditionnellement davantage conservés pour l'engraissement en France.

Après un bon mois de novembre, les exports de broutards (mâles et femelles) vers l'Italie (plus de 160 kg vif) ont chuté en décembre de -11% /2022 (-7 000 têtes), à 53 000 têtes selon les Douanes françaises, avec un nombre de jours ouvrés en recul de -7% en décembre 2023 (- 2 jours) par rapport à 2022. **Au total en 2023, 822 000 broutards ont été expédiés vers l'Italie**, soit -5% /2022, un recul plus modeste que l'ensemble des exports français.

Selon les Douanes, sur l'ensemble de 2023, 110 000 broutards français ont été exportés vers l'Espagne en 2023, soit une hausse de +26% /2022 (23 000 têtes supplémentaires). Les envois de broutards mâles de plus de 300 kg ont doublé, à 47 000 têtes. Les engraisseurs espagnols ont privilégié des animaux plus lourds afin de les engraisser rapidement, du fait de faibles disponibilités en fourrage provoquées par la sécheresse et les restrictions à l'irrigation affectant la production de céréales. La demande en broutards légers de 160-300 kg s'est, quant à elle, érodée de 5% /2022 (-3 000 têtes) à 58 000 têtes au total en 2023.

En décembre, les flux ont repris vers le Maroc

En décembre, les envois de broutards vers les pays tiers ont quelque peu rebondi, avec 2 300 broutards exportés vers la **Tunisie** et 900 vers le **Maroc**, à la suite des accords trouvés sur les conditions MHE en novembre et décembre. Au total en 2023, seuls 20 000 broutards ont été envoyés en pays tiers (-74% /2022 et -67% /2021) dont seulement 11 000 têtes vers l'Algérie.

Les envois vers l'Italie, ralentis début 2024, se sont rétablis

Début 2024 (semaine 1) les exports de bovins ont très été ralentis vers l'Italie (-54% /2023) du fait des fêtes de fin d'année qui durent jusqu'au 6 janvier dans le pays. Ils se sont rétablis la semaine suivante, si bien que les effectifs expédiés **sur les six premières semaines ont baissé de -8% /2023 à** 106 000 bovins de tous types, âges et sexes. En revanche, les expéditions ont progressé vers l'Espagne sur les 6 premières semaines de +5% /2023, à 64 000 bovins.

Viandes bovines » Veaux de boucherie »

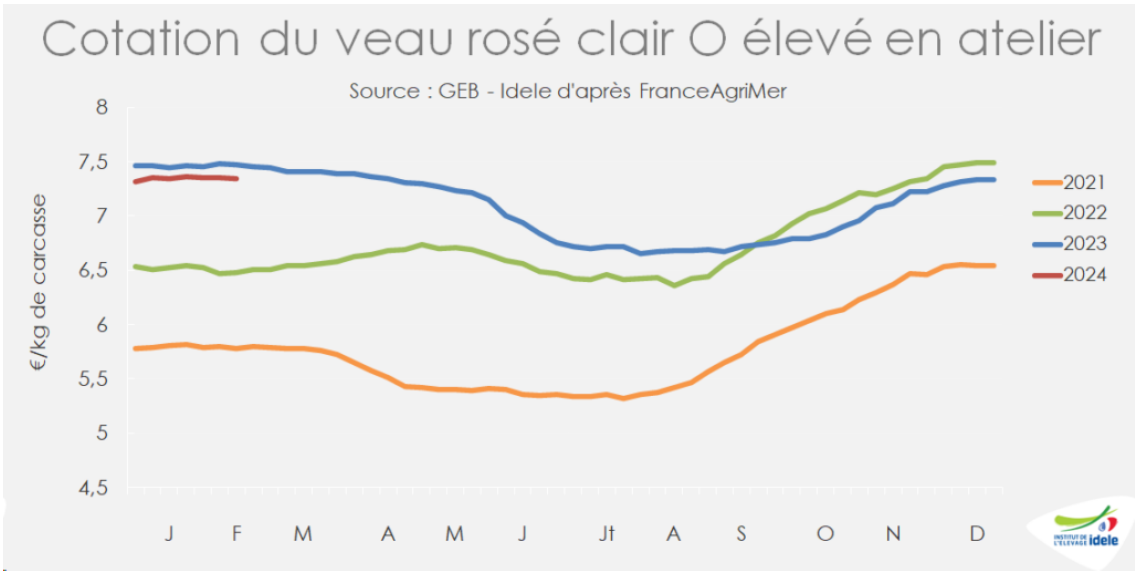
Cours stable en début d'année

Dernière révision le 23 février 2024

Les retards de sortie de l'automne 2023, dus à une météo clémente défavorable à la consommation de veau, ne sont pas encore résorbés en France, entraînant un vieillissement des veaux abattus et une augmentation des poids carcasse. En conséquence, la production était stable en janvier malgré une baisse des effectifs abattus. Les prix des aliments étaient toujours relativement faibles, alors que ceux de l'énergie restaient élevés.

Cotations stables

En début d'année 2024, les prix des veaux gras étaient stables à un niveau élevé. En semaine 7, le **veau rosé clair O élevé en atelier** cotait ainsi 7,34 €/kg éc, en léger recul de 2% (-13 cts) /2023 mais supérieur de 87 cts à 2022. Suivant une tendance similaire, le **veau rosé clair R élevé en atelier** atteignait 7,55 €/kg (-3% ou -21 cts /2023, mais +62 cts /2022).

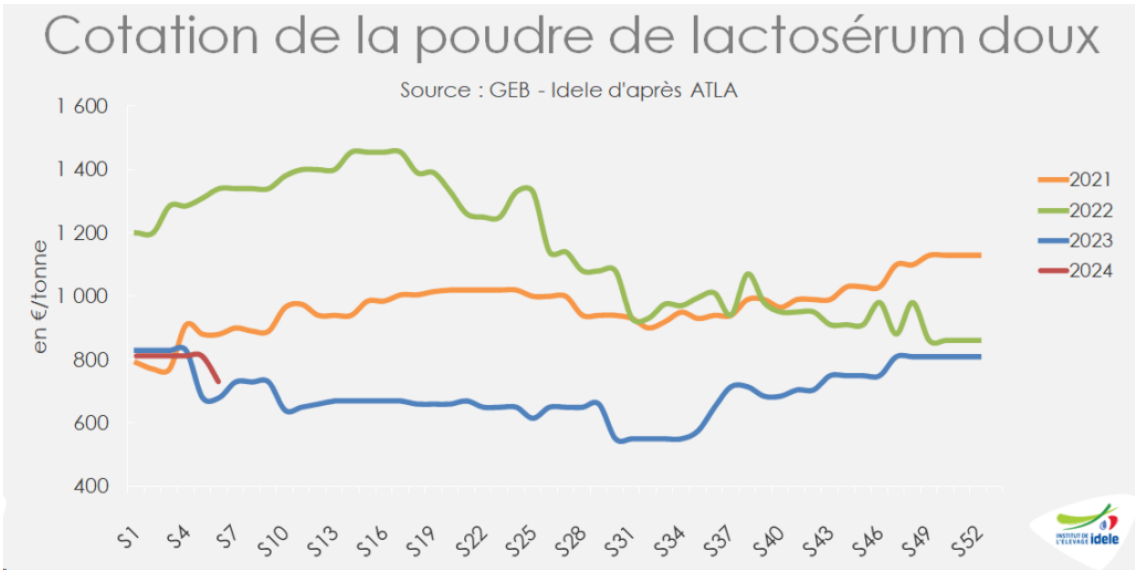


Les **veaux rosés clairs U élevés au pis** cotaient 9,80 € /kg éc en moyenne sur les semaines 4 à 7, un niveau supérieur de 5% (+44 cts) /2023.

Poursuite de la baisse des cours des aliments

L'année 2024 a débuté avec des cours des matières premières nettement assagis, dans le sillage de 2023 et après une année 2022 record.

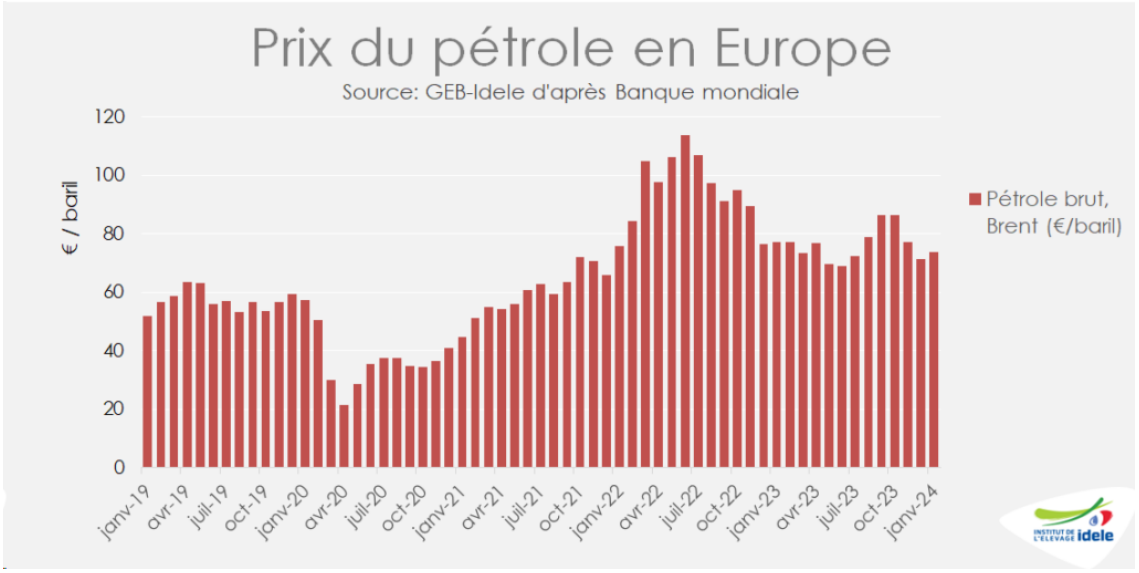
En semaine 6, la cotation de la **poudre de lactosérum doux** s'établissait ainsi à 730 €/t, un niveau similaire à l'année précédente (+7% /2023) et nettement inférieur (-46%) à 2022. La **poudre de lait écrémé** suivait la même tendance à 2 410 €/t (-4% /2023, -34% /2022).



Les indices IPAMPA étaient également en repli sur un an bien que toujours très élevés par rapport à 2021. En décembre 2023, l'**IPAMPA aliments d'allaitement pour veaux** atteignait 137,2 points, soit -15% /2022. L'**IPAMPA autres aliments pour veaux** s'établissait 136,1 points, soit -10% /2022 dans la foulée de la baisse des prix des céréales.

Prix de l'énergie toujours élevés

Les prix des produits pétroliers sont restés élevés en Europe depuis l'attaque de l'Ukraine par la Russie. Ainsi, en décembre 2023, l'**IPAMPA gaz** était estimé à 144,4 points, un niveau légèrement inférieur au niveau élevé de 2022 (-4%). Le **pétrole *Brent* de mer du Nord**, dont le propane est un dérivé, restait cher lui aussi, à 74 €/baril, bien qu'en léger retrait (-5%) sur un an.

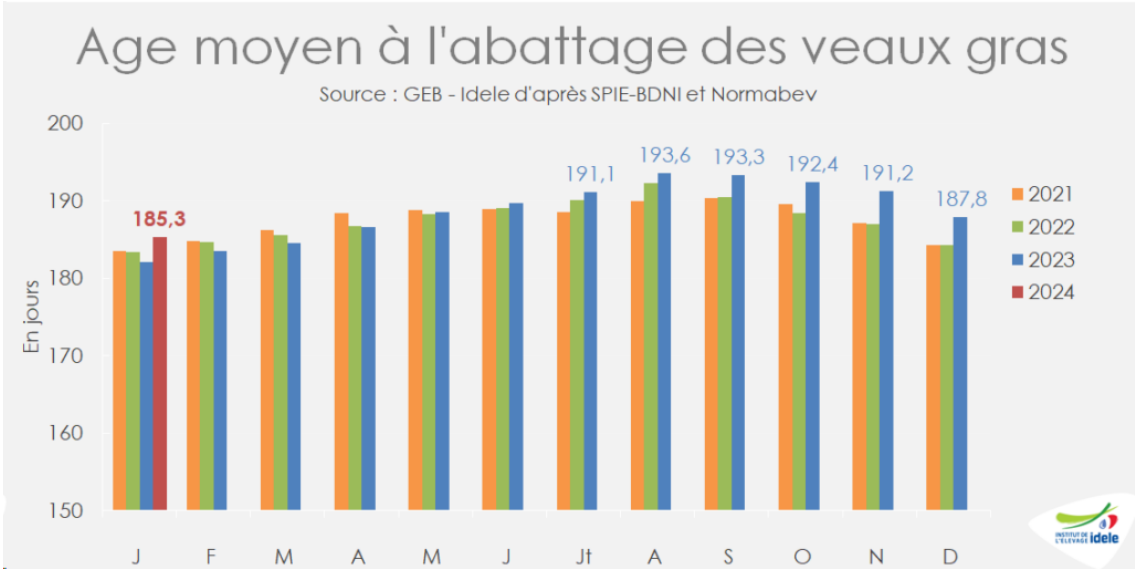


Outre les énergies fossiles, les prix en hausse de l'électricité ont également conduit à une augmentation nette des charges des élevages de veaux de boucherie (lire les pages 34 à 39 du Dossier économie de l'élevage n°546 « Annuel bovins viande »).

Sorties retardées depuis l'automne

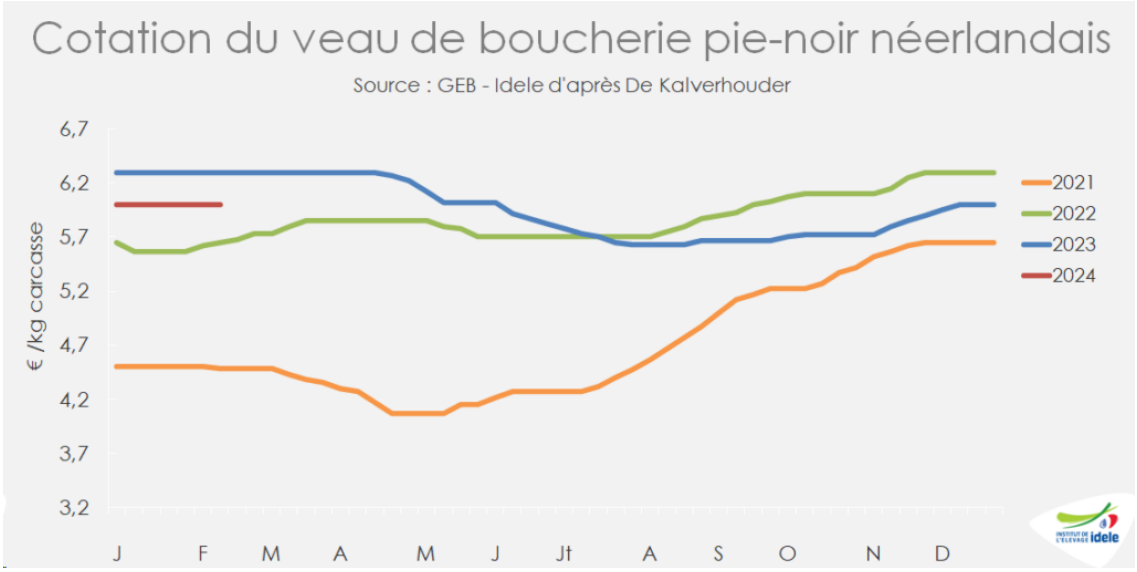
En janvier, les **poids carcasse** des veaux abattus en France étaient à nouveau en hausse à 142,2 kg éc en moyenne (+3 kg/2023, mais sorties très fluides en janvier 2023), retrouvant leur niveau de 2020-2021. En conséquence, le **tonnage** produit était similaire à celui de l'année dernière, avec 13 000 téc (= /2023 mais -8% /2022) malgré des **effectifs abattus** en baisse, à 92 000 têtes (-1,9 % ou -2 000 têtes /2023).

L'**âge à l'abattage** des veaux était en hausse à 185,3 jours (+3,2 jrs /2022) du fait des retards de sorties liés à la météo clémente jusqu'au 15 octobre, peu profitable à la consommation, qui ne semblent toujours pas avoir été rattrapés.



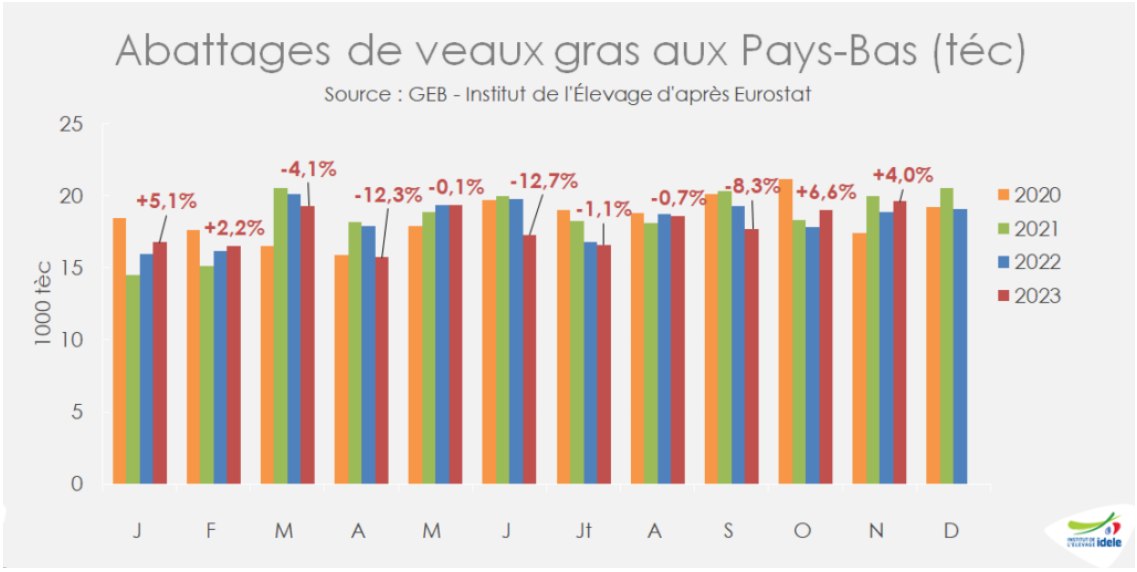
Cotation stable aux Pays-Bas

Comme l'an dernier, le **veau de boucherie pie-noir néerlandais** a démarré l'année avec une cotation d'une stabilité parfaite. Il cotait ainsi 6,00 €/kg éc en semaine 7, légèrement inférieur (-30 cts ou -5%) à sa cotation de janvier 2023. D'après la presse spécialisée néerlandaise, les intégrateurs ne souhaitent pas augmenter les prix de vente malgré une demande bien présente pour rester compétitifs sur les marchés export.



Au niveau des abattages, la **production néerlandaise** confirme son repli malgré un mois de novembre dynamique avec 124 000 veaux abattus (+1,6% /2022) pour 20 000 téc (+4% /2022).

En cumul de janvier à novembre, 1,279 millions de veaux ont été abattus aux Pays-Bas, soit-1,6% (ou -21 000 têtes) /2022 mais +1,4% /2021. Les **poids carcasse** étant en baisse (-0,9 kg éc /2022 en moyenne sur 11 mois, à 153,5 kg-éc), accentuant le recul sur les **tonnages**, avec 196 000 téc de viande de veau produites, soit -2,2% (ou -4 000 téc) /2022 et -2,8% /2021.



Viandes bovines » Veaux laitiers »

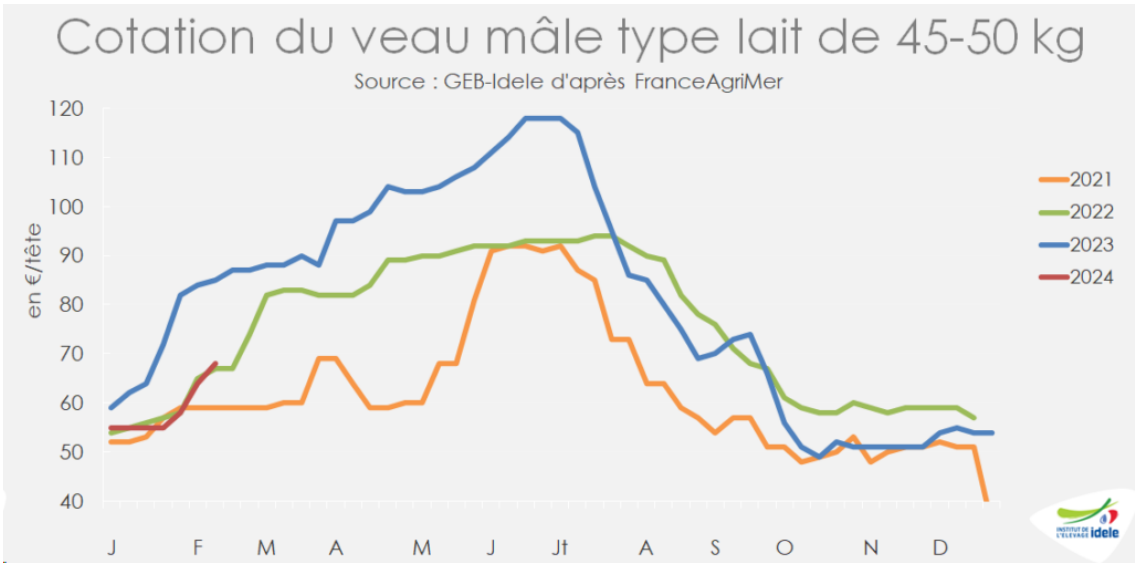
Hausse saisonnière des cours

Dernière révision le 23 février 2024

Les cours jeunes veaux laitiers ont entamé leur hausse saisonnière en février dans la perspective des sorties de veaux gras de fin d'été. À l'inverse, en Espagne, les cours stagnent faute de demande dans un contexte de sécheresse persistante et malgré la réouverture du marché algérien pour la viande. En conséquence, les exportations de veaux vers l'Espagne ont reculé en 2023.

Cours en hausse en début d'année

Les cours des jeunes veaux ont amorcé leur hausse saisonnière début février, traduisant les besoins des intégrateurs pour les abattages de fin d'été. Ainsi, en semaine 7, le **veau mâle laitier de 45-50 kg** cotait 68 €/kg, proche de sa cotation 2022 (+1,5% /2022) mais en retrait de -20% (ou -17 €) /2023. Le **veau mâle laitier de 50-55 kg** vif a suivi des variations proches, à 91€ /tête (-17% ou -18 € /2023, mais +2 € /2022).

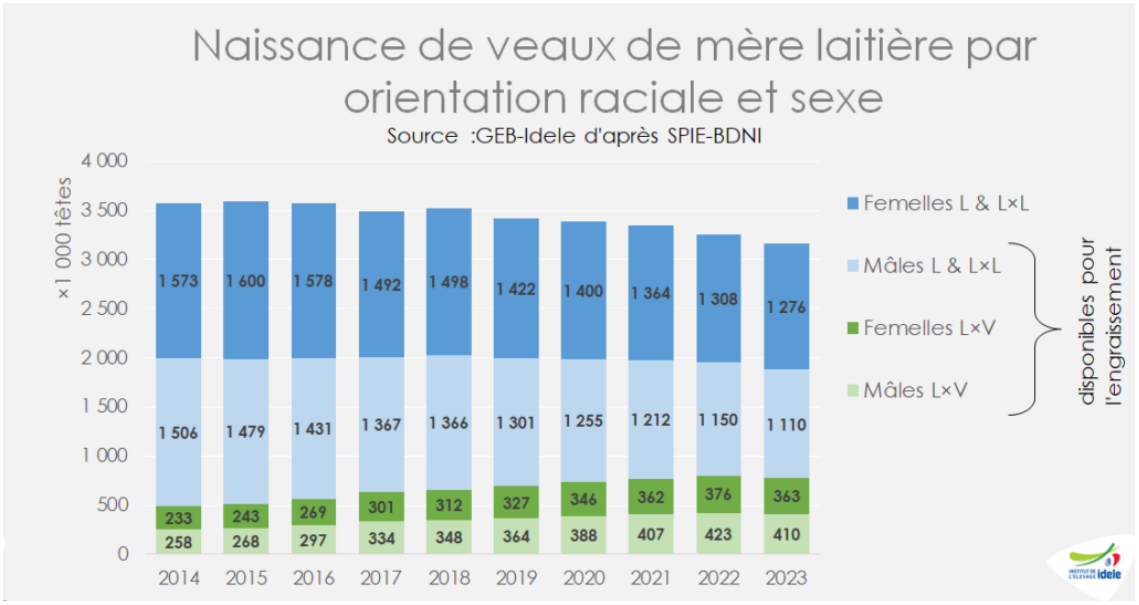


Recul des naissances croisées

La **décapitalisation laitière** poursuivait son ralentissement début 2024. Ainsi, 3 374 000 vaches laitières étaient présentes dans les élevages au 1er janvier, en recul de -1,6% (ou -54 000 têtes) /2023. Un an auparavant, le recul s'établissait à -2,1% ou -75 000 têtes.

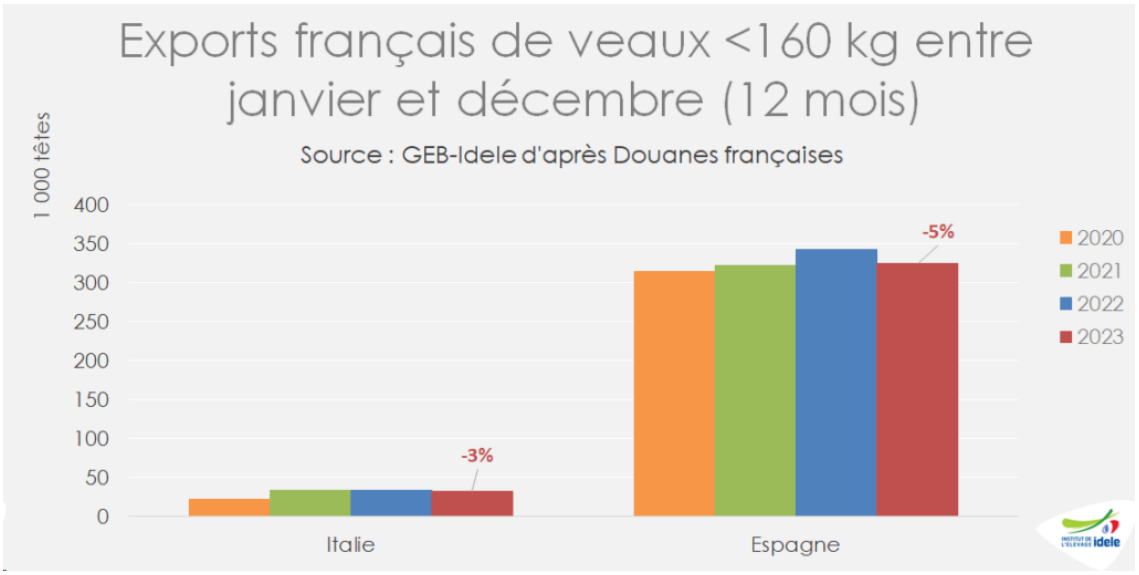
Les **naissances de veaux de mère laitière** ont été dynamiques en fin d'année, avec 283 000 veaux en décembre (stable /2022). **Sur un an**, 3 158 000 veaux sont nés de mère laitière, soit un recul de -100 000 têtes (ou -3,1%) /2022.

Toutefois, les **naissances de veaux disponibles pour l'engraissement** (mâles laitiers et croisés lait-viande et femelles croisées lait-viande) affichaient un léger recul en décembre, avec 167 000 naissances (-0,9% ou -2 000 têtes /2022). Elles atteignaient 1 882 000 têtes en **cumul annuel** (-3,8% ou -68 000 têtes /2022). Pour la première année depuis dix ans, le nombre de **naissances de veaux croisés lait-viande** a reculé en 2023, à 773 000 têtes (-27 000 têtes ou -3,4% /2022, = /2021). Après plusieurs mois de baisse des entrées de primipares dans les troupeaux laitiers, les éleveurs ont réduit le recours au croisement pour assurer un renouvellement suffisant.



Exports en recul en 2023

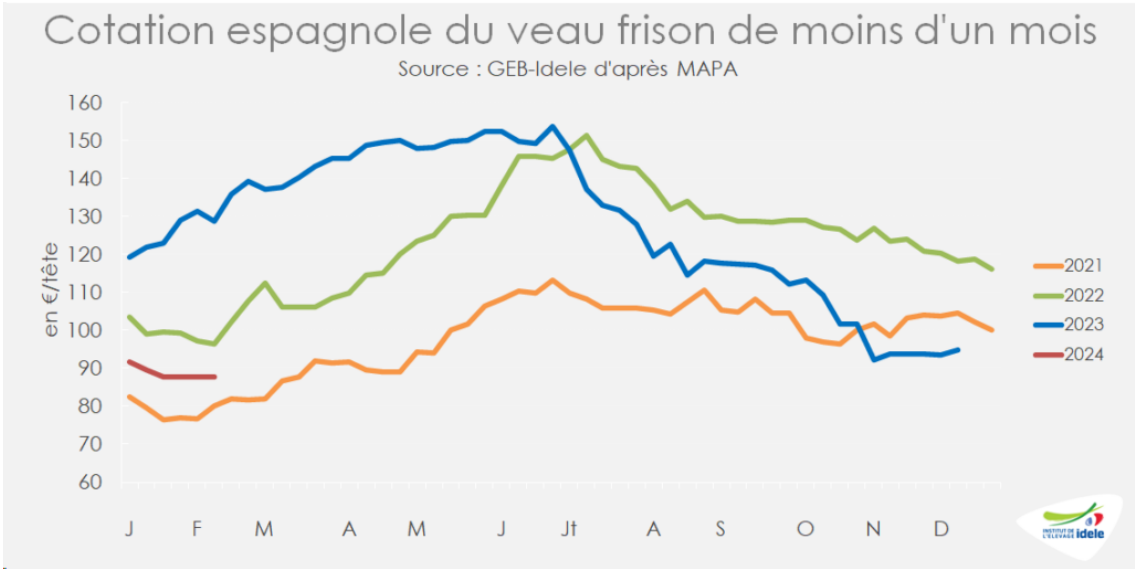
En décembre 2023, les **exportations de veaux français** étaient en baisse à 25 000 têtes **vers l'Espagne** (-13% /2022) d'après les Douanes. En **cumul sur l'année**, ils étaient également en repli à 324 000 têtes (-5% ou -18 000 têtes /2022) après plusieurs années de hausse constante. La sécheresse persistante dans une partie du pays (et les prix des fourrages et des grains encore élevés) inquiètent les engraisseurs espagnols malgré la réouverture du marché algérien à la viande espagnole.



Les envois de veaux laitiers **vers les Pays-Bas** ont plus que triplé en 2023, atteignant 12 000 têtes d'après les Douanes françaises, dans un contexte de baisse de l'offre en veaux laitiers dans toute l'Europe, sous l'effet de la décapitalisation.

Cotation espagnole baissière

Le prix des **veaux frisons espagnols de moins d'un mois** était en légère baisse début 2024, à 88 €/tête en semaine 6 (-2 € en quatre semaines), un niveau inférieur aux deux années précédentes (-32% ou -41 € /2023, -9 €/2022), traduisant la préoccupation des engraisseurs espagnols face aux coûts et à la disponibilité en grains.



Recul important de la collecte en France en 2023 mais stabilité en Europe

Dernière révision le 23 février 2024

La collecte de lait dans l'UE a maintenu une stabilité globale en 2023 mais cet équilibre apparent cache une diversité marquée entre les pays et les 2 semestres de l'année. Une hausse de la production en début d'année a été suivie d'une inversion de tendance due aux aléas météorologiques et à la baisse du prix du lait.

En France, le recul de la collecte a été significatif en 2023, principalement en raison d'incidents climatiques majeurs et inédits. Cependant, des facteurs sembleraient propices à la production ces prochains mois. La consommation de produits laitiers a résisté en 2023 dans un contexte de forte inflation, ce qui constitue un signal encourageant pour la filière. En revanche, des filières segmentées comme la bio ont souffert. Endiguer la crise persistante de la consommation bio devient un enjeu fort pour 2024.

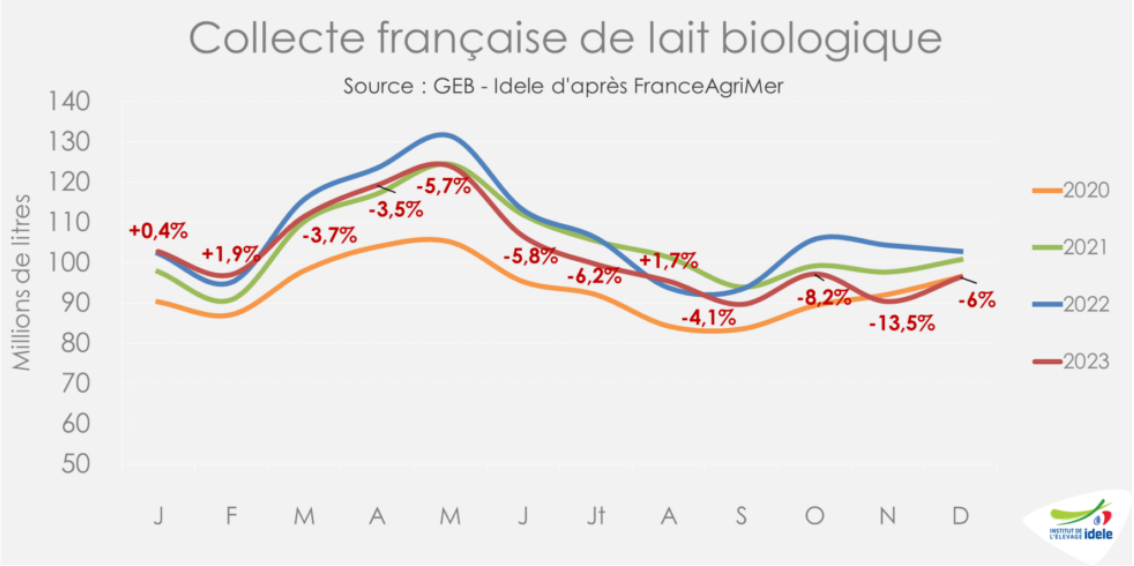
Peu de signaux positifs pour le marché du lait bio début 2024 après une année 2023 difficile

Dernière révision le 23 février 2024

Pour la première fois, la collecte de lait biologique en France a diminué en 2023. La consommation de produits laitiers bio a de nouveau décroché. Tout l'enjeu pour la filière en 2024 sera d'enrayer cette crise persistante de la consommation.

Une collecte en net recul

La collecte française de lait biologique a décliné toute l'année. En décembre, elle a poursuivi son recul (-6% /2022) portant le repli annuel à -4,5% /2022. Grâce à une amélioration des taux, la baisse est toutefois moindre en MSU (-3,5% /2022). Avec 1,23 milliard de litres collectés en 2023, le lait bio représente 5,4% du lait collecté en France. En 1 an, la filière a perdu 200 livreurs (-4,7% /2022). En décembre 2023, on en dénombrait 4050 (source FranceAgriMer) soit 9,5% des livreurs français. Au-delà de la diminution du nombre de livreurs bio, la baisse de lait produit par site d'exploitation (en raison des conditions climatiques et d'une moindre motivation à produire) a également impacté le niveau de collecte.



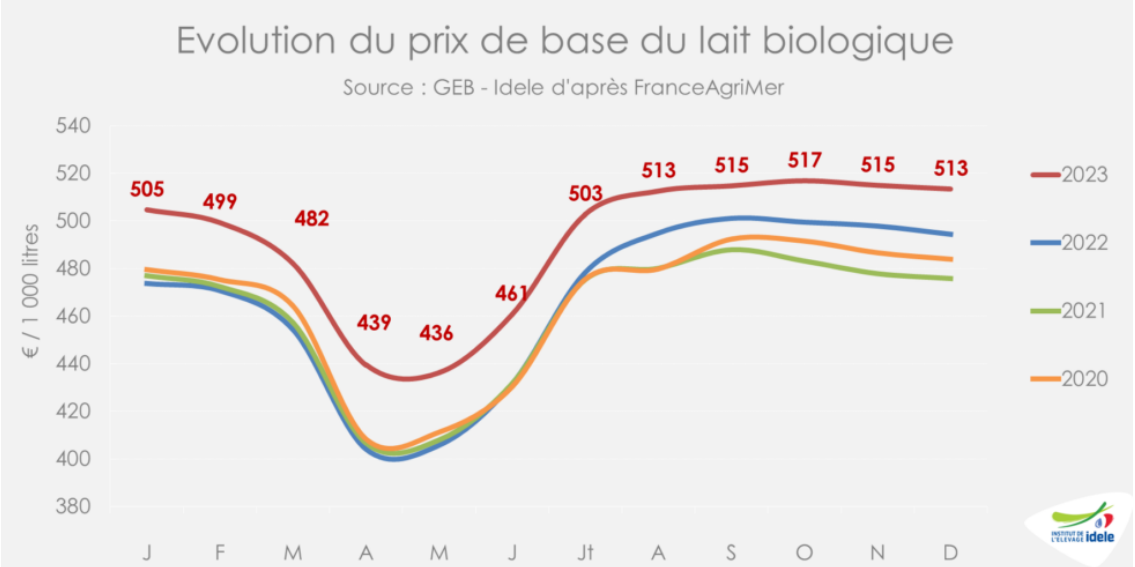
La collecte a reculé dans toutes les régions françaises à l'exception de la Normandie (+1,1% /2022). Dans les 2 premières régions de collecte, Pays de la Loire et Bretagne, le recul a atteint -4,6% /2022.

Des inquiétudes persistent sur les arrêts de certification en 2024 sachant qu'un nombre conséquent d'éleveurs seront arrivés aux termes de leurs 5 ans d'aide à la conversion.

Un prix du lait bio qui se tient

En 2023, le prix moyen du lait bio 38/32 s'est établi à 491 €/1 000 l, en progression de +24 € /2022. Malgré un marché très dégradé par le décrochage de la consommation de produits bio, les laiteries ont choisi de soutenir les prix payés aux éleveurs. Cette segmentation de marché demeure importante pour les laiteries.

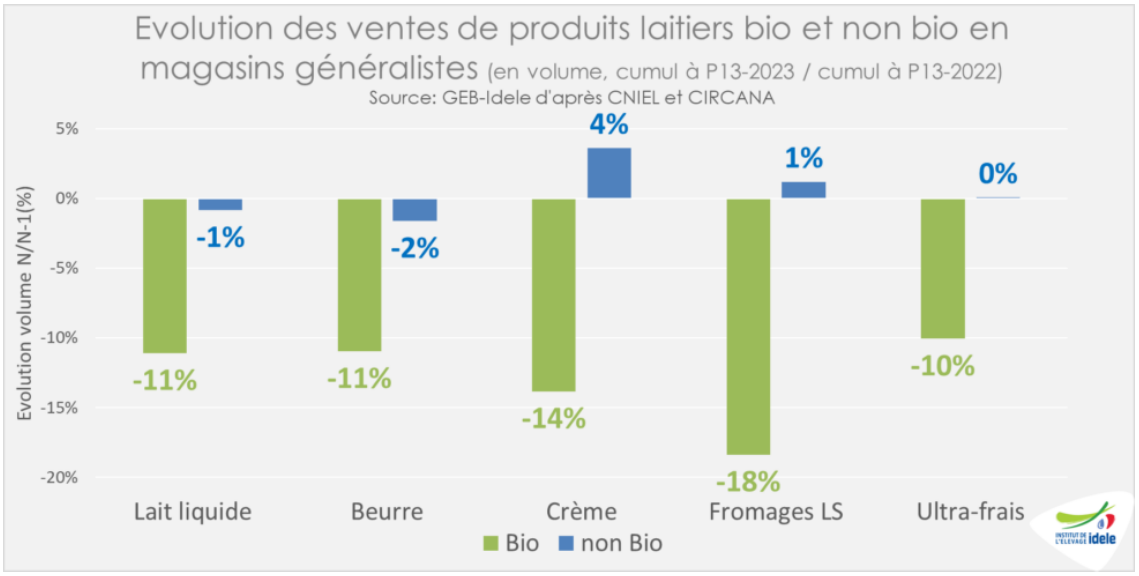
L'enjeu est de reconquérir des consommateurs sensibles aux valeurs portées par l'AB mais qui se sont détournés de celle-ci. Sur ce début d'année 2024, les prix du lait bio sont globalement reconduits.



Un fort décrochage de la consommation

Les ventes de produits laitiers bio en magasins généralistes ont poursuivi leur forte érosion en 2023 : une chute de -10% à -18% /2022 selon les produits alors que la vente des produits laitiers non bio résiste. L'écart de prix entre les produits bio et non bio s'est pourtant fortement réduit. Par exemple pour le beurre, l'écart de prix était de 17% en 2021 et il s'est réduit à 9% en 2023. Pour l'ultra-frais, l'écart de prix était de 29% en 2021 et il est descendu à 19% en 2023.

A noter que sur la dernière période de l'année, les ventes d'ultra-frais bio ont mieux résisté (-5% en P13-2023/ P13-2022).



Quelques signaux positifs ?

Quand on regarde plus largement les achats des ménages, selon Kantar, il semblerait que certains débouchés se portent mieux. En 2023, les volumes de produits laitiers commercialisés en vente directe ont progressé de +8% /2022 (+4% en valeur). Les ventes en magasins spécialisés ont moins reculé qu'en magasins généralistes (-7% /2022 en volume tous produits laitiers et -5% en valeur).

Redonner du sens à la consommation de produits bio en magasins généralistes parait un enjeu essentiel en 2024 pour que la consommation redémarre. L'espoir est aussi porté sur la restauration collective voire la restauration commerciale pour stimuler la consommation de produits bio.

Lait de vache » Collecte laitière »

Une production laitière européenne stable en 2023

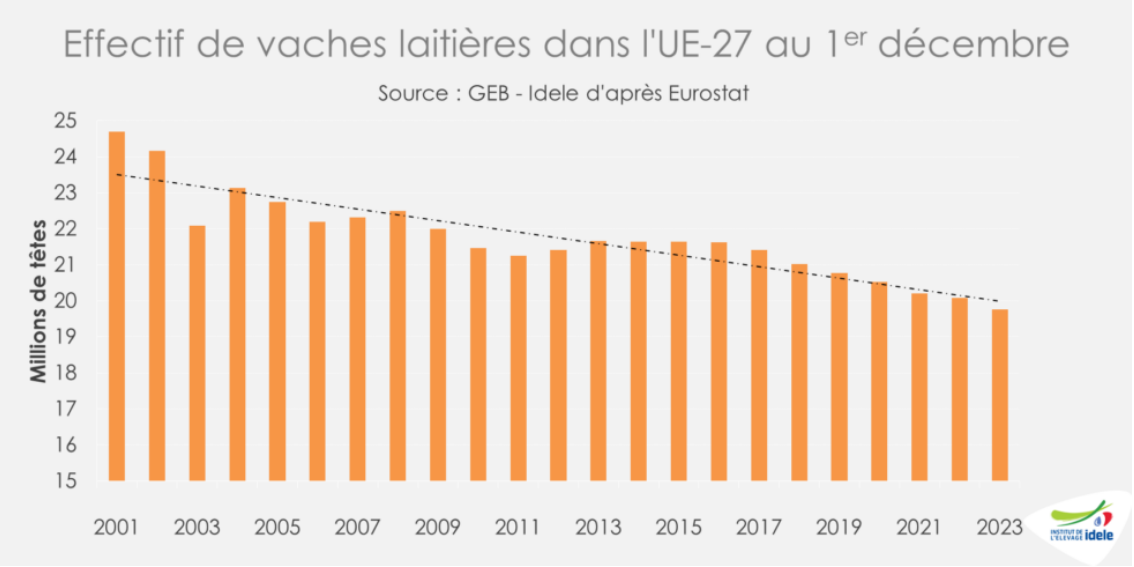
Dernière révision le 23 février 2024

Les livraisons de lait dans l'Union européenne en 2023 sont ressorties globalement stables par rapport à 2022.

Il y a toutefois une forte hétérogénéité entre les pays et entre les deux semestres. En effet, si la production a augmenté en début d'année, les problèmes météo et la baisse des prix du lait ont entrainé un changement de tendance pour la seconde partie de 2023.

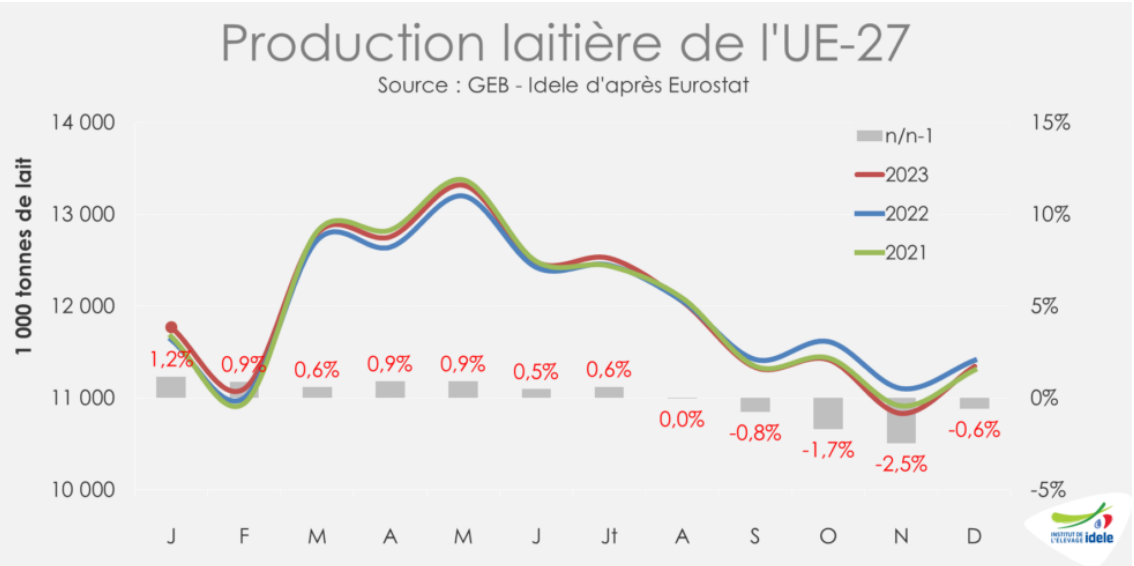
Poursuite de la baisse du cheptel européen

En 2023, le cheptel laitier européen enregistrait une nouvelle baisse pour la 8ème année consécutive. Il est passé sous la barre des 20 millions de têtes pour atteindre 19,7 millions de têtes en décembre 2023 (soit -311 000 têtes, ou -1,5% /2022 selon les dernières estimations).
Le cheptel allemand, de 3,7 millions de têtes, a enregistré le plus fort repli (-97 000 têtes soit -2,5% /déc 2022). Les abattages y sont ressortis en très légère hausse sur l'année 2023 (+0,2% /2022). Le cheptel a surtout baissé par de moindres entrées de génisses. En France, le cheptel laitier a reculé de -2,1% à 3,17 millions de têtes (soit -66 000 têtes). La décapitalisation a ralenti en fin d'année 2023 car le prix du lait demeure attractif et les fourrages conservés sont lactogènes et en quantités suffisantes. Le cheptel néerlandais s'est replié en 2023 à 1,5 millions de têtes (-1,5% soit -24 000 têtes).
Sur 2023, parmi les pays les plus producteurs de lait, seul le cheptel polonais ressort en croissance (+31 000 têtes à 2 millions de têtes soit +1,5%). Après une très forte restructuration des élevages et une forte décroissance de ce cheptel depuis l'entrée dans l'UE, l'envolée du prix du lait en 2022 et début 2023 a probablement boosté les investissements et agrandissements d'ateliers. Le cheptel irlandais s'est quant à lui stabilisé à 1,5 millions de têtes en 2023 mais les abattages sont en nette hausse sur le début de 2024.



Collecte stable en 2023

La collecte laitière européenne s'est établie à 143,7 Mt en 2023 soit un niveau similaire à l'an passé mais avec deux semestres aux antipodes. Au 1er semestre, les éleveurs ont profité d'une conjoncture attractive malgré la baisse progressive des prix du lait. La collecte a donc augmenté (+0,8% /2022). Puis, après un 3ème trimestre stable, la collecte a fortement décroché en fin d'année (-0,8% au 2nd semestre) principalement à cause de problèmes météo (vagues de froid, tempêtes et humidité excessive).

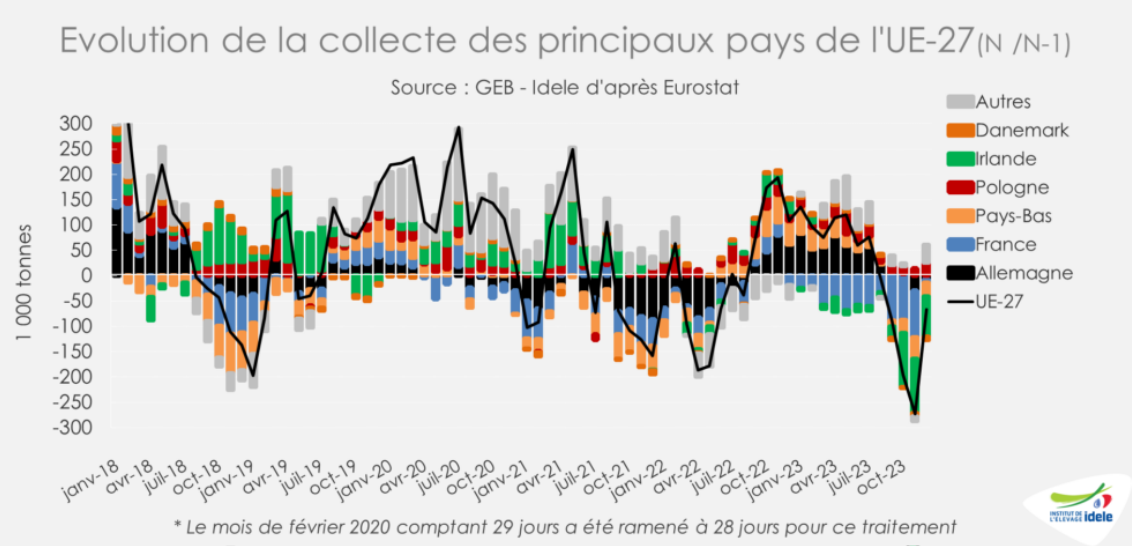


En Matière Solide Utile (MSU), la collecte annuelle a toutefois augmenté de +0,7% à 10,8 Mt (soit +73 000 t) car les taux moyens de matières grasses et protéiques sont ressortis en hausse par rapport à 2022 (respectivement à 4,11% et 3,44% contre 4,09% et 3,42% en 2022).

Au 1er semestre, la dynamique européenne a été tirée vers le haut par les collectes allemande et néerlandaise. La vague de froid en fin d'année a atténué cette progression. Néanmoins, sur l'année, la collecte allemande a augmenté de +430 000 t, soit +1,4% par rapport à l'an passé. De même, les collectes néerlandaise, belge et polonaise sont restées dynamiques (respectivement +132 000 t, +150 000 t et +242 000 t /2022).

Outre la collecte française, la collecte irlandaise s'est nettement repliée en 2023 (-376 000 t /2022 dont les trois quart de cette baisse sur le dernier trimestre). En effet, les conditions humides durant l'automne ont poussé les éleveurs à anticiper la mise en bâtiment et le tarissement des vaches.

Dans le sud de l'Europe, les tendances sont inverses : hausse en Espagne (+15 000 t) et baisse en Italie (-84 000 t). En Italie, les prix de l'aliment sont restés élevés par rapport à la baisse des prix du lait, entrainant une baisse des marges pour les éleveurs. Par ailleurs, la météo chaude et sèche de cet été a accentué la baisse de production. A l'inverse, en Espagne, la météo a été plus propice que les années précédentes ce qui a poussé les éleveurs à moins abattre de vaches et permis un sursaut de production durant l'été.



Lait de vache » France »

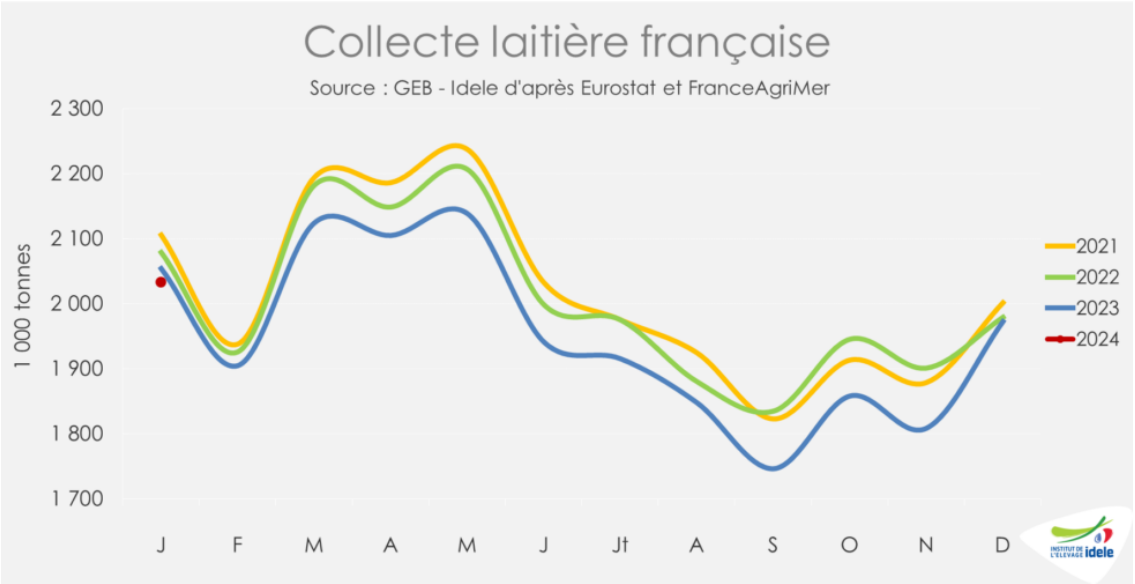
Recul de la collecte française en 2023 mais des perspectives prometteuses pour début 2024

Dernière révision le 23 février 2024

La collecte de lait a nettement reculé en 2023, principalement en raison d'incidents climatiques majeurs et inédits. La fin d'année a affiché toutefois une embellie qui devrait se poursuivre dans les premiers mois de l'année 2024, soutenue par des facteurs propices à la production.

La collecte retrouve du dynamisme

La fin d'année s'est terminée par une remontée de la collecte laitière. Le mois de décembre a presque retrouvé son niveau de 2022 (-0,3% /2022). Le bilan de la collecte 2023 montre néanmoins un recul marqué de -2,7% /2022. Avec l'amélioration des taux (+1% /2022 en taux protéique et +1,4% en taux butyreux), la collecte affiche une baisse moins prononcée de -1,5% en MSU (matière sèche utile). Après un premier semestre affecté par des fourrages récoltés en 2022 peu lactogènes, la quantité et la qualité des fourrages récoltés en 2023 laissaient présager une amélioration de la collecte en seconde partie d'année. D'autant que la bonne tenue du prix du lait a incité les éleveurs a gardé davantage leurs vaches. Mais une baisse anormale de la collecte a été observée de septembre à novembre. En cause les intempéries, canicule en septembre et fortes pluies en octobre et novembre, ont lourdement affecté la productivité des vaches.



Au mois de janvier 2024, la collecte se rétracterait d'environ -1% /2023 d'après les enquêtes hebdomadaires de FranceAgriMer. Les intempéries de neige et de gel ont perturbé la collecte dans certaines régions françaises. Mais ces dernières semaines, la collecte est repartie à la hausse.

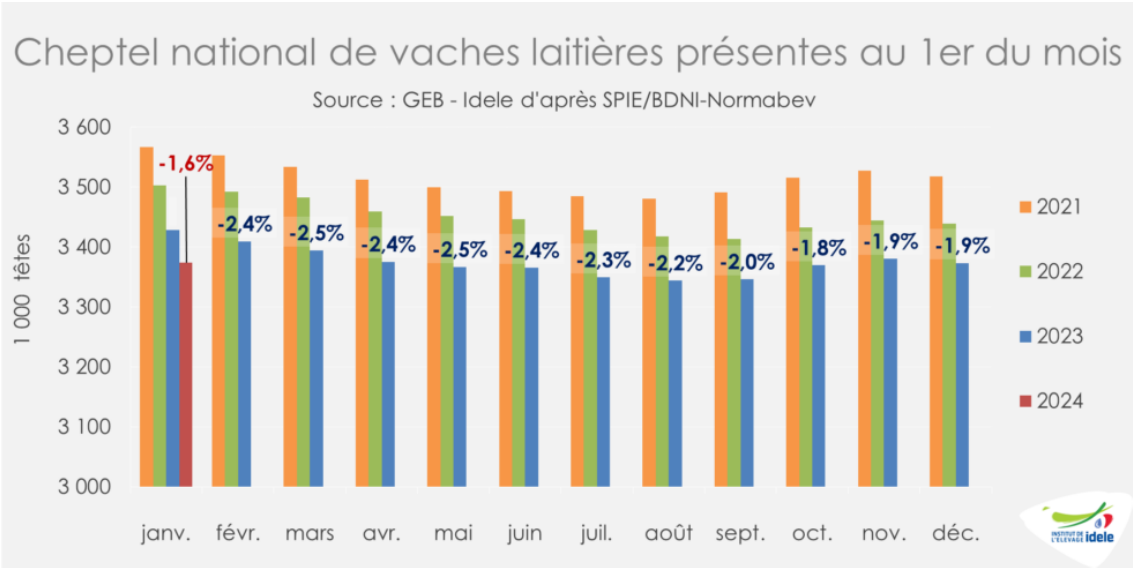
Les prochains mois apparaissent plus opportuns pour la production de lait. Plusieurs signes encourageants devraient concourir à une amélioration de la collecte.

Des opportunités sur l'alimentation des vaches

L'indice des prix des aliments achetés a connu une baisse tout au long de l'année 2023, en lien avec la diminution des prix des matières premières végétales. Et la production d'aliments composés pour bovins lait a progressé en 2023 (+1,2% /2022) avec une hausse marquée en novembre (+7,4% /2022). Les éleveurs ont augmenté leurs achats de concentrés pour stimuler la production laitière. De plus, les fourrages stockés sont présents en quantité et qualité avec des maïs désormais bien calés dans les rations.

L'érosion du cheptel laitier ralentit

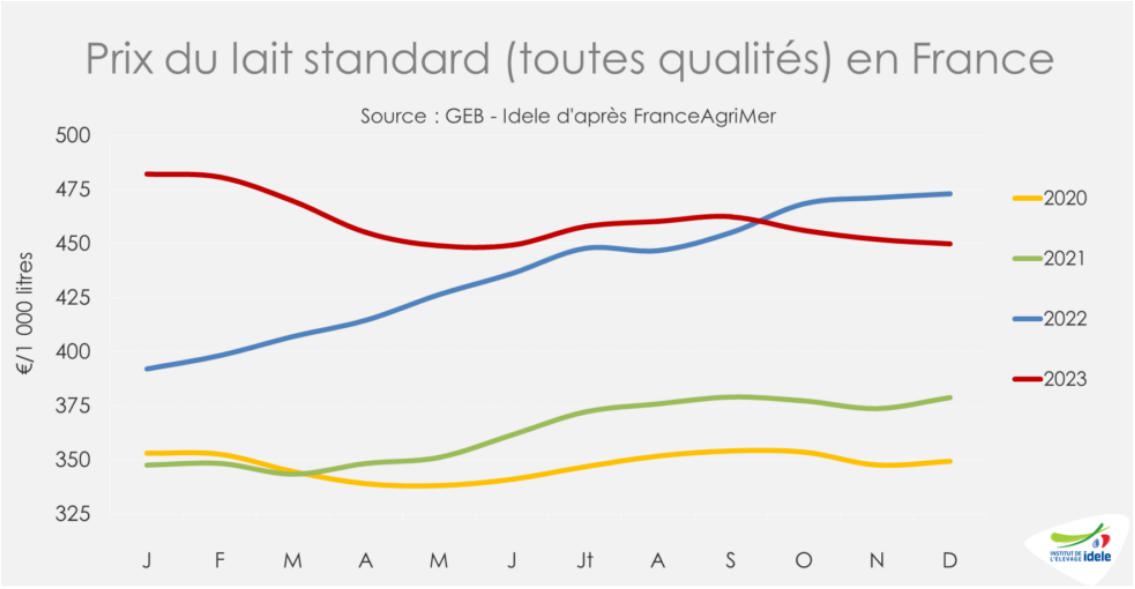
Un autre signe encourageant émerge : le ralentissement de la baisse du cheptel se poursuit. Le nombre de vaches laitières était en recul de -1,6% en janvier 2024 /2023, contre -2,5% au 1er mai 2023). D'une part, les éleveurs gardent davantage leurs vaches. En décembre 2023, les sorties de vaches ont baissé de -14% /2022. D'autre part, le déclin du cheptel de génisses s'est atténué toute l'année 2023 passant de -3,8% en janvier 2023 /2022 à -2,3% en janvier 2024.



Le prix du lait se tient

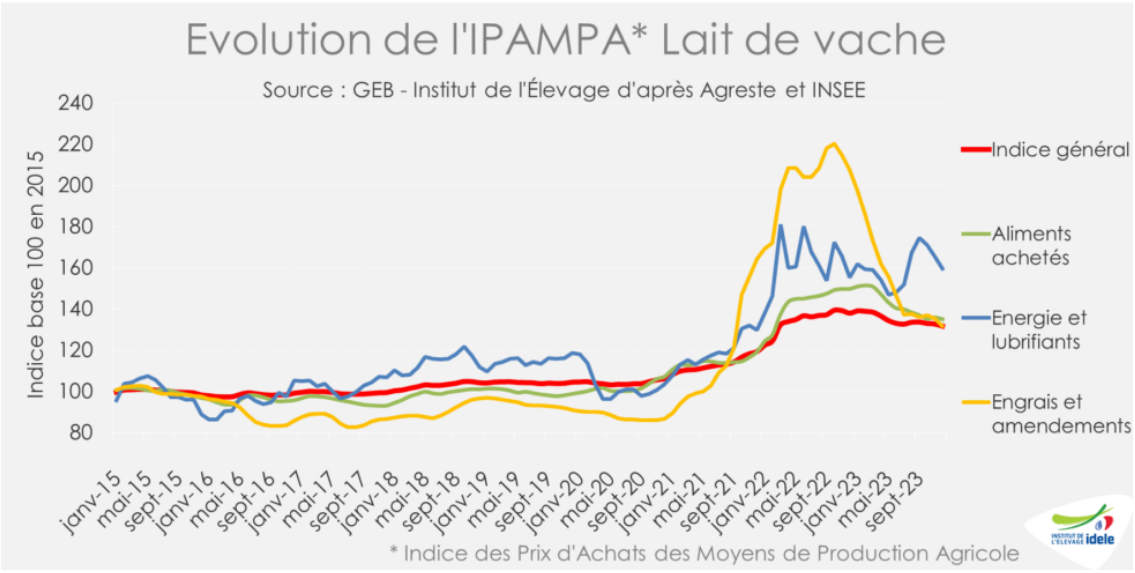
En décembre 2023, le prix du lait standard (toutes qualités) en France a atteint 450 €/1 000 l. En moyenne sur l'année 2023, le prix s'est établi à 460 €/1000l soit une progression de +24 € comparé à 2022. En prix réel, la moyenne annuelle s'est fixée à 487 €/1 000 l, en hausse de +26 €, avec l'amélioration des taux.

Sur le début d'année 2024, de nombreuses laiteries ont reconduit leurs prix, certaines l'ont un peu diminué quand d'autres l'ont augmenté. On estime un prix du lait en légère progression en janvier et février (+2 à +5 €/1 000 l).



Les charges en élevages, d'après l'IPAMPA lait de vache (qui représente 50% des coûts de production), ont un peu baissé sur la première partie de l'année 2023 et se sont ensuite stabilisées à un niveau élevé. En décembre, l'IPAMPA a perdu 1 point. Le recul des charges alimentaires, des engrais et du poste énergie se poursuit. En moyenne sur 1 an, l'IPAMPA est resté presque stable à +0,4% /2022.

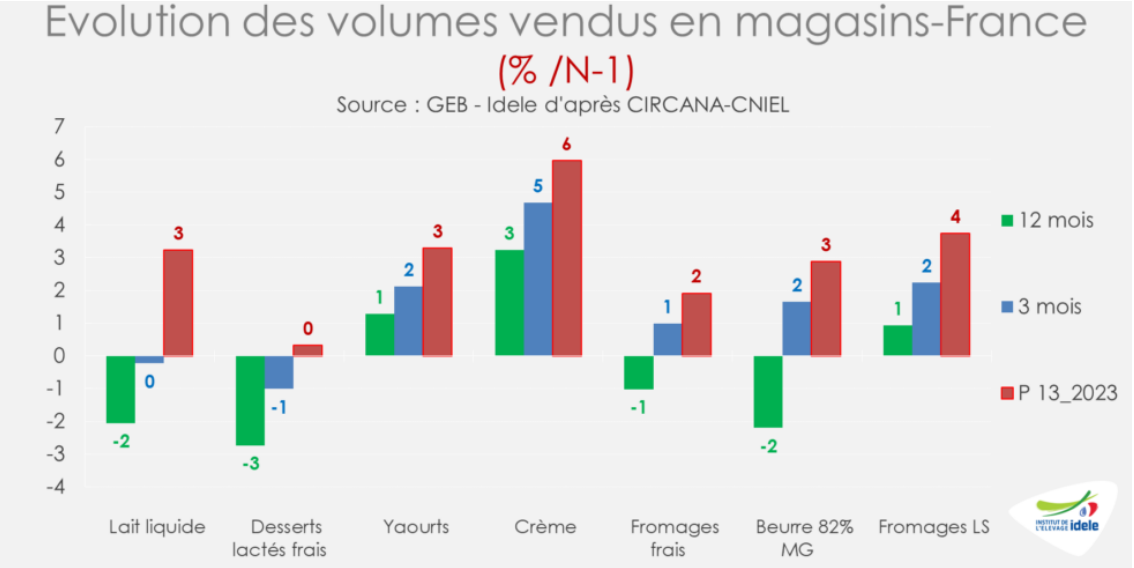
Notons que les autres charges non prises en charge dans l'IPAMPA telles que les travaux par tiers, les frais financiers, le travail, le fermage ont en revanche progressé en 2023.



La marge MILC, estimée à 146 €/1 000 l en décembre, a reculé de -3 € d'un mois sur l'autre sous l'effet du recul cumulé du produit généré par la vente des animaux (baisse des cotations) et du produit lait. En revanche, les charges (prises en compte dans l'IPAMPA) ont légèrement diminué. En moyenne pondérée sur 12 mois, la MILC s'est établi à 151 €/1 000 l, en hausse de +24€ /2022. En parallèle à la faible hausse des charges (+2€/1 000 l sur 1 an), les produits se sont appréciés (+26 €/1 000l). Le prix du lait a progressé en moyenne de +24€ (+5% /2022). Les autres produits, générés par la vente des veaux et des vaches de réforme, ont peu évolué.

La consommation de produits laitiers résiste

Malgré une augmentation des prix des produits laitiers en magasins, leur consommation a bien résisté. Les prix des produits laitiers en magasins généralistes ont progressé en moyenne en 2023 de +15% /2022. Sur un an, les ventes en magasins se sont plutôt bien tenues avec une belle progression pour les crèmes (+3% /2022), les yaourts et les fromages libre-service (+1% /2022). Pour les autres produits laitiers, un recul des ventes est observé (de -1 à -3% /2022 selon les produits). Mais des hausses notables des ventes ont été enregistrées pour tous les produits sur la dernière période de l'année voire le dernier trimestre.



La hausse des prix des PGC dans les enseignes alimentaires et la bonne résistance de la consommation des produits laitiers a contribué à une bonne tenue du prix du lait payé aux éleveurs en 2023 quand les cotations beurre/poudre étaient en recul. Ce prix favorable associé à de bonnes opportunités sur l'alimentation des vaches encouragent les éleveurs à produire du lait d'autant que les laiteries montrent de la flexibilité quant aux volumes produits. Ces facteurs favorables devraient permettre une amélioration de la collecte ces prochains mois mais attention à l'évolution de la MHE qui pourrait repartir et s'étendre à d'autres départements au printemps.

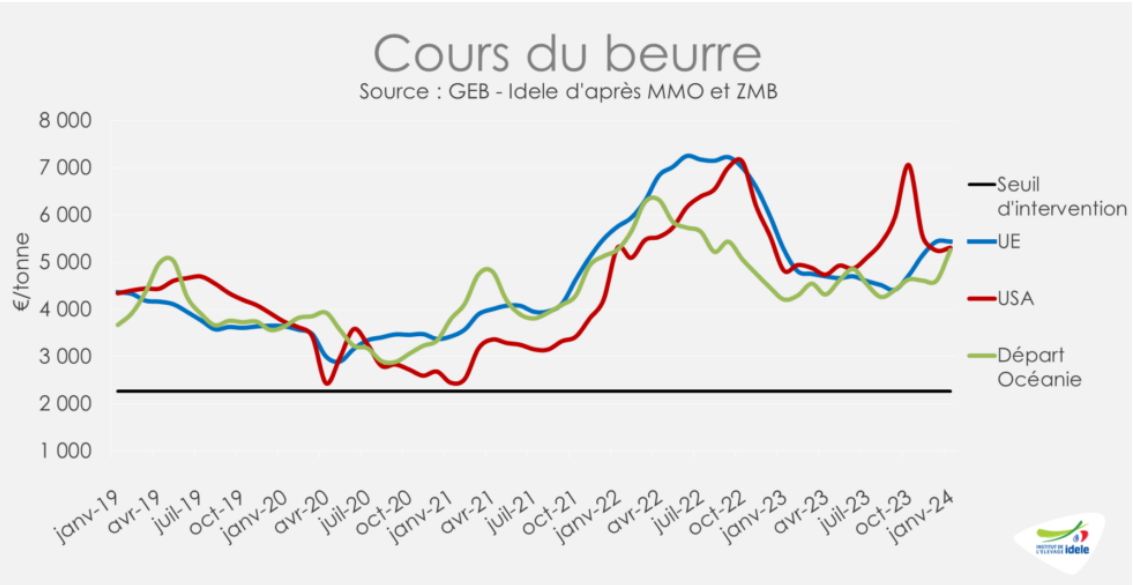
Lait de vache » Marché des produits laitiers »

Évolutions divergentes des cours du beurre

Dernière révision le 23 février 2024

Depuis le début d'année 2024, les prix du beurre évoluent de façon hétérogène entre l'UE-27, les États-Unis et la Nouvelle-Zélande tout en convergeant vers 5 200-5 400 €/t au mois de janvier 2024, soit un niveau supérieur à la moyenne annuelle de la cotation européenne de 4 860 €/t en 2023.

Lors des deux dernières enchères du Global Dairy Trade, les cotations de la matière grasse ont enregistré de fortes hausses (+10,5% pour le beurre et +12,2% sur la matière grasse anhydre en février/janvier 2024).

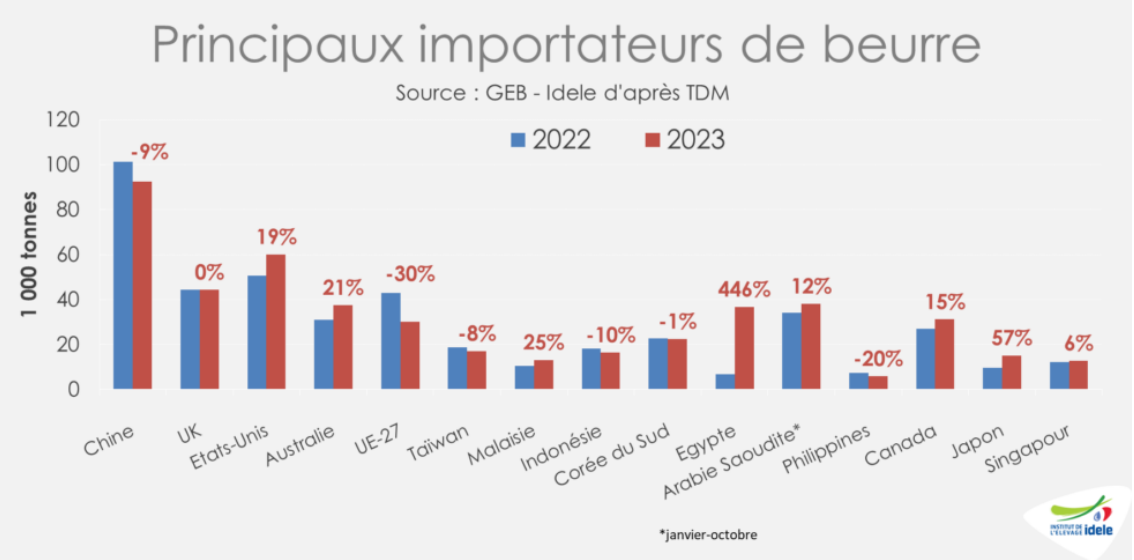


Forte demande mondiale

Selon nos estimations à partir des derniers chiffres d'importations sur TDM, la demande mondiale en beurre en 2023 était en hausse de près de +20 000 t.

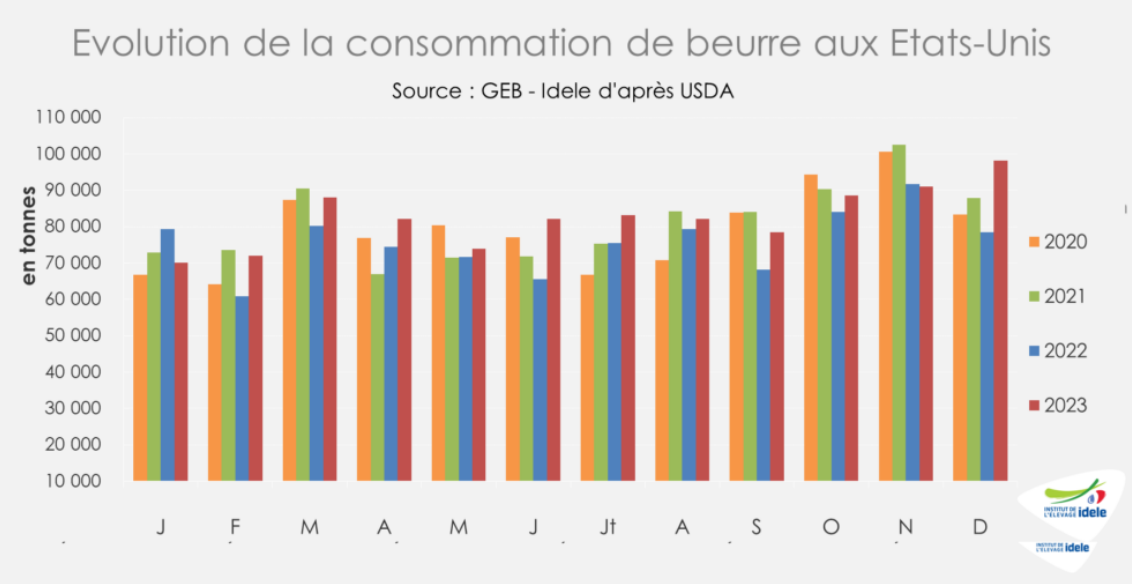
La Chine, premier importateur mondial, a réduit ses achats de -9%/2022 (-9 000 t à 93 000 t, soit -9%). Néanmoins, la demande annuelle de l'Égypte aurait augmenté de +30 000 t à 36 700 t selon TDM par rapport à 2022. L'Arabie Saoudite a également été fortement présente avec des importations en hausse de +4 000 t soit +12% sur dix mois/2022.

En Australie, les importations ont augmenté en 2023 de +21% à 38 000 t, principalement en provenance de Nouvelle-Zélande.



Demande surprenante aux États-Unis

Les fabrications de beurre aux États-Unis en 2023 ont été supérieures à 2022, +2,7%, avec une forte hausse au moment du pic laitier (+8% /avril-mai 2022). Elles ont décru au mois de novembre alors que la demande intérieure était particulièrement forte (-3,3% /nov2022). La consommation au mois de décembre a surpris le marché, elle est ressortie record depuis que l'USDA publie les données (2011). En hausse de +25% /2022, sa progression a été de près de +5% par rapport au mois précédent. Une augmentation entre ces deux mois n'est jamais arrivée jusqu'à présent. Les stocks de beurre s'affichaient fin décembre en baisse de -8% /2022. Dans ce contexte, les importations annuelles étaient en hausse aux États-Unis (+19% /2022 à 48 000 t) principalement en provenance d'Irlande et de Nouvelle-Zélande.



Hausse des exports en Nouvelle-Zélande

Au début de l'année 2023, au vu de la moindre demande en poudres grasses de la part de la Chine, il semblait probable que les fabrications néo-zélandaises seraient redistribuées vers davantage de beurre et de poudre maigre. A la fin de l'année alors que les exportations totales de poudres grasses de la Nouvelle-Zélande sont ressorties en hausse de +3,2%, cette hypothèse est remise en question. Les fabrications de beurre en 2023 ont donc dû être sensiblement proches de l'an passé. Il n'y a donc pas eu de volumes supplémentaires disponible pour le marché mondial.

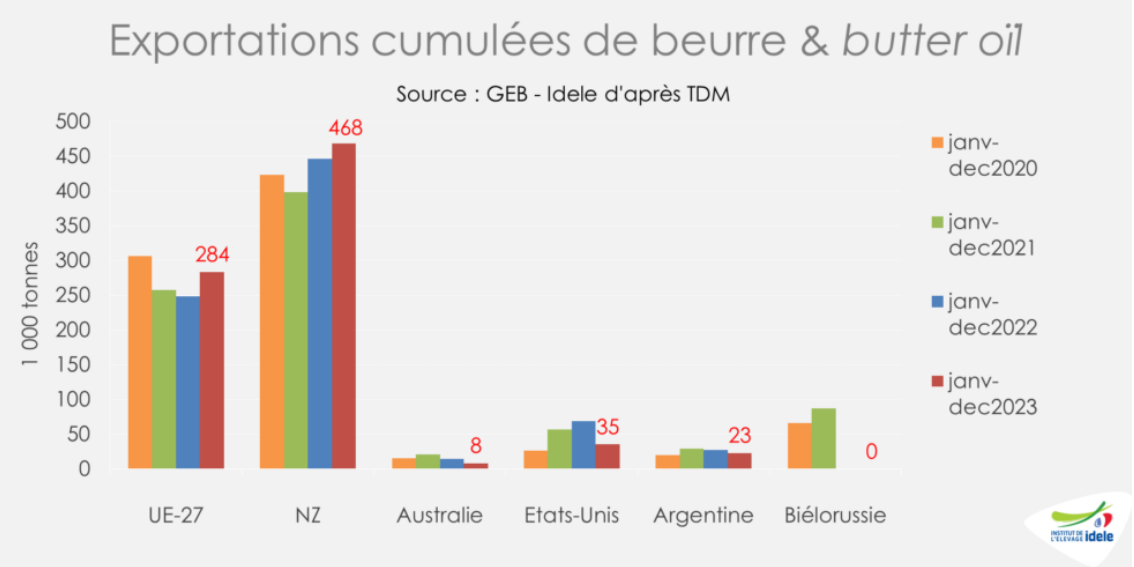
Pourtant, les exportations NZ de matières grasses, qui représentent près de 60% des exportations mondiales, ressortaient en hausse en 2023 de +5%, soit +22 000 t à 468 000 t. Des stocks ont donc dû être consommés.

Baisse des disponibilités en fin d'année dans l'UE-27

Dans l'UE-27, les fabrications de beurre ont légèrement progressé durant l'année 2023 (+2,2% /2022). Toutefois, cette hausse s'est principalement produite au cours du 1er semestre, les fabrications de beurre ayant chuté au 2nd semestre.

Ce recul s'est surtout vu en Irlande (13% des fabrications européennes et 3ème fabriquant derrière l'Allemagne et la France) où elles ont décroché de -12% et -10% en novembre et décembre /2022 à cause de la baisse de la collecte.

Cette baisse des disponibilités en fin d'année est en partie responsable de la hausse des prix que l'on observe actuellement dans l'UE-27. Surtout que les exportations de matières grasses en 2023 étaient en hausse de +14% soit + 35 000 tonnes à 284 000 t alors que les importations ont reculé de -16 000 t à 53 000 t (-23% /2022).



2023 : un marché mondial ovin alourdi par la sécheresse en Australie

Dernière révision le 23 février 2024

En 2023, certains grands producteurs mondiaux ont peiné à trouver des débouchés pour leur production ovine, à l'image de l'Australie confrontée à une forte hausse de production en raison d'une énième sécheresse ou de l'Irlande qui a subi une vive concurrence sur ses marchés à l'export.

Viande ovine » France »

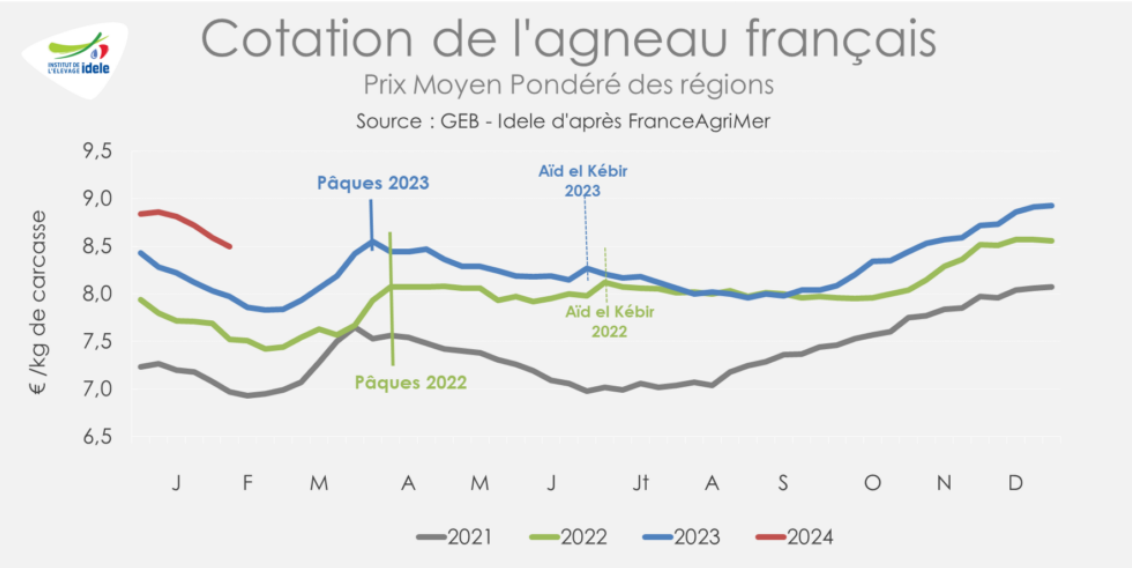
L'offre reste réduite mais surpasse tout de même la demande

Dernière révision le 23 février 2024

Le cours de l'agneau français a entamé son traditionnel creux saisonnier entre les fêtes de fin d'année et Pâques. Il reste au-dessus du niveau des années précédentes car le disponible semble continuer sur sa tendance baissière de 2023. Avec Pâques et le début du Ramadan, les commandes vont s'enchaîner et les professionnels espèrent avoir suffisamment d'agneaux pour les honorer.

Y aura-t-il assez d'agneaux en mars pour Pâques et l'Aïd el-Fitr ?

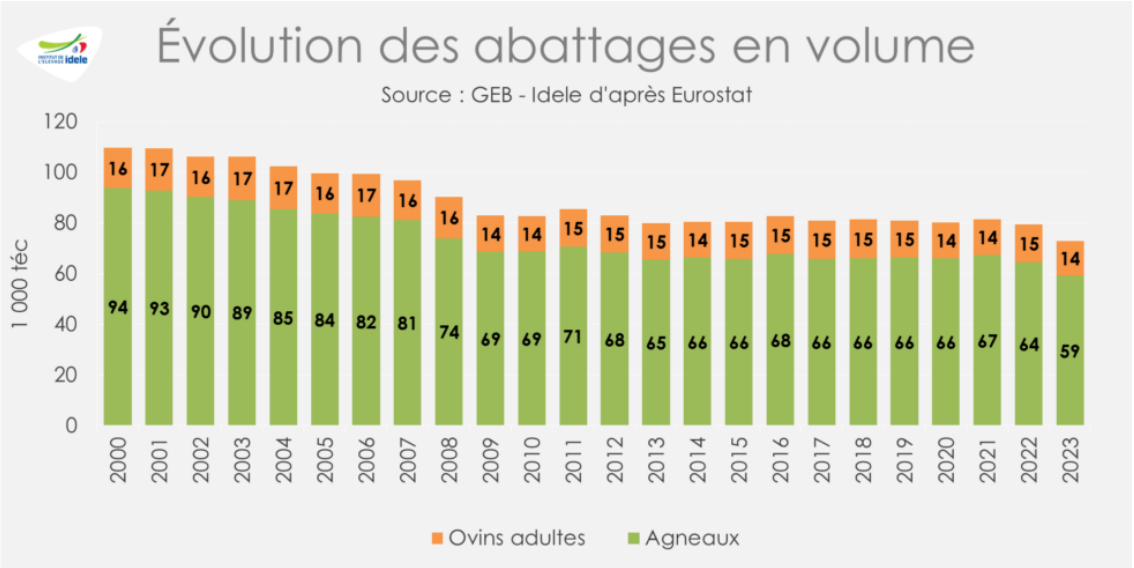
En semaine 6 de 2024 (se terminant le 11 février), la **cotation** de l'agneau français a perdu -0,09 €/kg d'une semaine sur l'autre. À **8,50 €/kg**, elle est en hausse de +0,47 €/kg /2023 et +0,81 €/kg /2022. Bien qu'en repli cette année, l'offre reste supérieure à la demande, toujours très modeste, ce qui s'illustre par ce traditionnel creux de la cotation entre les fêtes de fin d'année et Pâques.
Le mois de **mars** s'annonce chargé en termes de commandes, entre Pâques (le 31 mars) et le Ramadan (du 10 mars au 9 avril) ; le risque est que l'offre, toujours en recul, ne suffise à répondre à ce pic conséquent de demande.



En décembre, **l'IPAMPA** ovin viande a poursuivi sa légère baisse d'un mois sur l'autre. A 131,4, il était en repli de -5%/2022. L'indice énergie et lubrifiants (-3% /2022 et -5% /2021), tout comme les indices engrais (-37% /2022 et -3%/2021) et aliments achetés (-12% /2022 et -1% /2021) reculent comparé aux deux dernières années mais restent à des niveaux historiquement élevés. Sur l'année 2023, en moyenne, l'IPAMPA ovin viande était à 134,5 contre 134,1 en 2022 et 113,3 en 2021.

Une production ovine en net repli sur 2023

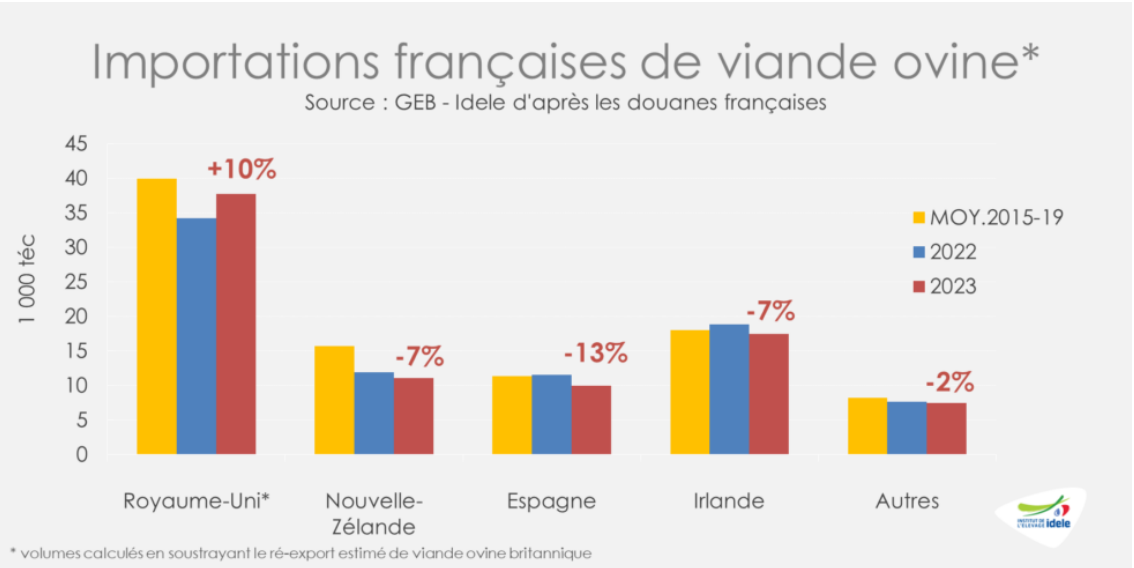
Selon *Agreste*, la **production** abattue de viande ovine était en repli de **-8%** d'une année sur l'autre en 2023, à 72 900 téc ; idem pour les effectifs abattus, avec 3,7 M de têtes. C'est la 2ème année consécutive de baisse de la production ovine en France, et cette fois-ci, le repli est plus sévère que celui observé entre 2021 et 2022 (-3%). Comparé à la moyenne des cinq dernières années (2018-2022), la baisse atteint -10%.
Le **nombre** d'agneaux abattus a diminué de -8% /2022, à 3,2 M de têtes et leur poids de carcasse s'est maintenu d'une année sur l'autre, à 18,4 kgéc. Le nombre de réformes abattues a lui aussi nettement reculé, de -7% à 516 000 têtes, et la baisse de leur poids moyen de carcasse comparé à 2022 (-1%, à 26,5 kgéc) a amplifié la baisse en tonnages (-8% /2022).



La **chute des importations d'agneaux vivants espagnols** (-26% soit -55 000 têtes en 2023/2022), tout comme la hausse des exportations françaises d'agneaux (+15%) participent à la baisse des abattages.

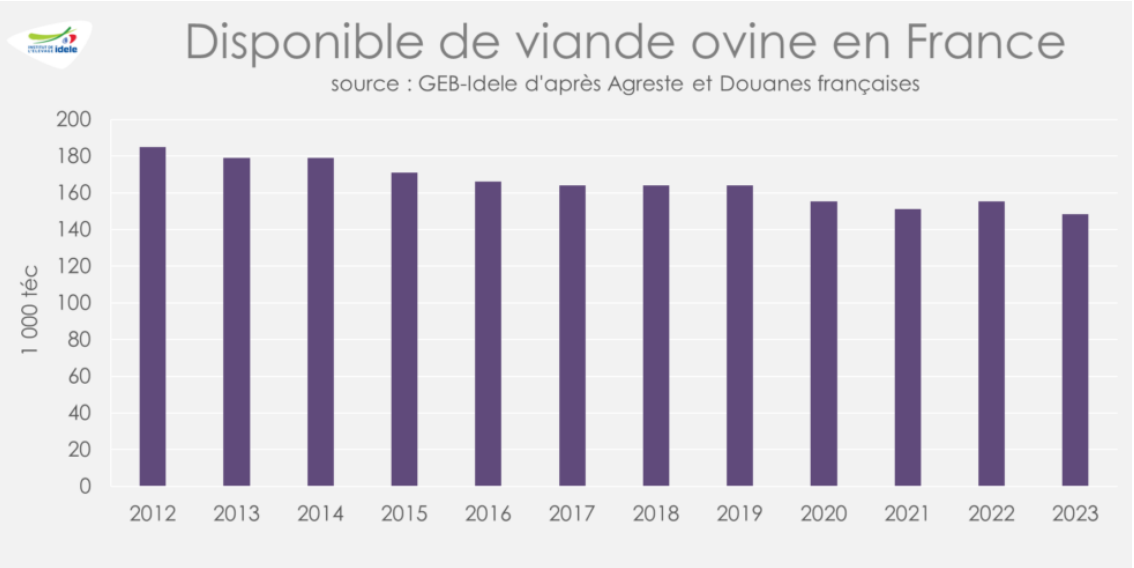
Des importations en léger repli d'une année sur l'autre en 2023

En **décembre**, les importations françaises de viande ovine étaient stables d'une année sur l'autre, à 8 100 téc, avec une hausse des achats de viande britannique (+13% /2022) et néozélandaise (+7%). Les importations en provenance d'Espagne (-10%) comme d'Irlande (-22%) restent en recul.
Au final en **2023**, 83 880 téc ont été importées en France, soit **-1% /2022**, mais tout de même **-10% comparé à la moyenne 2015-2019**, avant la pandémie de Covid-19. Seules les importations en provenance du Royaume-Uni ont progressé d'une année sur l'autre en 2023.



Le disponible sur le marché français recule en 2023

Les abattages français sont en repli tandis que les importations restent modérées, ce qui affecte d'autant le **disponible** français : en 2023, il se replie de **-4% /2022**, à 148 500 téc, et demeure modeste, **-10% sous la moyenne 2015-2019**.



Viande ovine » UE et monde »

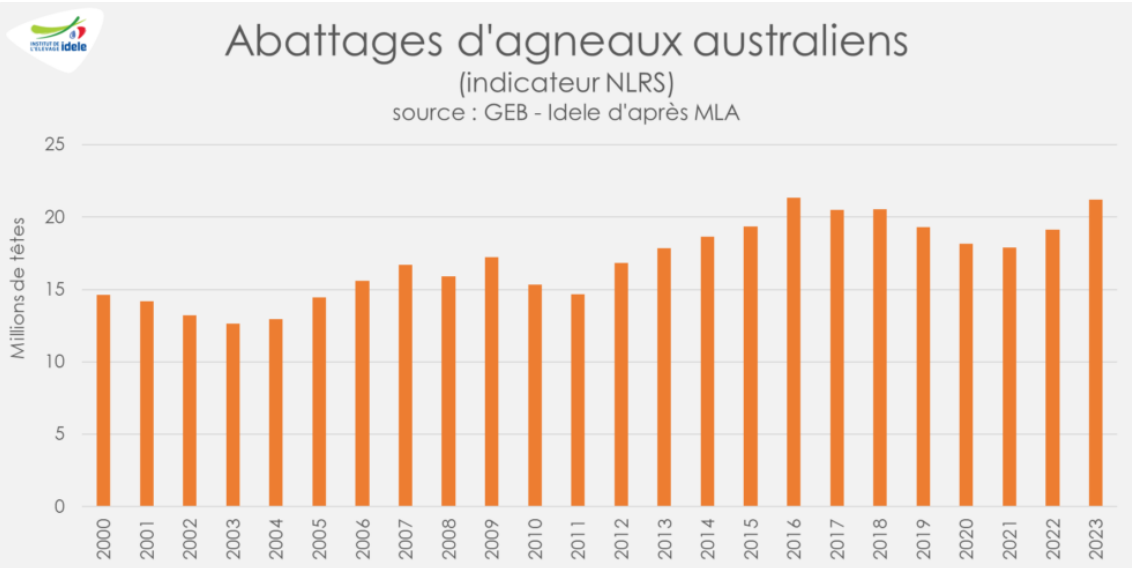
La sécheresse australienne de 2023 a eu un fort impact sur le marché mondial

Dernière révision le 23 février 2024

En 2023, une partie de l'Australie a été touchée par une sécheresse sévère, qui a engendré une décapitalisation du cheptel ovin. Les abattages ont donc bondi, les cours ont chuté et les exportations ont fortement augmenté : la viande australienne a été très présente sur le marché mondial, et à des prix très compétitifs. Les pluies ont permis aux cours de remonter.

Australie : la pluie de retour, la décapitalisation ralentit et le cours remonte

Après une année 2023 marquée par une nouvelle **sécheresse** qui est venue perturber le marché mondial, la filière ovine australienne se réjouit du retour des pluies qui permettent de ralentir la décapitalisation et les exports massifs de viande ovine.
Depuis mai 2023, une sécheresse sévère touche une partie de l'Ouest de l'Australie ainsi qu'une zone du Sud. Celle-ci a plongé le pays dans un **nouveau cycle de décapitalisation** : en 2023, les abattages d'agneaux ont bondi de +11% /2022, totalisant 21,2 M de têtes. Les réformes ont augmenté de +47% sur la période, à 7,8 M de têtes.



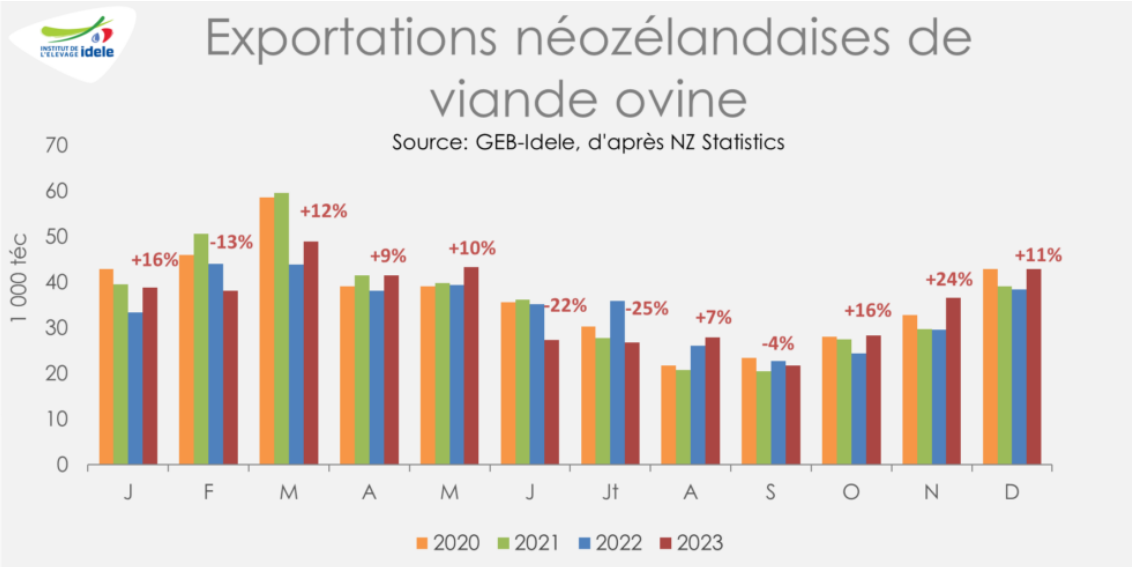
Les **exportations** australiennes de viande ovine ont alors augmenté de +18% entre 2022 et 2023, totalisant 356 000 tonnes, notamment vers la Chine (+28% à 96 500 t).
Avec une telle quantité de viande ovine à commercialiser, les **cours** ont chuté et se redressent progressivement depuis octobre 2023, avec l'arrivée des pluies, l'amélioration des conditions d'élevage et le ralentissement conjoint des abattages.

Nouvelle-Zélande : nouvelle hausse des exportations vers la Chine en 2023

En 2023, la **production** de viande ovine néozélandaise a augmenté de **+1%** /2022, à 442 000 t.

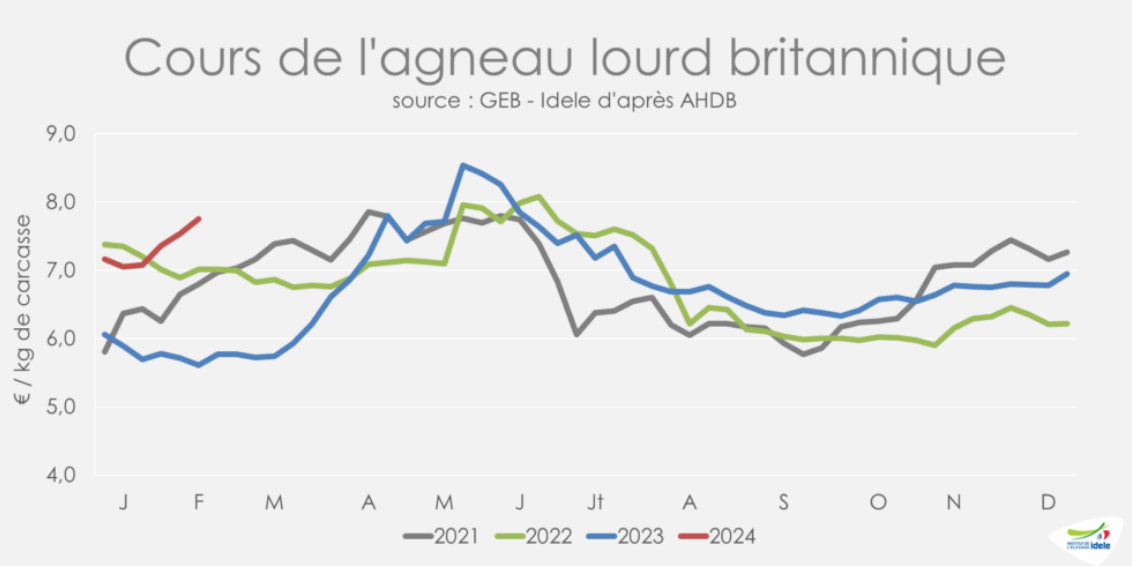
La hausse des exportations de viande ovine est plus importante : +3% /2022. Ces dernières reculent nettement vers le Royaume-Uni (-8%), la France (-13%) mais augmentent par ailleurs vers l'UE-27 (+3%) grâce à la demande dynamique aux Pays-Bas et en Belgique. La demande chinoise est restée dynamique (+10%).

Selon *Farmers Weekly*, les **conflits en Mer Rouge** et la **sécheresse qui frappe le canal du Panama** depuis l'été dernier favorisent les exportations néozélandaises vers la Chine, plutôt que vers l'UE et le Royaume-Uni (allongement du trajet de plusieurs semaines pour aller vers l'Europe ou le Moyen-Orient, donc des coûts associés).



Royaume-Uni : cotation à des niveaux historiques début 2024

Le **cours** britannique a démarré l'année 2024 bien au-dessus de son niveau de l'an passé. En semaine 6, il se situait à **7,76 €/kg,** soit +2,14 €/kg comparé à 2023 et +0,75 €/kg /2022.



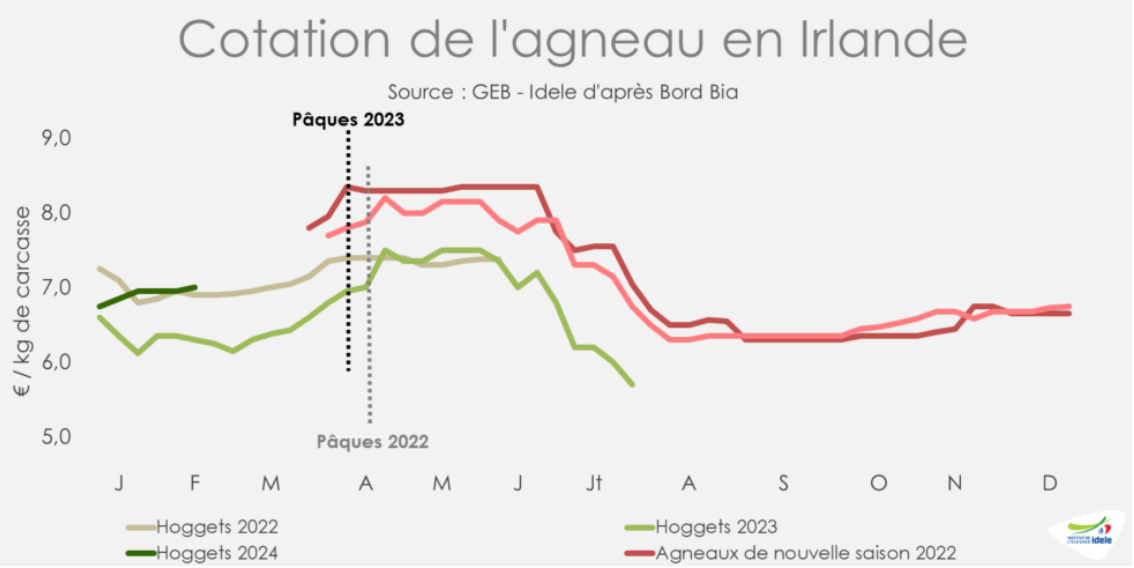
La **production** britannique de viande ovine a totalisé 286 000 t en 2023, diminuant très légèrement d'une année sur l'autre, de **-1%**. Cela s'explique par une baisse des abattages de réforme (prix élevés) et un allègement des carcasses d'agneaux. Comparé à la moyenne 2015-2019, la baisse est de -4%.

Malgré une production en léger repli, les **exportations** britanniques de viande ovine ont bondi de **+12%** /2022 en 2023, en particulier à partir du 2nd semestre. La hausse est de +21% vers la France et +13% vers l'Allemagne. Totalisant 84 500 t, elles retrouvent leur niveau d'avant Brexit et pandémie de Covid-19 (moyenne 2015-2019). Les **importations** de viande ovine ont en revanche chuté d'une année sur l'autre au 1er semestre et se sont très franchement redressées au 2nd (importations d'agneau australien x2,5 /2022). Au total sur l'année, elles reculent tout de même, de -11% /2022.

Le **disponible** en viande ovine, ou « consommation par bilan », a donc chuté au Royaume-Uni, de **-7%** /2022, à 250 000 tonnes.

Irlande : demande à l'export modérée face à une production élevée

En semaine 6 de 2024, la **cotation du *Hogget*** irlandais s'établissait à **7,0 €/kg**, soit +0,70 €/kg au-dessus de son niveau de 2023, et +0,10 €/kg au-dessus de celui de 2022.

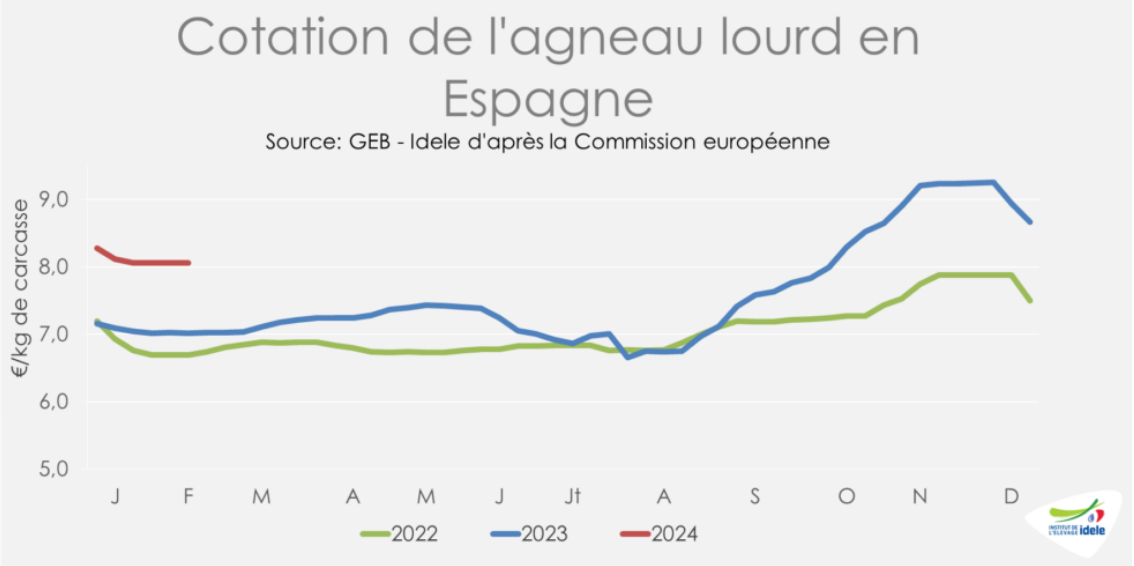


En 2023, les **abattages** d'ovins irlandais en effectifs ont fléchi de **-1%** /2022. Les effectifs d'agneaux abattus ont légèrement progressé, de +1% /2022 et ceux des réformes reculé, de -8%.
En volume, 2023 constitue le niveau d'abattage le plus élevé depuis 2006 (+3% /2022 à 69 800 téc). En effet, le poids de carcasse moyen des agneaux a nettement augmenté (+4% à 21,5 kgéc) et celui des réformes s'est maintenu, à 25,3 kgéc. **En 2023, l'abattage de *Hoggets* s'est prolongé jusqu'à fin juin, augmentant alors de +9% /2022**. Il y a donc eu moins d'abattages précoces d'agneaux de printemps, ce qui peut expliquer cette hausse des poids moyens de carcasses d'agneaux.

Malgré cela, les **exportations** de viande ovine irlandaise ont baissé de **-6%** /2022 à 59 960 téc, avec – 7% vers la France et +3% vers le Royaume-Uni. Selon *Bord Bia*, la demande d'agneau irlandais est modérée sur les principaux marchés d'exportation en raison de l'inflation, des niveaux plus élevés d'importation en provenance des marchés hors UE et de la concurrence d'autres protéines animales.

Espagne : une année 2023 compliquée

Le **cours** de l'agneau espagnol est relativement stable depuis quelques semaines, après avoir légèrement diminué en début d'année. En semaine 6, il s'établissait à **8,06 €/kg**, soit + 1,05 €/kg, au-dessus de son niveau de 2023. Ce cours élevé illustre probablement une offre toujours en repli.



La **production** abattue a reculé de **-10%** d'une année sur l'autre, à 96 000 t sur 11 mois. La légère baisse des poids moyens de carcasse des agneaux a accentué la baisse de production de viande d'agneau (-8%) comparé à celle des effectifs abattus (-7%). Les réformes se sont repliées de -16% et là encore, leur allègement a provoqué une baisse plus importante des tonnages produits (-18%).

Du côté des exportations, la tendance se poursuit : baisse des envois de vifs comme de viande.
Les **exportations de viande ovine** espagnoles se sont repliées sur 2023, de – **9%** /2022, à 43 000 téc, principalement du fait d'un important recul de la demande des pays du Moyen-Orient (-40% /2022 vers le Qatar, par exemple) et de l'Allemagne (-30%).

Les **envois d'agneaux vivants** ont légèrement augmenté, de **+1%** /2022 à 1,36 M de têtes, principalement grâce à l'**ouverture du marché marocain** (305 000 agneaux), alors qu'on enregistre une forte baisse vers la Jordanie (-255 000 agneaux). Du côté des réformes (132 000 têtes au total, soit -16% /2022), l'ouverture du marché marocain (44 000 têtes) n'a su contrebalancer les chutes vers l'Italie (-68%) et la France (-72%).

Repli de la collecte laitière en fin d'année 2023

Dernière révision le 23 février 2024

Au 4ème trimestre, le prix moyen du lait de chèvre a connu une nouvelle progression, dans un contexte de collecte laitière en net repli, même si celle-ci cumulée sur l'année est resté globalement stable.

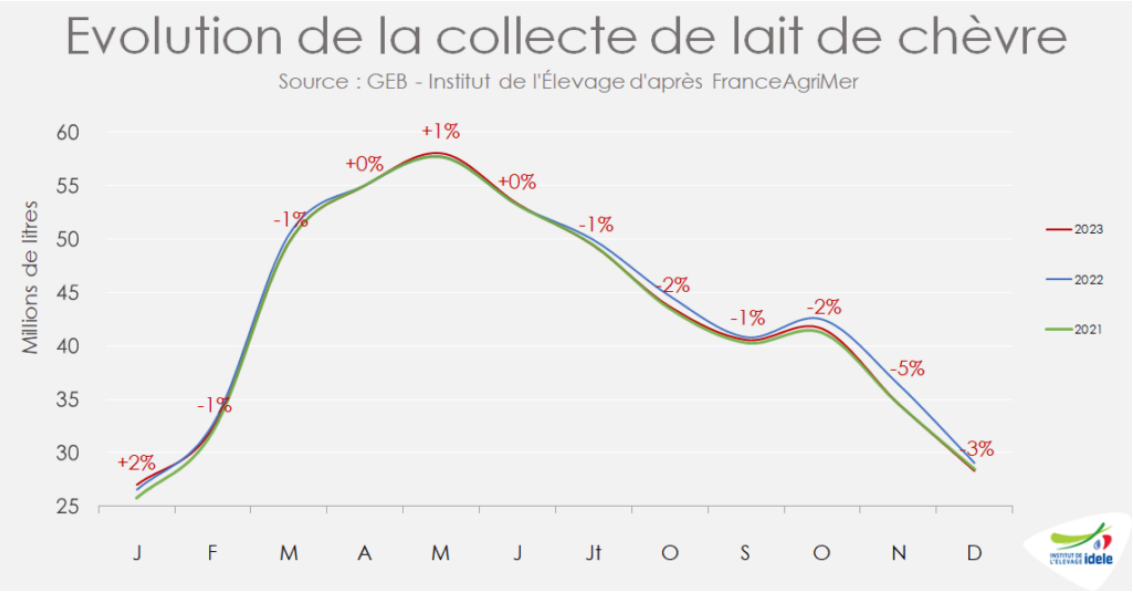
Quant à l'activité industrielle, elle s'adapte à la demande des ménages, qui semble retrouver de l'élan dans le mois de décembre, après un léger recul en novembre. Les imports de produits de report et les exportations de fromages sont en retrait.

Recul de la collecte et des fabrications, frémissement de la consommation

Dernière révision le 23 février 2024

La collecte française de lait de chèvre a enregistré une baisse très prononcée sur le second semestre. Elle est toutefois quasiment stable sur l'année (-1%/2022). L'activité industrielle s'adapte à la demande des ménages, qui semble retrouver de l'élan dans le mois de décembre (+2,6%), après un léger recul en novembre. Les imports de produits de report et les exportations de fromages sont en retrait.

Collecte stable sur 2023 malgré un nouveau recul en décembre



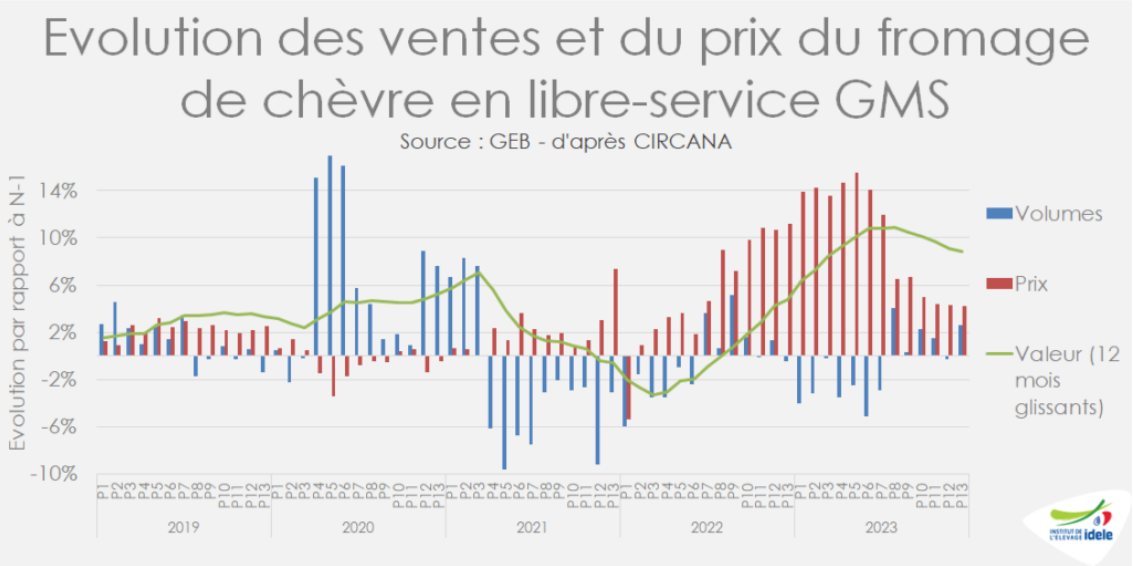
La collecte nationale de lait de chèvre a de nouveau reculé en décembre 2023, de -733 000 litres de lait (-3% /2022) pour s'élever à un peu plus de 28 millions de litres. La collecte cumulée de 2023 est, elle, quasiment stable par rapport à l'année précédente, et s'établit à près de 514 millions de litres, soit -1% /2022.

Les importations ont également baissé en décembre, de -10% /2022 à 4,5 ML (mais +7%/2021). Cette évolution des importations de produits de report illustre très bien leur rôle de variable d'ajustement des approvisionnements industriels face à une collecte nationale nettement repliée sur la fin de l'année et une consommation qui a oscillé entre -3 et +4% sur le second semestre 2023. Le cumul des importations 2023 s'élève à presque 54 millions de litres de lait, soit une baisse de -24% /2022. Ils ont représenté 9,5% des approvisionnements en 2023 (en recul de 2 points par rapport à 2022).

Au bilan, l'approvisionnement total en lait de chèvre en décembre s'est établi à 33 millions de litres, en retrait de -4% d'une année sur l'autre. Le cumul 2023 fait état d'un approvisionnement total de près de 568 ML, soit une baisse de -4% /2022, entre une collecte stable voire en légère baisse et des imports en fort recul.

Les stocks de produits de report caprin s'élèveraient à 4 300 tonnes en décembre selon FranceAgriMer, en hausse de 32% par rapport à décembre 2022.

Reprise des achats des ménages et diminution des exportations

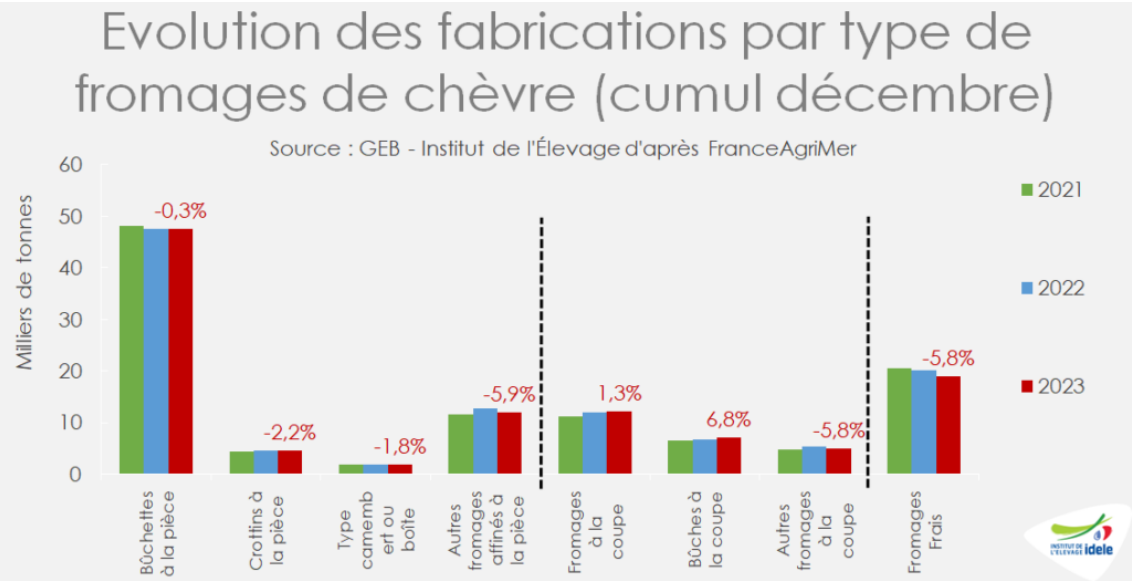


Les dernières données de Circana confirment la reprise de la demande domestique en fromages de chèvre observée depuis le mois d'août. Ainsi, en décembre, les ventes de fromages de chèvre en rayon libre-service ont progressé de +2,6% /2022, à 3 983 t. Ce retour aux achats des ménages a eu lieu parallèlement à un repli des exportations.

En cumul sur 2023, les achats de fromages de chèvre en libre-service ont reculé de -1%/2022.

En décembre, les expéditions françaises de fromages de chèvre ont fléchi de -6% /2022 à 1 800 t. Le cumul des expéditions 2023 s'est établi à un peu plus de 23 000 t de fromages, soit une baisse de -6% par rapport à l'année précédente.

Nouvelle baisse des fabrications de fromages de chèvre



Entre la baisse des exportations et la timide reprise de la consommation, les fabrications de fromages de chèvre ont reculé de -2% /2022 en décembre.

À un peu moins de 97 000 tonnes en cumul sur 2023, la production industrielle de fromages de chèvre a baissé de -2% /2022, soit 2 000 t de moins que l'année dernière.

Lait de chèvre et viande » Prix du lait de chèvre »

Le prix de lait de chèvre maintient sa progression au 4ème trimestre 2023

Dernière révision le 23 février 2024

Le prix moyen du lait de chèvre a connu une nouvelle progression au 4ème trimestre, sous l'effet de la hausse du prix de base et de l'amélioration de sa composition.

Le prix de base poursuit sa progression

Le prix de base du lait de chèvre (à la composition standard 35MG / 30MP en vigueur au 1er janvier 2015) s'est établi à 961 €/1 000 litres au 4ème trimestre 2023 en moyenne nationale, une progression de +66 € d'une année sur l'autre, soit +7% /2022.

La hausse du prix de base du lait de chèvre est comprise entre +1% et +9% /2022 selon les régions. Le bassin Bretagne Pays de la Loire, en tête de peloton, a enregistré une hausse de +9% /2022 (à 961 € /1 000 litres), devant Poitou-Centre avec une hausse +6% /2022 à 971 €/1 000 litres, vient ensuite le Sud-Est avec +1% /2022, à 934 € /1 000 litres, et enfin le Sud-Ouest où le prix de base a progressé de +4% /2022, à 927 € / 1 000 litres.

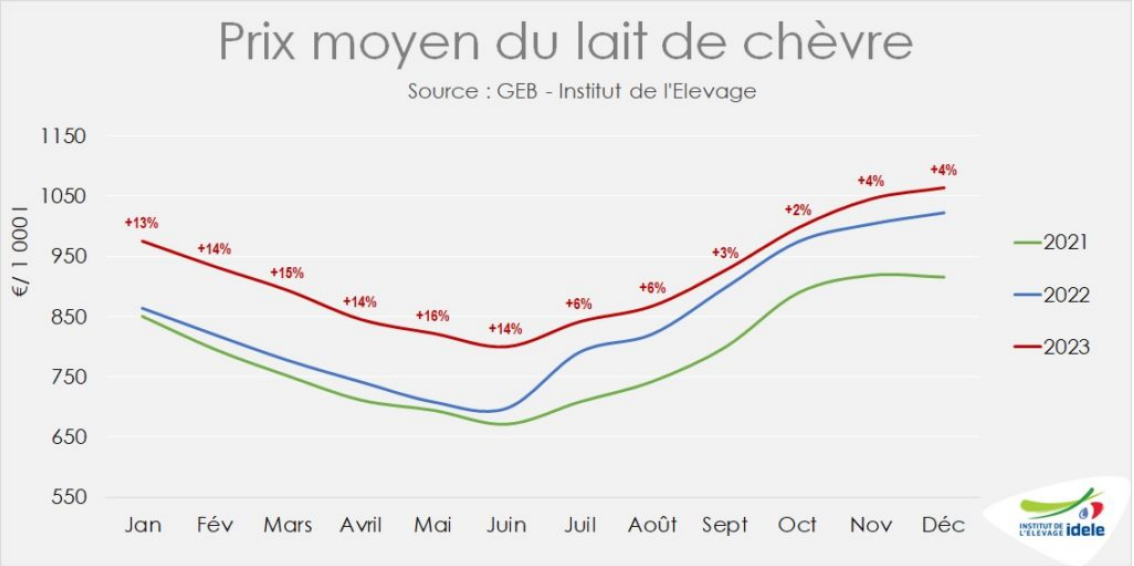
Amélioration de la composition du lait collecté

La composition du lait de chèvre s'est améliorée au 4ème trimestre, s'inscrivant ainsi dans la dynamique observée depuis le 1er trimestre.

Le taux butyreux s'est légèrement effrité en octobre (-0,2%) avant une forte amélioration en novembre (+1,7%) par rapport à l'année 2022. Il s'est légèrement dégradé en décembre (-0,4%). La moyenne nationale au 4ème trimestre se situe à 41,9 g/l, soit +0,4% /2022. Le taux protéique est également en amélioration sur le 4ème trimestre de l'année, avec une moyenne trimestrielle qui s'est établie à 37,5 g/l, soit une hausse de +1% d'une année sur l'autre.

La concentration du lait de chèvre en matière grasse et protéique dans les bassins de production est similaire à la moyenne nationale, à noter une progression plus marquée dans le bassin Bretagne Pays de la Loire où les taux butyreux et protéiques se sont nettement améliorés.

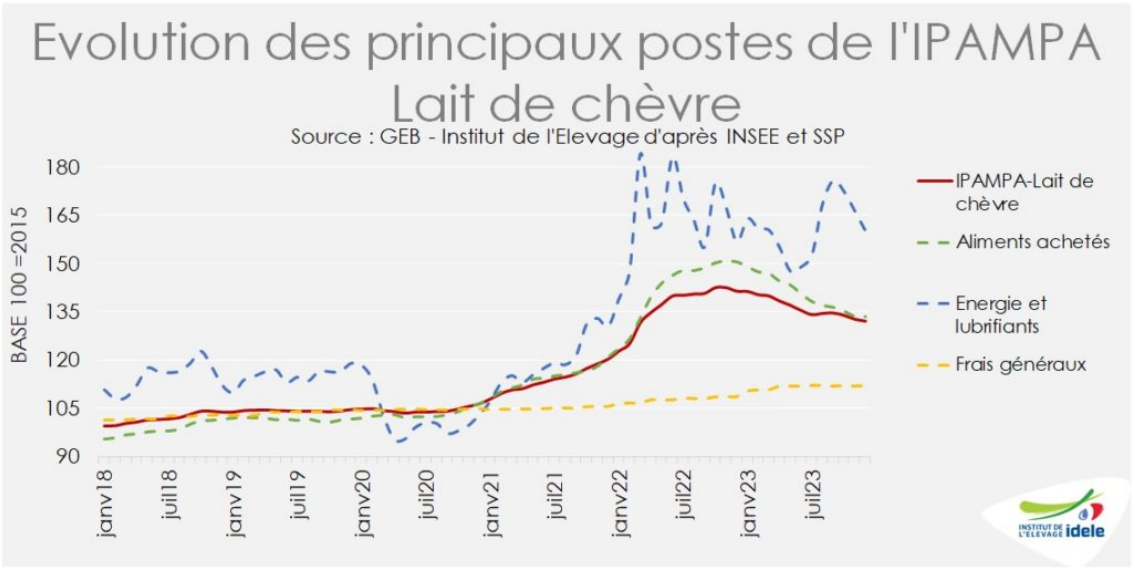
Progression plus rapide du prix du lait payé aux livreurs



Au 4ème trimestre, le prix moyen à la production du lait de chèvre a évolué dans une moindre proportion que le prix de base. Ainsi, il a progressé de +34 € d'une année sur l'autre, soit +3% /2022, à 1 031 €/1 000 litres selon l'enquête prix du lait menée chaque trimestre par l'Institut de l'Élevage.

Le prix moyen le plus élevé se trouve dans le bassin Bretagne Pays de la Loire (1 052 €/1 000 litres, soit +7% /2022). Arrivent ensuite les régions Sud-Est (1 038 €/1 000 litres, soit +1% /2022), et Sud-Ouest (1 031 €/1 000 litres, soit +4% /2022). Enfin le Poitou-Centre en queue de peloton avec un prix réel payé de 1 023 €, stable d'une année sur l'autre.

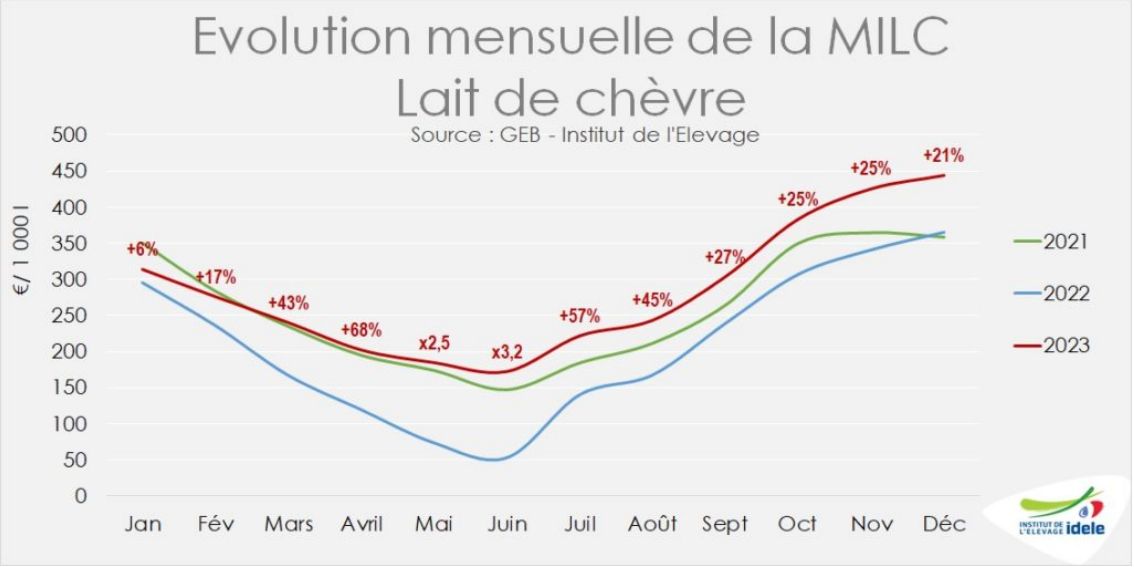
Baisse des charges au 4ème trimestre



Simultanément, la baisse des prix des charges en élevage caprin, amorcée depuis 2ème trimestre 2022, s'est poursuivie au 4ème trimestre 2023.

A l'indice 133 au 4ème trimestre (base 100 = 2015), l'IPAMPA-Lait de chèvre a baissé, de -7% /2022, essentiellement grâce au repli des prix des aliments achetés (-11% /2022, à l'indice 134), poste qui représente environ 60% des coûts de production indicés dans l'IPAMPA-Lait de chèvre.

La MILC nettement en hausse



Au 4ème trimestre la hausse des prix du lait et la baisse concomitante des charges ont conduit à une amélioration de la marge des producteurs : la MILC (moyenne trimestrielle) s'élève à 417 €/1 000 litres, soit +23% au dessus de son niveau de 2022 à la même période de l'année.

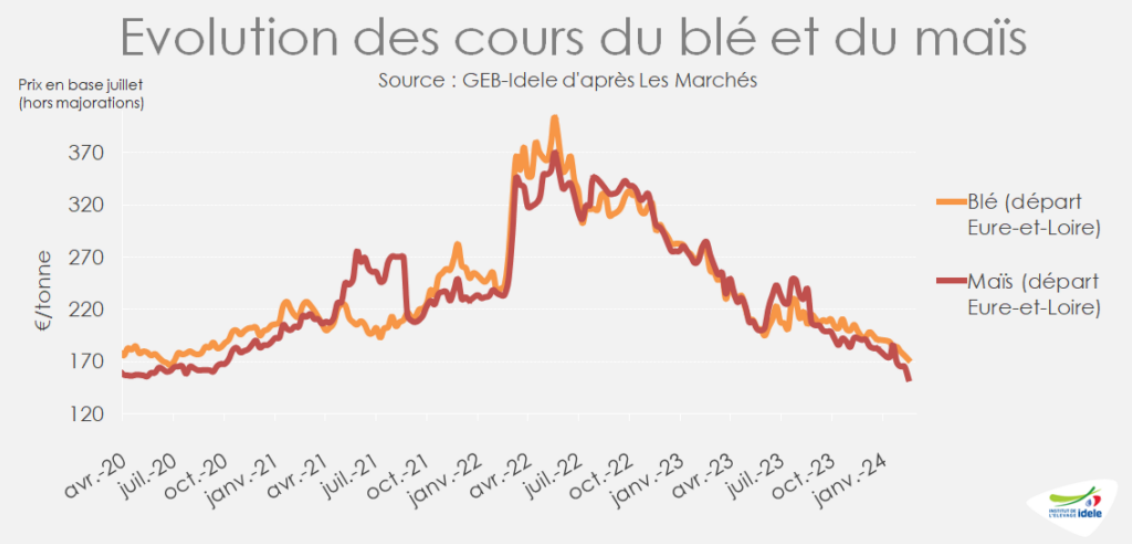
Les matières premières dans une dynamique baissière

Dernière révision le 23 février 2024

Entre les prévisions d'une économie mondiale peu dynamique en 2024, et donc d'une demande modérée, et une offre stable, les cours des céréales, et dans une moindre mesure des tourteaux, sont baissiers. La révision à la hausse mi-janvier par l'USDA de ses prévisions de stocks de blé et de production de maïs a encore accentué cette dynamique.

Les exportateurs européens peinent à sortir leur épingle du jeu face aux céréales russes et ukrainiennes, très compétitives. Les récents achats du Maroc et de la Chine leur ont redonné quelques couleurs ces dernières semaines.

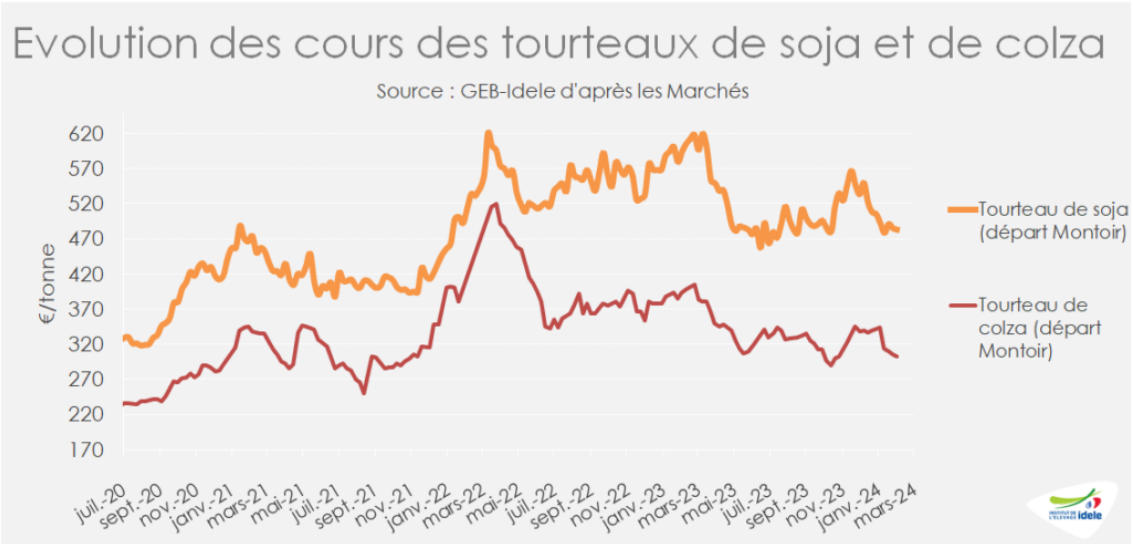
Le blé sous la barre des 200 €/t



Le cours du blé est passé sous la barre symbolique des 200 euros tonnes depuis quelques semaines, à 172 €/t mi février, pour le blé disponible Eure et Loire. Le maïs suit la même évolution et affiche 154 €/t. Ils retrouvent ainsi leurs niveaux de 2020.

Pour la prochaine récolte, les observateurs s'inquiètent des conditions de semis et de culture dégradées en France et en Europe, avec des surfaces semées en recul pour les céréales d'hiver et des conditions de cultures dégradées dans un certain nombre de régions, entre excès et absence d'eau.

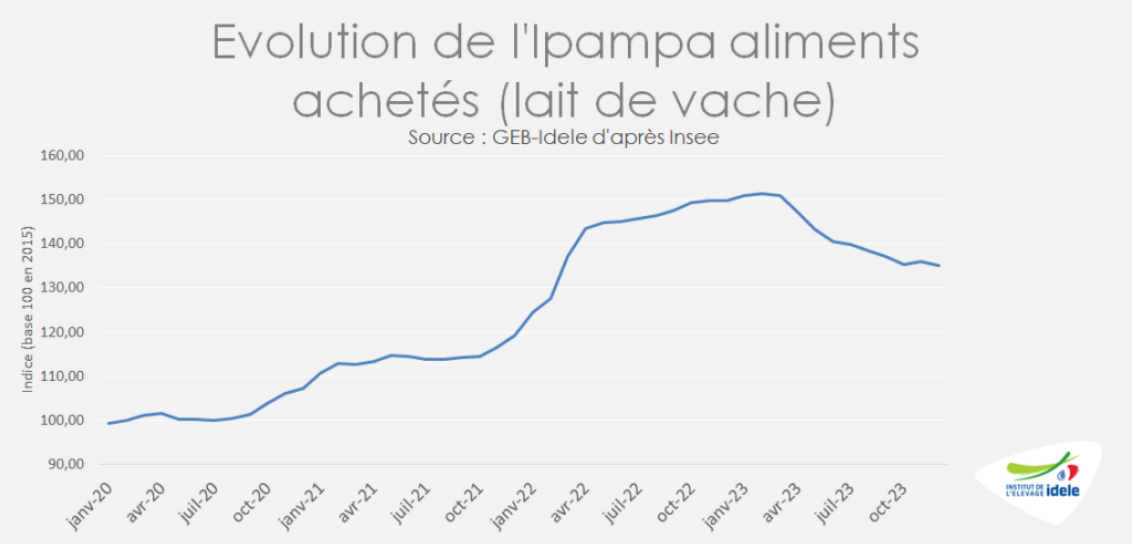
Les tourteaux évoluent à un niveau élevé



Les cours des tourteaux de colza et soja sont plus volatils que les céréales et se maintiennent à des niveaux élevés : 464 €/t pour le tourteau de soja rendu Montoir mi-février, soit près de 150 €/t supérieur à son niveau du printemps 2020, et 290 €/t pour le tourteau de colza rendu Rouen.

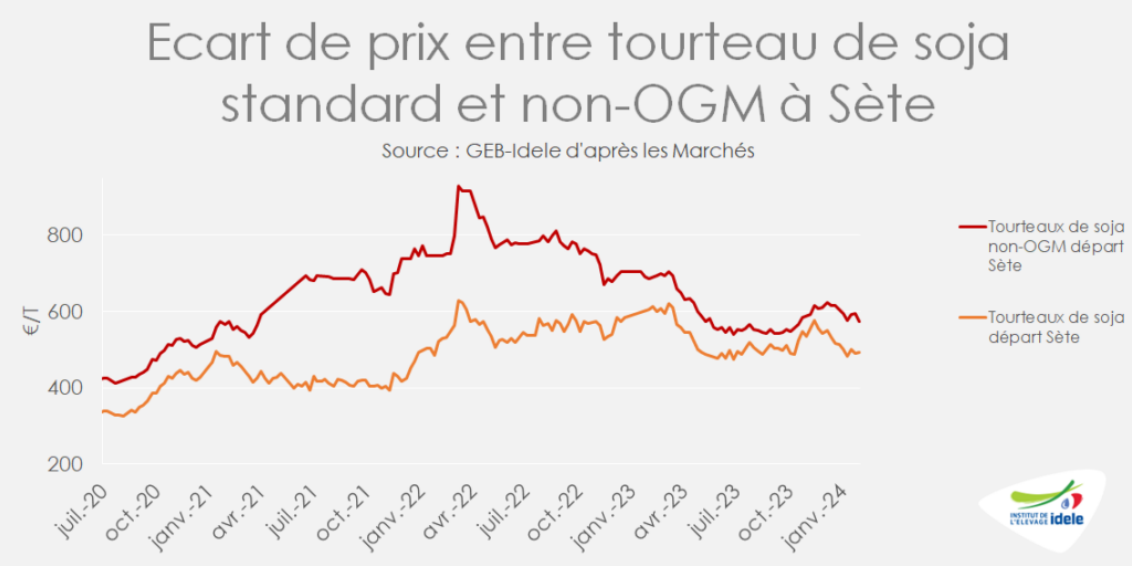
L'Ipampa aliments achetés toujours très au-dessus de ses niveaux de 2020 et 2021

Cette baisse régulière des cours des céréales depuis plusieurs mois s'est traduite progressivement dans l'indicateur aliments achetés de l'Ipampa.



L'indice aliments achetés lait de vache, par exemple, avait ainsi atteint un pic en février 2023 à 151 (base 100 en 2015), avant de descendre progressivement à 135 en décembre, pour une moyenne 2023 à 142, soit quasiment le même niveau que 2022. Il reste toujours très au-dessus des niveaux 2021, moyenne de 114, et 2020, moyenne à 102. Les cours des tourteaux qui restent élevés maintiennent cet indicateur à un niveau haut.

Réduction de l'écart de prix entre tourteau de soja standard et non OGM



En 2021, l'écart de prix entre le tourteau de soja standard et le non OGM s'était envolé. D'une différence de prix d'un peu plus de 80 €/t en moyenne en 2020, on était passé à 150 €/t en 2021 et même à plus de 227 €/t en moyenne en 2022. Cette « explosion » s'explique par différents facteurs, notamment une forte baisse des disponibilités. L'Inde, producteur important avait fait défaut à la suite de mauvaises récoltes. Dans le même temps, les agriculteurs brésiliens avaient moins semé, estimant la prime non OGM trop faible, et le soja provenant de la mer Noire était bloqué. En parallèle, la demande s'était développée en France.
En 2023, un retour à un différentiel de prix plus « normal » a été observé, 84 €/t en moyenne sur le premier semestre et 53 €/t sur la seconde partie de l'année. La situation semble revenue à la normale, avec un retour des disponibilités et moins de tensions sur la demande (report du passage de l'alimentation des volailles Label Rouge en non OGM par exemple).